

INFORMATIONS Correspondance OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 103-104 MARS-AVRIL 1971

SOMMAIRE

Ferodo	1
Faulquemont	5
Penaroya	10
Renault	11
A.G.F.	15
Irlande	18
Italie	21
Espagne	26
Israël	27
Lutte dans les entreprises	29
Nouvelles brèves	34
Correspondance	40
Publications	48

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

FERODO

LE POUVOIR D'AUTORITE ET DE DECISION DE L'USINE

UN TRUST fabriquant des accessoires divers pour l'automobile, du matériel électro-magnétique et électronique, des appareils de conditionnement d'air et des produits en matière plastique.

DES USINES dans toute la France : St-Ouen, Le Bourget, et Vitry dans la banlieue de Paris ; toute une série d'usines dans le Calvados (7 dans la vallée de la Vère, la principale étant Condé/Noireau, fabriquant des garnitures de freins et des embrayages) ; d'autres usines dans la Somme, le Cher, l'Eure-et-Loir, la Sarthe.

A CONDE/NOIREAU, le fin fond du Calvados, à 50 km de Caen, dans une vieille région industrielle, les ouvriers font les 3/8, trois équipes de 400 ouvriers.

Il faudra les événements de décembre pour que certains journaux « de gauche » découvrent, à travers des déclarations syndicales, que « la direction est réfractaire aux relations humaines », et à « une conception militariste de la hiérarchie » (Nouvel Observateur du 28-12-70), que « le pouvoir dans l'entreprise est trop centralisé » (déclaration d'un agent de maîtrise CFDT), que « la hiérarchie fonctionne comme à l'armée » (déclaration de Buet, responsable de l'U.D.-C.F.D.T.) ; or, l'entreprise capitaliste c'est toujours un pouvoir hiérarchique centralisé qui fonctionne de la même façon partout, d'une manière quasi-militaire. Seulement en cas de crise trop voyante et de résistance brutale des travailleurs, il faut à tout prix trouver des raisons à une révolte fondamentale contre l'exploitation et cher-

cher à expliquer que ce qui est en cause n'est pas l'exploitation elle-même, mais certaines conditions de cette exploitation. D'où toute cette littérature pour démontrer à tout prix qu'aux usines Ferodo ce n'est pas pareil qu'ailleurs en 1970. Il est possible qu'il y ait quelques variantes et que selon les circonstances une usine puisse paraître moins dure et une autre plus dure. Le pouvoir dans l'usine, c'est comme le pouvoir de l'Etat en période calme ou en temps de crise, c'est comme l'armée en temps de paix ou en temps de guerre. Quand les affaires marchent et que la concurrence n'est pas trop dure, la discipline militaire de l'entreprise capitaliste peut être apparemment moins dure ; quand la compétition se fait plus difficile ou quand la crise se précise, la discipline de l'entreprise se resserre et les travailleurs sont de plus en plus contrôlés. Fondamentalement, c'est toujours la même chose, il y a simplement des variations de quelques degrés dans la manière dont l'exploitation est menée.

L'USINE, C'EST DES JEUNES ET DES VIEUX. Tous exploités de la même façon, mais réagissant différemment. Chacun regarde midi à sa porte. L'appareil de domination dans l'entreprise, c'est le contact quotidien avec les cadres qui transmettent les ordres et surveillent leur exécution, qui rapportent dans les échelons supérieurs de la hiérarchie la manière dont ceux-ci sont suivis ou désobéis. Le conflit précis aux usines Ferodo peut paraître, comme ailleurs, être celui des jeunes et du travail, celui des jeunes et des représen-

tants de la direction que sont les cadres. Les jeunes sont maintenant nombreux dans les entreprises où ils atteignent souvent plus de la moitié de l'effectif. La plupart n'ont pas de liens familiaux, locaux, etc... et ils se fichent du boulot, se fichent du règlement, d'une mise à la porte. Cela vient à la fois de mai 68, mais vient surtout de la composition même des boîtes, qui fait que d'importantes collectivités de jeunes se retrouvent ensemble, à lutter de la même manière contre tout l'appareil d'encadrement de l'entreprise, à être l'objet des mêmes méthodes particulières de domination qui veulent récupérer une situation inquiétant beaucoup les dirigeants. La direction de Ferodo ne s'en cache pas lorsqu'elle parle en ces termes de la « dégradation » du climat social : « les séquestrations de cadres sont inadmissibles. En outre nous devons soutenir la maîtrise, face à l'indiscipline de jeunes ouvriers très turbulents » (Le Monde, 24-12-70). En clair, cela signifie bien qu'ils n'arrivent pas à mater les jeunes. Curieusement, les syndicats feront écho à cette position. La C.G.T. déclarera : « la grève des ouvriers de Ferodo ne signifie pas que les ouvriers remettent en cause la hiérarchie. En fait, les travailleurs contestent la politique de la direction qui veut faire assumer par les agents de maîtrise, non pas des tâches de répartition de la production, mais des fonctions de répression » (Boissière, responsable de l'U.D.-C.G.T. - Le Monde, 24-12-70). On peut compléter cette déclaration par celle de Séguy : « elle (la C.G.T.) s'est opposée à certaine campagne visant à identifier les techniciens, cadres et ingénieurs au patronat » (Conférence de presse de Brive, Le Monde 23-12-70). L'U.G.T.-C.G.T., syndicat des cadres, renchérit et parle d'une manière très ambiguë de la « communauté fondamentale d'intérêts de l'ensemble des salariés face au patronat » (Le Monde 25-12-70). On peut se demander, pour cette dernière déclaration, ou s'arrête la communauté d'intérêts de l'ensemble des salariés, étant donné que le P.D.G. d'une entreprise est le plus souvent salarié. Mais ce qui nous paraît plus essentiel, c'est cette tentative de séparer dans les fonctions du cadre, ses fonctions de répartition de la production et ses fonctions de répression. Dans le capitalisme, toute l'organisation de la production est extérieure aux travailleurs et dans ces conditions, tout, depuis les fonctions de répression proprement dites, jusqu'aux fonctions de répartition de la production, sont des fonctions de répression puisqu'elles imposent aux travailleurs un but, des cadences de travail, des horaires, etc..., tout un ensemble, et que les travailleurs n'ont à aucun moment, une part quelconque dans les décisions essentielles concernant cet ensemble. En sens inverse, on peut dire que dans les objectifs de production capitaliste, tout devient une tâche de répartition de la production : tout est à la fois répressif et productif, et on peut faire une séparation dans les fonctions du cadre qui n'est là, effectivement, que pour transformer les impératifs capitalistes de conditions immédiates de vie et de travail dans l'entreprise. Vouloir

préserver la fonction du cadre, ou vouloir distinguer les différents aspects de cette fonction, conduit à défendre à tout prix la nécessité d'une hiérarchie dans l'entreprise en la basant sur une prétendue nécessité technique.

La position de la C.F.D.T. est différente sur ce point de celle de la C.G.T., mais seulement dans la forme. Par la bouche de son responsable de l'U.D.-C.F.D.T., déjà cité (Buet), ce syndicat déclare : « la direction pèse de tout son poids sur la maîtrise et charge celle-ci d'appliquer une sévère politique de production. En conséquence, les chefs d'équipe qui craignent une sanction appliquent à la lettre les ordres des dirigeants. On observe chez certains cadres une nostalgie de la discipline des années passées... » « nous estimons surtout que le pouvoir dans l'entreprise est trop centralisé » (autre syndiqué C.F.D.T., Le Monde 24-12-70). Ici, il n'y a même pas une tentative de critiquer certains aspects de la fonction du cadre dans l'entreprise capitaliste, mais simplement la demande d'un « assouplissement » de la discipline ; on sent pointer ici les idées de la C.F.D.T. sur la gestion ouvrière et sur le contrôle ouvrier.

S'il y a des jeunes dans l'entreprise qui sont l'objet de soins particuliers de la direction et des cadres, *il y a aussi des vieux*.

Ce sont en général ceux que l'on considère comme les éléments temporisateurs, des poids morts dans la lutte sociale (c'est assez fréquent dans la bouche de ceux qui se pensent l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat). Simplement ces vieux (ceux qui ont dépassé la quarantaine) mènent la lutte prolétarienne comme les jeunes d'ailleurs en fonction de leur situation personnelle : ils ont d'autres choses à préserver ; s'ils luttent, ils le feront en fonction de leur expérience et avec des méthodes qui ne mettront pas en cause directement et quotidiennement une situation parfois péniblement acquise. Celui qui sera le point de départ de la lutte à Ferodo est le type même de cet ouvrier : « Massonne, O.S.2, âgé de 47 ans et père de famille, excédé par les cadences... Il fait bien son boulot, il ne fait pas de bruit, c'est un anonyme, pourrait-on dire. Il n'était pas syndiqué jusqu'à ces événements récents, et parce que c'est un gars comme tout le monde, il représente bien la masse des travailleurs ». C'est dans ces termes qu'un délégué syndical pontifie sur un ouvrier comme tant d'autres (Le Monde, 24-12-70). Les vieux c'est pourtant autre chose que l'anonyme qui fait bien son boulot. Un tas de fils à la patte, des charges, un œil sur la retraite, la lassitude des ans, les routines de vie. L'usine, cela tue aussi les gens à petit feu. Au bout de 25 ans, on n'a pas la silicose, mais on a envie d'avoir la paix, de se reposer, presque pas envie de vivre.

La paix dans l'usine, on ne l'a jamais. Que les travailleurs soient jeunes ou vieux, qu'ils aient envie de vivre ou de se reposer d'avoir si peu vécu, c'est la même chose, l'exploitation doit atteindre pour tous le niveau minimum nécessaire pour garantir les profits de l'entreprise. La situation de chacun en regard de l'exploitation est différente aux fins fonds de la province que dans une grande ville. Ceci d'autant plus que l'on est installé, que l'on a une famille, que l'on est âgé, donc que l'on aura beaucoup plus de difficultés à se réadapter. Car dans un coin comme Condé/Noireau, la porte, c'est l'exode forcé. Et, dans ces régions de tradition catholique, plus peut-être qu'ailleurs, le contrôle de tous les biens pensants sur toute la vie des ouvriers, dans tous les aspects possibles de la vie sociale, dans les lieux où l'on rencontre les autres : commerçants, curés, syndicats, assistante sociale, associations diverses, etc... et on en passe de toutes les structures d'encadrement. A Condé/Noireau, il y a à peine 10.000 habitants, et pratiquement, tout le monde se connaît, et la moitié de la ville surveille l'autre.

1.

Dans ce contexte, on encaisse beaucoup de choses par nécessité, mais, le jour où la coupe déborde, c'est l'explosion. Cette explosion, elle a toutes les chances de se produire sur les lieux où on subit l'exploitation quotidienne la plus forte, sur les lieux de travail. Et celui qui risque d'en être directement l'objet, c'est celui qui a le visage du patron, et qui vous donne les ordres, c'est le chef direct, le cadre. En dehors des moments de lutte où brusquement toute la résignation apparente vole en éclats pour laisser place à l'enthousiasme de rapports entièrement nouveaux, ces explosions se transforment quotidiennement en actes personnels. Des coups de gueule, ou des coups de poing dans la gueule. Cela, ce ne sont pas les Maos qui l'ont inventé. Cela s'est toujours fait, mais jusqu'à présent cela se cachait. « Indéfendable » disaient les délégués

syndicaux, sans doute comme le dit le syndiqué C.G.T. cadre au nom de la « communauté fondamentale d'intérêt de l'ensemble des salariés ». C'est ce qui se passe pour Massonne, et immédiatement la sanction tombe proposée par le chef d'équipe : deux ou trois jours de mise à pied. C'est généralement comme cela que les choses se passent, lorsque les faits ne sont pas trop « graves ». Mais à Ferodo, comme ailleurs, il y a les jeunes et l'atmosphère de l'usine. Ceci s'exprime précisément au moment où ces choses se produisent dans une lutte contre les cadences qui a entraîné, le 15 décembre, le débrayage de 150 ouvriers. L'accrochage de Massonne avec le chef d'équipe devient tout un symbole d'une méthode de lutte menée sur un plan différent : le chef d'équipe en question est chambré en permanence. Il doit essayer jusqu'à la cantine des quolibets, même une chanson fabriquée à son intention. Toute l'autorité des chefs est foutue par terre. Comme l'écrit Dumont, journaliste du Monde, le 24-12-70, « chacun, de l'ouvrier au dirigeant, reconnaît qu'un problème clé se pose : celui du pouvoir. Les cadres agacés (le terme est sans doute trop faible) par les méthodes d'action des ouvriers, ont récemment demandé au directeur de l'usine comment ils pouvaient, dans les circonstances actuelles, exercer leur métier... Les employeurs n'ont pas encore réussi à régler ce problème que l'arrivée massive de jeunes pose avec une acuité croissante.

Ainsi les mêmes méthodes d'exploitation amènent à ce moment sur des positions identiques ceux qui pouvaient paraître divisés au départ dans leurs méthodes de lutte, en raison de leurs conditions particulières. C'est un vieux qui a réagi violemment et individuellement contre les cadences, ce sont les jeunes qui font de ce cas individuel un symbole, et qui le transforment en une attaque collective contre tout l'appareil de domination.

LA GREVE SAUVAGE

A ce moment, il n'y a pas d'autre issue pour la direction que de frapper vite et fort. La demande de mise à pied se transforme automatiquement en un licenciement immédiat. Pour reprendre ce que nous avons dit ci-dessus, cela n'est pas particulier à Ferodo : aucune direction d'entreprise ne peut accepter que son autorité, qui s'exprime concrètement par la bouche des cadres, soit ainsi mise en cause de façon ouverte et collective.

La réaction des travailleurs à cette sanction est brutale et immédiate. Dès que le licenciement est connu, toute l'équipe du matin, soit 400 ouvriers, débraye, occupant l'usine. Le chef d'équipe Colin, est séquestré. Tout ceci s'est passé en moins de dix minutes. La grève se poursuit avec l'équipe de l'après-midi. Des discussions commencent entre les délégués et la direction, sans résultat. Le directeur adjoint, Masson, parvient, accompagné d'un huissier, à libérer le chef d'équipe Colin. Mais les travailleurs les suivent pas à pas, et finalement tous (4 personnes) sont enfermés dans un bureau. Cette situation va durer jusqu'au samedi 19 décembre tard dans la nuit. Entre temps, la direction a essayé, de l'extérieur, de faire venir la police pour être libérée. Le préfet du Calvados refuse : il ne faut pas se tromper, c'est aussi un refus du gouvernement

(le souvenir de ce qui s'est passé à Vallourec, à Aulnoye l'an passé, la crainte des conséquences possibles, c'est-à-dire d'un rapport de forces défavorable, et la proximité des élections municipales). On peut épiloguer sur ces raisons, mais la seule valable est que le rapport

de forces actuel interdit au pouvoir capitaliste le recours à cette forme de répression ; l'utiliser, c'est risquer une explosion sociale encore plus grave.

Les cadres et dirigeants dénonceront leurs conditions de « détention » : « une nuit entière imposée sur des chaises, avec musique assourissante intentionnellement, rythmée du pied sur le sol et les cloisons, des propos grossiers, méprisants et insultants, très souvent accompagnés de menaces ». De quoi se plaignent-ils ? Ils n'ont subi que pendant deux jours ce qui est le lot quotidien de beaucoup de travailleurs pendant au moins quarante années de labeur. Finalement, la direction cédera avec les attendus suivants : « les conditions particulièrement odieuses et humiliantes de cette séquestration, étaient devenues dramatiques après une durée de 33 heures. Devant la carence des autorités administratives, la direction s'est alors vu contrainte et forcée, dans la nuit du samedi 19 décembre, de recourir au seul moyen qui lui restait pour mettre fin

à cette situation, c'est-à-dire de s'engager à reprendre l'ouvrier congédié ». Ce simple fait démontre, d'excellente manière, que lorsque la police ne peut plus intervenir, les patrons ne disposent plus d'aucun pouvoir et doivent céder. Bien sûr, ceci n'est valable que dans les endroits limités de l'usine Ferodo, à Condé/Noireau

LA FIN D'UNE GREVE SAUVAGE

Mais, si dans son explosion, une lutte peut atteindre ainsi rapidement des rapports fondamentaux de la société capitaliste, cela ne dure qu'un moment. Car, dans la mesure où la lutte reste circonscrite à une cellule unique de la production, elle subit immédiatement le poids de toutes les contraintes qui continuent à peser à l'extérieur et qui rétablissent rapidement les conditions « normales » de l'exploitation. A partir du moment où les ouvriers avaient libéré les dirigeants contre la réintégration de Massonne, ils perdaient pratiquement tout pouvoir sauf à recourir ultérieurement à de nouvelles formes d'actions également en rupture brutale avec celles qui respectent toutes les valeurs sacrosaintes sur lesquelles repose la société capitaliste. Sinon tout le pouvoir et son accessoire, la violence légale, ferait irruption brutalement dans les rapports avec le pouvoir social et le pouvoir politique, alors même qu'il utiliserait d'autres forces de lutte. Dans la mesure où un moment révolutionnaire ne s'étend pas, il est immédiatement récupéré, et c'est ce qui se passe à Condé-Noireau.

A peine sortie, la direction précise : « ce n'est pas la réintégration de Massonne qu'elle a concédé, mais son réembauchage à zéro, et dans une autre usine du groupe » (non seulement il perd tous ses avantages, mais l'usine en question, La Martinique, est l'usine la plus dégueulasse du coin).

C'est de la provocation, mais cette fois la direction sait de quels atouts elle dispose. Dès le lundi 22, toutes les usines de la vallée de la Vère sont en grève, et même les autres usines de la zone industrielle de Condé/Noireau. Mais la lutte a pris déjà sa forme traditionnelle, autrement dit contrôlée par la C.G.T. L'autonomie de la lutte n'aura duré que deux à trois jours. L'échec de la grève s'exprime dès ce moment dans le fait que les ouvriers ne créeront pas d'organisme de lutte autonome, mais s'en remettront aux représentants syndicaux. Il semble qu'il y ait eu ce lundi 22 une tentative de rétablir ce rapport de force par une nouvelle séquestration d'une quinzaine de cadres les plus en vue pour leur zèle, mais ils sont libérés par les délégués C.G.T., ce qui confirme leur emprise. On retrouve alors les manifestations habituelles : « plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté mercredi matin dans les rues de Condé/Noireau en scandant « liberté chez Ferodo » ; au cours du meeting qui a suivi ce défilé, un délégué C.G.T. s'est félicité du sang froid des pouvoirs publics qui ont refusé de faire intervenir les forces de police, et un dirigeant C.G.T. a invité les travailleurs à poursuivre la grève et l'occupation de l'usine de Condé... tout en s'efforçant de ne pas prêter le flanc à une intervention de la police » (24-12-70)

On ne doit pas s'arrêter au fait même de l'occupation de l'usine ; la valeur d'une action doit être examinée dans ce qu'elle signifie exactement pour les travailleurs et non dans le sens d'une tactique prônée par les organisations. Dans la mesure où l'occupation reste limitée à une seule usine de la Vallée, et à plus forte raison du groupe Ferodo, dans la mesure où elle est poursuivie dans le calme sur une recommandation syndicale, elle reste une défaite, car elle est en deça de l'action des ouvriers par et pour eux-mêmes.

dans ce cas particulier, à ce moment là, mais c'est une constatation de portée générale. Ce que la direction concède, c'est en échange de la libération des détenus, le réembauchage de Massonne, à condition qu'il présente des excuses.

C'est bien ainsi que la direction le comprend, car elle pousse ses avantages et commence à faire circuler le bruit de licenciements contre ceux qui ont participé aux séquestrations de dirigeants. La grève s'effiloche pendant la semaine du 21 au 28 décembre, et le lundi 28 le travail a repris partout au moment où la direction licencie 11 ouvriers, essentiellement des jeunes. Résultat qui, objectivement, épure autant l'usine que les syndicats des « éléments perturbateurs ».

On peut observer que, parallèlement à cette reprise en mains de la direction et aux sanctions contre les ouvriers les plus actifs, les syndicats appuient toute la campagne de la direction pour dénoncer ces méthodes de lutte qui, effectivement n'appartiennent qu'aux ouvriers. Cela donne droit à toute une série de déclarations des dirigeants syndicaux : Bergeron, Détraz, Séguy, sur les séquestrations, à peu près toutes sur le même thème : c'est la conséquence de l'injustice des patrons, s'ils nous écoutaient cela ne se produirait pas ; mais nous n'avons jamais encouragé, ni préconisé, de telles formes d'actions, « si elles venaient à se généraliser, vous imaginez facilement qu'elles en seraient les conséquences » (Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, dédié aux minorités syndicales révolutionnaires de F.O.).

Le reste du conflit de Ferodo s'estompe dans les petites manœuvres traditionnelles des syndicats : débrayages de moins en moins suivis par les ouvriers, palabres à l'inspection du travail, dans les comités, etc..., sans aucun résultat évidemment.

Cependant, les travailleurs eux-mêmes ne se sentent pas battus : le mercredi 10 janvier, dans une autre usine, où a été muté le chef d'équipe Colin, 50 ouvriers de l'atelier où on l'a affecté, cessent spontanément le travail, et le chef d'équipe doit rester chez lui. On n'a pas su ce qui était arrivé après, mais cela montre toute la différence entre la lutte de classe, au niveau du quotidien et de l'exploitation, et celle des organisations au sein de la légalité des organismes divers et du capitalisme.

Les séquestrations de Ferodo, juste après celles de Faulquemont, ont déclenché le délire dans les « groupes révolutionnaires ». Ils se sont tous abattus dans cette bourgade au fonds du Calvados, qui de Caen, qui de Rouen ou de Paris. Des ouvriers qui rejoignaient dans les faits tous les appels à la guerre de classe.

Du coup, on exhumaient tout ce qui, dans les luttes, pouvait rentrer dans la rubrique « séquestrations » (voir notamment le numéro spécial de l'Idiot Liberté - Livre Journal n° 3, 10-2-71). Du coup, toutes les actions quelque peu violentes des travailleurs avaient la vedette aussi bien dans la presse bourgeoise apeurée que dans la presse groupusculaire exaltée (ça n'est d'ailleurs pas si mal cette publicité de l'action autonome, contradiction de tous ces zéloteurs ou de ces accusateurs, y compris celle de Séguy).

Les uns et les autres bien chargés d'intentions et de propagandes. Comme si c'était une épidémie venue d'Amérique du Sud ou l'œuvre de l'été chaud des maos. Trop heureux, les uns de trouver « leur » influence, les autres de la dénoncer. Et tous de découvrir l'oiseau rare, « l'ouvrier révolutionnaire ».

Capital les séquestrations. Bien sûr, mais pas nouveau et pas plus que d'autres formes de lutte qui restent bien en mains des ouvriers au moment où ils y ont recours, sans le recours ou le conseil de personne. Simplement parce que ça leur paraît nécessaire à ce moment là pour parvenir à obtenir satisfaction sur leurs revendications qui elles, malheureusement pour ceux qui cherchent partout la Révolution, sont des revendications bien quotidiennes.

Pour conclure, laissons à Tout le soin de la découverte :

« Les jeunes, très combattifs ont fait un acte illégal,

rompant avec les conventions de lutte imposées depuis longtemps. Pourtant, ils n'en ont pas conscience : les gauchistes, les étudiants, ils ne les aiment pas... Impossible de leur faire démordre de leurs idées... Nous, on s'aperçoit que nos idées sur la France Sauvage et la « juste lutte des ouvriers de Condé-sur-Noireau », c'est pas ça du tout. Les ouvriers de Ferodo ont trouvé parmi eux les forces de déclencher la lutte, l'organiser, etc... La France sauvage, c'est très chouette, mais ce n'est pas la France Révolutionnaire... »

(TOUT n° 6-7, 10 janvier 71)

Tiens, en voilà qui découvrent dans la réalité d'une lutte, que la lutte de classe, c'est ce que font les travailleurs et non pas ce qui existe dans la tête des penseurs de la Révolution. Et pourtant, ils ont encore beaucoup de chemin à faire parce qu'ils ont vu une usine en lutte et pas une usine dans son univers quotidien.

FAULQUEMONT

UNE LUTTE CONTRE L'ORGANISATION CAPITALISTE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

En janvier-février 1962, 800 mineurs de Decazeville restent 64 jours en grève au fond de la mine, pour empêcher la fermeture des mines, en application du plan élaboré par les dirigeants économiques, politiques et syndicaux, et obtenir des garanties maximum en cas de reconversion. Decazeville est isolé en plein Massif Central, et les mineurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils utiliseront l'arme la plus forte : l'occupation des puits, et contraindront les syndicats à les suivre dans cette voie, et à chercher à obtenir du pouvoir des concessions, ceci jusqu'à épuisement de leurs dernières ressources de luttes, après plus de deux mois de grève (voir I.C.O. n°s 4, 5 et 6 - janvier, février et mars 1962).

Le 16 octobre 1970, des mineurs des puits de Merlebach, en Lorraine, se mettent en grève spontanément contre l'application d'un nouvel horaire de travail (les 4-8), accepté par les syndicats. La mine n'est pas occupée, et la lutte est aussitôt reprise en main par un comité inter-syndical. C'est alors la tactique mille fois avancée par les syndicats pour briser une lutte : l'extension de la grève à tout le bassin lorrain, sur le thème de la solidarité, puis la reprise dans la confusion, le 28 octobre, sur un accord avec la direction, accord qui ne cède en rien sur la revendication de départ de la grève (voir I.C.O. n° 99, novembre 1970, page 17).

♦♦

A Faulquemont, à la fin de 1970, 1.500 mineurs luttent pour la même chose que les mineurs de Decazeville en 1962 : empêcher la fermeture des puits, c'est-à-dire l'application du plan décidé par les dirigeants des Houillères (dans le cadre de la planification nationale), tous ces plans étant élaborés avec le concours des dirigeants syndicaux, aussi bien sur le plan des houillères nationales que sur le plan général de l'économie. Mais la fermeture du puits de Faulquemont n'est qu'un des

aspects de la mise en œuvre de cette planification : c'est en réalité tout le bassin lorrain, toutes les houillères nationales qui sont concernés, mais avec des conséquences variables suivant les puits d'extraction ; c'est la fermeture pour les uns plus ou moins échelonnée dans le temps, c'est au contraire l'exploitation intensive pour les autres, avec de nouvelles techniques et de nouvelles conditions de travail. La grève de Merlebach était la conséquence de ce même plan ; les puits de

Merlebach devaient être modernisés et le travail se faisait dès lors en continu, d'où la modification des horaires ; en même temps, les mineurs des puits en voie de fermeture, devaient être transférés sur les puits encore en exploitation, pour y subir également de nouvelles conditions de travail. Quels qu'en soient les aspects, c'est donc une seule et même lutte qui concernait tous les mineurs ; la tactique générale des syndicats qui apparaît est donc de laisser se développer séparément, les résistances à la mise en œuvre de ce plan (dont ils connaissent les lignes générales et le détail), de sorte que la lutte des uns ne soit pas liée directement à la lutte des autres. C'est ce qui s'est passé pour la grève de Merlebach en octobre. Les modifications des conditions de travail concernaient dans l'immédiat les mineurs de ce seul puits, et l'action des autres puits n'apparaissait que comme une grève de solidarité. La grève de Merlebach terminée, la lutte reprend à Faulquemont, mais apparemment sur un terrain différent, celle de la fermeture du puits. Là encore, les mineurs ressentent l'isolement de leur lutte et espèrent un soutien de tous les autres mineurs. Mais là également, tout comme à Merlebach, les syndicats vont développer la même tactique d'une grève de solidarité, et non d'une grève contre un seul et même objectif : le pouvoir des dirigeants de décider seul de l'organisation de la production. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, mais ce ne saurait être mis en cause par les syndicats, puisqu'ils sont également pour une direction de la production en dehors des travailleurs eux-mêmes. Dès lors, la lutte des mineurs du bassin lorrain devient un simple mouvement de solidarité contre la fermeture du puits et les mineurs de Faulquemont, comme auparavant ceux de Merlebach, se retrouvent finalement isolés et pratiquement contraints de reprendre le travail.

Comparons la lutte des mineurs de Decazeville avec celle de Faulquemont. En apparence cette dernière paraît plus spectaculaire, car un noyau de mineurs (300 environ) va occuper pendant une semaine les bureaux administratifs des houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.) à Merlebach (et non la direction générale qui se trouve à quelques kilomètres de là, comme on a pu le laisser croire). Occuper des bureaux et occuper la mine, ce n'est pas la même chose. Dans un cas comme dans l'autre, les mineurs défendent leur travail, leur niveau de vie. Ce ne sont pas des revendications révolutionnaires. Ceux qui ont la nationalité française et qui votent sont, pour une bonne partie, gaullistes (c'est un député gaulliste qui se trouvera associé aux démarches du comité de défense de la mine de Faulquemont, composé des représentants de toutes les classes sociales de la ville et des environs). Se battre pour rester mineur, pour garder son petit confort, sa propre maison à la porte de la mine, sa baignole, le charbon gratuit, des salaires plus élevés que ceux de l'industrie, tout cela peut paraître une lutte bien terre à terre de travailleurs qui restent totalement aliénés ; cela peut valoir une sorte de mépris ironique de la part de tous ceux qui rêvent de la lutte consciente d'ouvriers révolutionnaires. Ceci est juste, aussi bien à Decazeville qu'à Faulquemont ; la grève ressemble de très loin à une lutte pour le pouvoir. Mais, une lutte pour le maintien d'un certain niveau de vie une fois obtenu est une lutte prolétarienne.

Dès le départ, la grève de Faulquemont semble avoir un caractère plus radical et plus politique que celle de Decazeville. Un groupe important de mineurs accompagne à Paris les dirigeants du comité de défense lorsqu'ils font une démarche auprès du ministère. En décembre, 100 mineurs foncent vers le siège du conseil d'administration des H.B.L. à Hombourg-Haut, et n'évacuent que sur intervention des responsables syndicaux ; à diverses reprises d'autres manifestations de rues se déroulent, le siège administratif des H.B.L. est occupé

par un groupe de 300 mineurs pendant une huitaine de jours ; d'autres interventions plus limitées se produiront au cours de toutes les réunions en vue de parvenir à une solution du conflit.

Ces manifestations garderont un caractère plus ou moins pacifique et elles resteront, en général, sous le contrôle des directions syndicales qui sauront les empêcher de prendre ouvertement le caractère de violence politique qu'elles contiennent implicitement. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure la proximité des élections municipales n'a pas conduit les syndicats et les partis à laisser la grève de Faulquemont prendre une certaine tournure (même au besoin en encourageant, tout en les contrôlant, certaines de ces manifestations en marge des rassemblements officiels). L'incident qui se produit au fond de la mine le 18 décembre, et qui paraît être une séquestration d'ingénieurs au fond de la mine, semble également avoir été organisé et manipulé par les syndicats ; on peut faire une comparaison assez édifiante sur ce point entre ce qui se déroule à la même époque aux usines Ferodo, à Condésur-Noireau, dans le Calvados, et ce qui se passe au fond de la mine, entre quelques délégués et trois ingénieurs.

Il est certain que si les syndicats se trouvent contraints d'organiser de telles actions, les unes satisfaisant la grosse majorité et ayant un impact politique bien précis, les autres satisfaisant une minorité s'inscrivant plus dans la dynamique de la lutte, mais conduisant d'une part à encadrer cette minorité, et d'autre part à la couper des autres travailleurs (l'occupation par 300 mineurs des bureaux des H.B.L. à Merlebach peut paraître d'un côté une action audacieuse, mais d'un autre côté elle isolait ces ouvriers dans un bâtiment étranger éloigné de Faulquemont et devenait une occupation toute symbolique si on la compare à ce qu'aurait été l'occupation de la mine par exemple). En définitive, toutes ces manifestations, plus ou moins spectaculaires, débouchent sur le terrain uniquement politique, là où elles peuvent facilement être récupérées par les organisations pour servir leur tactique locale ou nationale du moment. De plus, de telles actions correspondent à l'idée que les choses doivent rester sur le terrain d'une revendication discutée par les mêmes instances dirigeantes patronales, politiques ou syndicales sur lesquelles on fait pression. Par contre, l'occupation même du lieu de travail de la mine dont on envisage la fermeture, a, au départ, un caractère totalement différent.

Si l'on se rapporte à la grève de Decazeville, on peut répéter ce qu'autrefois un camarade hollandais écrivait à propos de cette grève (I.C.O. n° 5, février 62) : « leur action n'est pas spectaculaire ; ils luttent au fond, et sauf pendant les démonstrations, les rues de la ville sont vides. En occupant la mine, les ouvriers attaquent les relations de propriété capitaliste. Le font-ils parce qu'ils ont une certaine théorie révolutionnaire ? Il est bien évident qu'une occupation d'usine attaque l'ordre bourgeois ; mais il est évident que les mineurs de Decazeville n'en sont pas conscients. Leur grève sur le tas n'est pas causée par des idées sur ce point, mais leur est dictée par les circonstances. Ils pensent bien : le propriétaire de la mine, c'est-à-dire l'Etat français annonce la fermeture. Ils pourraient résister à cela par une grève type ordinaire et descendre dans la rue. S'ils le faisaient, ils créeraient justement une situation qui est exactement celle que désire le gouvernement. On fait alors ce que la direction veut : celle-ci ferme la porte derrière le dernier gréviste qui quitte l'usine. Et les grilles resteront fermées, et on pourrait dire plus tard, on regrette mais ce n'était pas la peine de rouvrir la mine pour une partie seulement des ouvriers. C'est exactement ce que les mineurs voulaient empêcher et

c'est pour cela qu'ils restent au fond. Cette décision une fois prise, les choses se développent par leur propre logique, parce qu'un gouvernement ne peut pas tolérer que les mineurs de Decazeville restent sur le tas. Pendant un certain temps, oui, mais finalement il faudra que quelque chose intervienne ».

Sans doute, la grève de Decazeville s'est terminée, mais du point de vue qui nous concerne, c'est-à-dire l'organisation même de la lutte de classe et l'autonomie du mouvement ouvrier, la grève de Faulquemont est en deça de ce qui a pu se produire à Decazeville. Une partie des mineurs de Merlebach pouvait paraître plus « consciente » par les actions qu'elle a pu mener tout au long de ce mouvement ; le fait que toutes ces actions se soient déroulées hors de la mine, sur le terrain politique direct s'explique non par une conscience révolutionnaire plus poussée, mais au contraire par la croyance dans l'intervention de certaines forces syndicales et politiques. Sans doute les caractéristiques de cette action, et les moyens violents qu'elle tentait constamment d'utiliser, sont également une manifestation de cette autonomie. Mais en dépit des apparences, l'occupation de la mine de Decazeville, pendant 60 jours était un moyen infiniment plus violent, bien que non conscient de son importance et de sa signification, que tout ce qui a pu être fait en Lorraine, autour de la fermeture du puits de Faulquemont, même si ces actions avaient pris leur forme violente.

Un bref récit, purement chronologique, de la grève permet de retracer les différentes étapes de la lutte de Faulquemont et de préciser les différentes analyses que nous venons d'en faire. Il est nécessaire de se reporter à l'article sur la grève de Merlebach (I.C.O. n° 99, novembre 70) pour comprendre comment les syndicats, et essentiellement la C.G.T., ont procédé pour mettre un terme et isoler une grève qui se déroule du 16 au 28 octobre. A l'époque, le problème de la fermeture du puits de Faulquemont existe bien, mais il n'est pas relié dans la lutte au mouvement spontané des mineurs de Merlebach. Au contraire, on se sent moins concerné à Faulquemont par une histoire d'horaire.

Le 17 décembre, une manifestation a lieu à Merlebach, à l'initiative du syndicat et du comité de défense : c'est la manifestation politique traditionnelle ; mais en même temps, 100 mineurs foncent vers le siège du conseil d'administration des H.B.L. à Hombourg-Haut (c'est là, dans un château, la vraie direction des H.B.L. qui ne sera pas occupée) et n'évacuent que sur intervention des délégués syndicaux.

Le 18 décembre, il semble qu'à l'initiative de la C.G.T., les mineurs de fond cessent le démontage d'installations qu'on leur a ordonné ; 3 ingénieurs descendent au fond pour faire reprendre le travail ; un délégué syndical leur demande de remonter et, sur leur refus, ils sont gardés en otage au fond de la mine. Le ministère fait alors informer directement qu'il recevrait des délégués du comité de défense dans la première quinzaine de janvier et qu'en attendant tous les travaux de démontage de la mine étaient suspendus, ainsi que toutes mutations (on peut s'interroger sur le rôle que les délégués de la base ont joué dans cette séquestration à l'issue des appareils, et également sur son écho dans toute la France, car ce fut la première de toute une série plus spontanées qu'à Faulquemont).

Les cadres séquestrés au fond sont alors libérés ; tout ceci n'a duré que quelques heures.

Parallèlement, les syndicats poursuivent des discussions avec la direction des charbonnages pour fixer le montant des salaires et un accord national doit être signé pour le 8 février ; il est bien évident que tout

ceci ne remet aucunement en question le plan de modernisation des houillères et de réduction de la production charbonnière et que ce qui s'est passé à Faulquemont est plus ou moins mis en veilleuse ; ceci d'autant plus que les promesses faites au comité de défense sont retardées de plus en plus, l'entrevue n'étant finalement prévue que pour le 3 février.

A cette époque, il y a deux discussions. Le 2 février, au cours d'une rencontre paritaire à Paris sur la question des salaires, le directeur général des houillères déclare : « j'ai l'espoir que tout le monde signera ce texte, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps aux charbonnages, et ce qui ouvre une nouvelle voie dans nos relations avec les syndicats ». Il s'agit d'un accord du même genre que celui de la S.N.C.F., c'est-à-dire qui ne contient pas seulement des dispositions sur les salaires, mais qui planifie l'augmentation de ceux-ci en fonction de la planification globale de l'entreprise. En d'autres termes, les syndicats s'engagent d'une manière encore plus précise dans la participation à la gestion du trust national que sont les houillères nationales ; tout ce qui va se dérouler à propos du puits de Faulquemont, montre d'une part une réaction violente de la base au rôle que les syndicats entendent jouer, et qui est bien ressenti comme tel par la direction des houillères ; d'autre part, dans la mesure où cette lutte reste inscrite dans le cadre capitaliste et ne prend pas des formes autonomes précises, la récupération et l'utilisation de cette lutte par les syndicats peut confirmer et accroître l'importance même de leurs fonctions dans l'ensemble du procès de production capitaliste.

Le 3 février, le comité de défense du puits de Faulquemont est reçu à Paris, au siège des charbonnages de France. Si 300 mineurs accompagnent cette délégation, cela témoigne de la combativité des travailleurs concernés et de leur désir de garder sous leur contrôle ceux qui les représentent. Si par contre, on considère le fait que ce comité de défense est conduit par Schwartz député maire U.D.R. de Boulay, et qu'y participent également d'autres maires et une délégation de 5 syndicats, on peut se rendre compte de l'orientation de cette lutte alors même qu'elle n'est pas encore engagée. Les 300 mineurs manifestent dans le quartier de l'avenue Percier (8ème) derrière un cerceau surmonté d'un casque de mineur. Que peut donner une manifestation réduite, dans un quartier chic, alors qu'aucun appel de solidarité n'a été fait dans les usines de la région parisienne ?

Le jeudi 4 février, les 300 mineurs et le comité de défense sont de retour de Paris le matin très tôt et ils se retrouvent devant la mine de Faulquemont, au moment de la relève. Il est difficile de savoir ce qui s'est passé à ce moment, mais les cars de ramassage sont utilisés pour permettre à un groupe de 300 mineurs de se rendre à Merlebach devant l'immeuble de 10 étages qui contient les bureaux administratifs des H.B.L. Il y a un bref incident avec le portier ; la porte d'entrée est brisée, et les mineurs entrent dans l'immeuble avec à leur tête un délégué syndical C.G.T. de Faulquemont, Freisberg. Nous reprécisons ici, que les bureaux de la direction générale, c'est-à-dire le siège directorial des H.B.L. est situé à quelques kilomètres de là, à Hombourg-Haut, et que ce siège ne sera jamais attaqué ; même si l'on se place d'un point de vue de la tactique, il est bien évident que l'occupation des bureaux est moins spectaculaire que l'occupation de la direction. Si l'on se réfère aux précisions données par les journaux locaux (Républicain Lorrain), l'occupation de ces bureaux est tout autant symbolique et bien sous le contrôle des syndicats :

« ...bien des mineurs n'ont pas jugé utile d'aller au-delà du premier étage... et s'étaient installés dans le hall du rez-de-chaussée... jouaient à la belote. Un étage plus haut, la parole était aux syndicalistes... Ils ont tenu durant l'après-midi plusieurs réunions d'organisation des mouvements et de mise au point. Il leur a fallu notamment renforcer la discipline de leurs troupes et filtrer les entrées à la direction générale... avec le souci de ne rien détruire. Les consignes sur ce point étaient formelles. Elles furent respectées... » (1).

Le vendredi 5, l'occupation continue dans les conditions suivantes :

« l'occupation maintenant est plus organisée et ne laisse pratiquement plus de place à l'improvisation... Les responsables syndicaux ont en effet leurs troupes bien en mains. Vous voyez, nous n'avons rien saccagé, rien cassé, rien pris. Tout est en ordre. Il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'occupation » (Républicain Lorrain du 6-2-71).

Une fois ce niveau de la lutte atteint, tout va rester sur le même terrain des discussions, des manifestations, etc... La grève est étendue à tout le bassin lorrain, mais d'une manière relativement inégale (en particulier, le 5-2 la moitié des mineurs d'un puits de Merlebach travaille et c'est un fait intéressant à observer que ces mineurs, déçus par leur action du mois d'octobre, sont divisés sur la solidarité avec leurs camarades de travail ; on peut y voir là l'effet direct et immédiat de l'intervention des syndicats dans des mouvements autonomes).

Les pourparlers qui se déroulent alors vont être excessivement confus, car d'une part, les syndicats vont continuer à mener les discussions sur les salaires, et d'autre part, des négociations ont lieu sur le terrain local pour mettre un terme à la grève de Faulquemont. Sur le plan général, l'accord des salaires est signé par la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. le 8 février, alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. ne refusent pas de signer, mais diffèrent leur accord. Les situations de chacun des deux syndicats par leur attitude, est d'ailleurs très intéressante : pour la C.F.D.T. : « la signature de l'accord pourrait être présentée par le gouvernement comme une victoire de sa politique contractuelle ». Pour la C.G.T. : « la signature des accords jetterait le trouble dans l'esprit et pourrait laisser croire que nous laissons tomber les mineurs lorrains ». Ainsi la combativité des mineurs n'a d'autre effet, pour les syndicats que de les amener à éviter de faire trop ouvertement ce qui pourrait détruire leur image de marque ; ils le disent eux-mêmes en toute conscience, quitte à faire les choses lorsque la période d'agitation sera terminée. Ce ne sont pas les travailleurs qui déterminent leur attitude, mais la préservation de l'organisation.

Il est bien évident pourtant que toutes ces manœuvres, ces déclarations, ces pourparlers, dans différents domaines, accroissent la confusion : une manifestation « silencieuse, digne et simple », le dimanche 7 février, ne regroupe que 3.000 personnes de Merlebach. Dans la semaine qui suit, les négociations se poursuivent en « terrain neutre » (comme l'ont demandé et accepté

les syndicats), c'est-à-dire à Metz, à près de 70 km de là. C'est plus prudent, d'autant plus que la direction des houillères et les directions syndicales n'ont pratiquement rien à offrir aux mineurs de Faulquemont, sauf de petits aménagements de détail. C'est sur ces bases que le 10 février est signé un accord à la sous-préfecture de Forbach ; la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. signent ; le comité de défense accepte également. Seules encore, la C.G.T. et la C.F.D.T. refusent de signer pour garder leur image de marque ; c'est sans risque, car de toutes façons, une signature syndicale suffit. 500 mineurs sont venus devant la sous-préfecture, entourée d'un cordon de flics ; les délégués C.G.T. et C.F.D.T. viennent les haranguer à l'issue de la réunion et leur demandent... de rentrer chez eux.

Outre les aménagements de détail (utilité de la fermeture du puits, garanties plus ou moins bidon de reconversion), un chapitre important de l'accord est destiné à briser la grève : si le travail reprend le 11 février, les jours de grève seront payés à 50 %. La C.G.T. peut se payer le luxe de vouloir, en apparence, étendre la grève dans tous les bassins de France. Alors qu'au même moment le mercredi après-midi 10 février, lorsque l'accord susvisé est signé par certains syndicats et devient effectif (1), elle organise l'évacuation des bureaux des H.B.L. à Merlebach et le repli des mineurs sur Faulquemont : « lorsque cette nouvelle fut connue, un certain mouvement de colère en résulta, mais les militants furent rapidement ramenés à la raison par leurs dirigeants syndicaux qui leur proposaient de continuer leur action sur une base moins fragile, c'est-à-dire sur leur propre lieu de travail ». Bien entendu, l'action sur les propres lieux de travail que conseillent les dirigeants syndicaux ce n'est pas l'occupation de la mine, ceci bien qu'à 13 h 30 le 10 février, tous les mineurs de Faulquemont se retrouvent dans la salle d'appel du puits avec, pour les haranguer, non seulement Freisberg, le délégué local C.G.T., mais aussi Maurer, le dirigeant du syndicat des mineurs C.G.T. : là l'attaque se fait uniquement politique, à la fois sur le plan local (dénonciation du comité de défense) et sur le plan général (dénonciation de la planification gouvernementale) ; bien sûr ce sont des grandes phrases creuses. Mais ces phrases ont quand même un effet, celui de diviser les mineurs suivant leurs opinions politiques et de briser leur unité face à leur lutte, ce qu'aurait inmanquablement fait un mot d'ordre quelconque, par exemple d'occupation du puits. Que ce mouvement d'occupation n'éclate pas spontanément à ce moment, montre que les mineurs de Faulquemont sont découragés de la lutte qu'ils ont menée et déçus dans la confiance qu'ils ont pu placer encore dans les dirigeants syndicaux et politiques. Le fait même qu'ils acceptent la situation sans réagir, montre bien que, s'ils sont ébranlés certainement dans leurs convictions, ils conservent encore une part de confiance dans les méthodes traditionnelles de lutte par le canal des organisations.

Au même moment, la C.G.T. et la C.F.D.T. suspendent la grève dans tous les autres puits du bassin, et Maurer, dirigeant C.G.T., peut déclarer : « pour le moment la grève continue à Faulquemont ». Le moment ne dure pas longtemps, puisque le 12 février le comité inter-syndical de Faulquemont décide de suspendre la grève, et la reprise est générale le 15 février. On peut remarquer que pas plus pour ce dernier épisode à Faulque-

(1) D'après TOUT n° 9, cette mise au pas n'aurait pas été sans mal. Les mineurs qui occupent les bureaux des H.B.L. durent menacer les 600 employés de les doucher à la lance d'incendie pour les persuader de rentrer chez eux. Alors que la presse locale déclarent qu'ils le firent sur ordre de la direction.

(1) Légalement, un accord est applicable bien que signé par un seul syndicat, même minoritaire, ce qui est souvent utilisé dans les tactiques syndicales. On sauve la face, mais le résultat est acquis avec tous ses effets.

mont que dans tout le cours des luttes dans le bassin lorrain, ou dans les autres mines de France, à aucun moment il n'y a eu de consultation des mineurs, tant sur la lutte que sur les revendications, ou sur les propositions de la direction des charbonnages. Les syndicats qui ont signé, ou qui n'ont pas signé, ceux qui ont ordonné la reprise du travail, l'ont fait sans consultation de l'ensemble des mineurs concernés. Il en avait été différemment lors de la grève de Merlebach en octobre (il en avait été également différemment à Decazeville en 62) ; la grève de Merlebach montrait une spontanéité, une combativité, une autonomie beaucoup plus grandes ; les syndicats n'avaient pu s'empêcher d'organiser un vote et c'est précisément le sabotage de ce vote qui avait entraîné des réactions violentes car il faisait prendre conscience aux travailleurs du rôle réel des organisations. Le fait que cette fois les syndicats ont pu se passer d'organiser une consultation, même bidon, montre bien que, dans cette grève, leur emprise était plus forte, et que l'autonomie de la lutte était beaucoup moins nette. Ceci peut apparaître à la fois comme une conséquence de l'échec de la grève de Merlebach, des objectifs différents qui se trouvaient en cause ; ainsi en est-il toujours de la lutte de classe car l'utilisation de certaines méthodes de lutte ne dépend pas de la conscience claire que les travailleurs peuvent en avoir préalablement, mais de ce qui leur apparaît nécessaire pour obtenir satisfaction à un moment donné. Il était normal que les mineurs de Merlebach, se battant sur leurs conditions de travail, c'est-à-dire sur un point qui les concernait directement et qui pouvait être réglé localement, aient pu donner à leur lutte une autonomie beaucoup plus grande, alors que les mineurs de Faulquemont, se battant pour modifier un problème réglé à l'échelle nationale, aient pu continuer à faire confiance aux organisations et accepter les mots d'ordre de celles-ci.

**

Alors que le travail reprend à Merlebach, sur ordre des syndicats, la grève se poursuit dans le Nord, aux puits d'Auchel et de Bruay. Cette grève avait débuté le 9 février lors du mot d'ordre de la C.G.T. d'extension de la grève de Lorraine à toutes les Houillères. Cette grève nationale avait vite été terminée : elle visait plus à noyer le mouvement de Faulquemont qu'à l'épauler tout en permettant d'agiter la propagande politique. Mais, dans ces deux sièges du Nord, menacés eux aussi de fermeture, la grève continuait ; on peut mesurer là le machiavélisme de la C.G.T. qui réussit ainsi à détacher et isoler des luttes sur les mêmes problèmes en Lorraine et dans le Nord. Le travail ne reprendra, à Auchel et Bruay, que le 23 février, après un vote acquis de justesse au 15ème jour de la grève. Celle-ci, là aussi, se déroule entièrement hors de la mine et sous le contrôle total des syndicats.

L'aboutissement de la grève des mineurs pour les syndicats, ce sont des entretiens qui viennent de s'ouvrir, début mars (à froid et pas à chaud), avec les différents ministres s'occupant des charbonnages, pour « déterminer les objectifs de production pour chaque bassin en liaison avec un programme social et avec des objectifs de développement et d'implantation d'industries nouvelles » (déclarations syndicales). Ainsi, la grève de Faulquemont, et ses suites, c'est-à-dire, la combativité des mineurs, contraignent le pouvoir et ceux qui le servent à modifier les plans qu'ils avaient établis et qu'ils espéraient faire accepter à ces travailleurs.

Est-ce une victoire ? Sans aucun doute non, puisqu'elle ne conduit qu'à des aménagements et, finalement, renforce le pouvoir d'encadrement des syndicats. Ainsi en est-il de toute lutte tant que le capitalisme subsiste, c'est-à-dire tant que les mineurs restent mineurs. Les mineurs auraient-ils pris leur lutte en mains que cela n'aurait pas été changé fondamentalement ; mais il est évident qu'alors, le conflit avec les directions syndicales aurait été violent et ouvert, que cela aurait

appris aux mineurs et aux autres travailleurs quels étaient leurs véritables intérêts. Cependant, en forçant les dirigeants de toutes sortes à modifier le plan capitaliste (qui préservait un certain taux de profit), la lutte des mineurs, avec toutes ses ambiguïtés, montre comment toute lutte joue un rôle important et tout aussi fondamental qu'une lutte qui serait jugée « révolutionnaire ». En effet, en forçant le pouvoir à céder sur certains points, en n'acceptant pas ce qui était ordonné et réglé par en haut, les mineurs accusent à leur insu les contradictions du capitalisme lui-même (en l'occurrence dans le secteur bordélique de l'énergie) et accroissent donc sa crise profonde : cela ne manquera pas de soulever d'autres luttes, dans les mines ou ailleurs.

« Mais le problème, c'est qu'alors, un mineur de 40 ans, l'air crevé, le cheveu rare, bon père de famille et bon époux, qui est là avec sa femme et ses gosses, se croit obligé de jouer les flics. Aux jeunes chevelus, il dit : « les jeunes, ça ne vous intéresse pas, alors fermez-la ou tirez-vous ». Et les jeunes s'écrasent. Les faits sont durs, c'est sur ces gars vieillissants, inquiets et disciplinés que s'appuient la C.G.T. et la C.F.T.C. » (1).

Cette citation de Tout (n° 9), à propos de Faulquemont, met précisément en cause le caractère même de toute lutte et ce que les travailleurs entendent réaliser dans toute lutte. Ce n'est pas parce qu'ils expriment certaines idées ou ont certaines attitudes que ces mineurs « vieillissent et inquiets » participent à cette lutte, mènent la lutte de classe. Ces idées ou ces attitudes, on peut les critiquer et les juger « répressives » comme le fait Tout au nom d'une « morale révolutionnaire » dont Tout serait le détenteur privilégié. La lutte de classe, c'est ce qui existe, c'est ce que font les travailleurs avec les seules ressources qu'ils possèdent. Ces ressources, c'est la défense de ce qu'ils ont et, comme nous l'avons dit au début de cet article, ils luttent prudemment pour défendre leur famille, leur maison, leur coin de jardin, leur tranquillité (la mort direz-vous), exactement tout ce que le capitalisme leur a laissé et veut encore leur reprendre. Ils savent aussi qu'il y a des puissances autour d'eux qui conditionnent toujours la vie médiocre et aliénée qu'ils vont continuer à mener. C'est ce qui les rend « sages » par force, prudents par nécessité, répressifs parce que peureux peut-être, mais surtout parce qu'ils connaissent bien, pour s'y être frottés à leurs dépens, toutes les forces hostiles qui les entourent. Les jeunes n'ont pas bien sûr les mêmes raisons : tout est devant eux, ils ont moins de choses à conserver, ils peuvent aller ailleurs. Et il est bien certain que dans cette lutte pour garder ouvert un puits de mine, c'est-à-dire garder son travail sur place, ce sont les plus anciens qui étaient les plus déterminés, quel que soit la confiance dont ils pouvaient entourer les syndicats. Ils ne se battent pas contre le capitalisme pour faire la révolution. La lutte de classe est faite de ces contradictions, apparentes seulement : au départ, toute lutte prolétarienne est la défense d'un niveau de vie. Et cette défense peut être aussi forte et aussi autonome en suivant les dirigeants syndicaux de manière totalement « disciplinée » qu'en les écartant d'emblée pour suivre une voie jugée « révolutionnaire ». Ce qui détermine le caractère essentiel d'une lutte, ce n'est pas la tactique utilisée, les idées exprimées par les uns ou par les autres, mais le contenu réel que les travailleurs y mettent et les conséquences de leur détermination pour les capitalistes et les syndicats, ceci quelles que soient les voies empruntées et les raisons immédiates de la lutte. Ce ne sont pas nos jugements qui déterminent ce qui est révolutionnaire ou pas, mais ce que les travailleurs font dans la société où ils sont exploités. Parce que ce sont seulement eux qui peuvent lutter contre leur exploitation, et, le moment venu, la faire cesser.

(1) Pourquoi pas les autres syndicats ? Est-ce parce que TOUT vante un délégué C.F.D.T. ?

PENAROYA

USINE DE ST-DENIS

(fonderie de plomb spécialisée dans la récupération des vieux plombs (batteries de voitures))

Procédé actuellement utilisé entièrement manuel, plus ou moins désuet (concassage à la masse) en voie de remplacement par des procédés mécaniques plus modernes. La direction fait de gros efforts de modernisation. L'aspect actuel de l'usine est celui d'une entreprise du XIX^e siècle.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Très mauvaises à cause de :

- émanations de vapeurs d'acide dues au concassage des vieilles batteries ;
- absorption de poussières de plomb qui provoquent le saturnisme ;
- le travail se fait pratiquement dehors par tous temps et sans protection contre le froid.

LES TRAVAILLEURS :

HORAIRES : 123 ouvriers dont moins d'une dizaine d'européens ; les autres sont des maliens, marocains, algériens, quelques tunisiens.

MENSUELS : 80 employés dans les bureaux.

La majorité des travailleurs restent dans la boîte seulement quelques mois ; les autres restent soit parce qu'ils espèrent obtenir un contrat de travail provisoire pour leur famille, soit parce qu'ils sont complètement rongés par le saturnisme et ne peuvent espérer trouver de travail ailleurs.

Des travailleurs de l'usine nous ont raconté diverses manœuvres de la Sécurité Sociale et de la Médecine du travail dans le but de ne pas reconnaître la maladie professionnelle, de faire pression sur le travailleur pour qu'il ne se soigne pas et pour le faire licencier par le patron s'il est vraiment malade.

LES SALAIRES :

Les salaires ouvriers : 4,10 de l'heure (750,00 F pour 46 h 30). Nous ne connaissons pas les salaires mensuels mais en grande partie ils tournent autour de 1.000 F par mois pour 40 h. Quelques logements sont distribués aux mensuels, ainsi qu'aux délégués C.G.T. (qui sont parmi les plus anciens de la boîte). Les travailleurs algériens sont logés dans des « foyers » qui, comme d'habitude sont des taudis.

LA GREVE :

LES ORIGINES : Depuis longtemps, il y avait des délégués C.G.T., mais ils ne manifestaient aucune activité et les ouvriers les considéraient comme des agents du patron. Au cours de l'année 1970, les ouvriers qui discutaient entre eux ont décidé de se syndiquer à la C.G.T. (1). Un ouvrier est allé à l'Union Locale C.G.T. sur la demande de ses camarades. Sa démarche a provoqué la surprise des permanents qui ont demandé des explications aux délégués en place, lesquels affirmaient en toute circonstance que les ouvriers de Penaroya ne voulaient pas se syndiquer. Un des délégués C.G.T. s'est dévoué pour placer des cartes, puis a essayé de prendre un jeune européen comme adjoint. Celui-ci a

accepté à condition que les assemblées générales soient réunies de façon régulière, pour qu'il soit le représentant des ouvriers et pas celui de la C.G.T. (1).

Des assemblées générales se sont tenues au cours desquelles les ouvriers ont fait preuve d'une grande détermination, surtout à partir du mois de septembre. A ce moment là, l'ancien délégué de la C.G.T. s'est retiré. Les ouvriers ont alors élu 4 délégués officieux de manière à ce que toutes les nationalités soient représentées un européen, un algérien, un marocain, un malien.

Au mois de décembre, il y avait des élections de délégués du personnel et les ouvriers ont demandé aux délégués officieux de devenir des délégués officiels. La direction a commencé par refuser cette liste en disant qu'elle n'était pas légale parce qu'elle comportait des étrangers. Devant cette attitude, les ouvriers ont dit qu'ils boycotteraient les élections, et alors, la direction s'est inclinée. Les 4 candidats ont été élus et ont continué de tenir les assemblées générales à la cantine.

Pendant ces Assemblées Générales, la plate-forme suivante a été adoptée :

- Augmentation de 1 F de l'heure pour tous les ouvriers
- prime de salubrité de 100 F par mois
- bleus de travail (3 par an) lavés 1 fois par semaine
- douches chaudes et propres
- chaussures de sécurité gratuites (3 paires par an)
- que les casseurs de batteries travaillent seulement un samedi sur deux.

Les délégués ont déposé ce cahier de revendications, et le mardi 19 janvier, le patron a répondu non à toutes les demandes.

LA GREVE :

Le mercredi 20 février, les ouvriers votent tous pour la grève en Assemblée générale. Les mensuels s'y joignent, à l'exception de 5 des grands chefs ; l'occupation est immédiate et massive. Pratiquement tous les ouvriers y participent.

L'ORGANISATION DE LA GREVE : Les représentants de l'Union Locale C.G.T. se présentent le troisième jour de la grève et monopolisent les rapports avec l'extérieur. Par contre les ouvriers se sentiront toujours maîtres dans l'usine et il y a trois organes plus ou moins formés : l'A.G. des grévistes, l'Union Locale C.G.T., et les 4 délégués appuyés par une dizaine d'ouvriers (les plus combattifs) qui seront en quelque sorte les intermédiaires entre les grévistes et les syndicats.

(1) On pourrait s'étonner du fait que les travailleurs tenant une organisation syndicale, la C.G.T., achetée par les patrons, ne trouvent, comme moyen de remédier à cette situation que de recréer une section C.G.T. A notre avis, cette « erreur » se retrouve chez beaucoup de militants qui choisissent entre plusieurs structures : démocratie rénovée, socialisme moderne, autogestion des luttes, autogestion de la production (des usines), jusqu'aux conseils ouvriers (multiplication des Assemblées générales).

LES OUVRIERS MAÎTRES CHEZ EUX

Pendant toute la durée de la grève, les ouvriers n'ont pas laissé les syndicats s'immiscer dans la vie de l'usine. Ils ont organisé les piquets et les tours de garde de nuit eux-mêmes et ont vidé les chefs d'équipe qui insistaient pour la reprise.

Au 14ème jour de la grève, un jour de grand froid, la direction a demandé d'allumer des braséros pour éviter l'éclatement des fours. Les ouvriers refusent, malgré les supplications des représentants de l'Union Locale qui les invitent à protéger l'outil de travail et brandissent la menace pour les ouvriers d'être en chômage pendant plusieurs semaines. Malgré cela, les ouvriers ne changent pas leur position.

Ces mêmes incidents se produisent quand la direction demande de vider les eaux (un ingénieur visitait régulièrement l'usine, accompagné par le piquet de grève).

LE SYNDICAT C.G.T.

Il contrôle les relations avec l'extérieur. L'Union Locale s'est toujours opposée à ce que les grévistes fassent des collectes devant les autres boîtes de la région en disant que c'était aux délégués de ces boîtes à le faire.

L'expérience la plus décisive s'est produite quand des camarades du C.A. Citroën ont proposé aux ouvriers d'informer les ouvriers des autres usines Penaroya (Rieux, près de Creil, Dammarie-les-Lys près de Melun, Marseille). Les grévistes avaient bien accueilli cette proposition et avaient rédigé eux-mêmes un tract devant être diffusé dans les usines par les camarades du C.A. (2). L'intervention du représentant de I.U.L. en fin de discussion, réussit à arrêter cette action en prétendant que la C.G.T. s'en occuperait. 4 jours plus tard, une discussion avec des ouvriers de l'usine Penaroya de Demmarie-les-Lys montrait qu'ils ne savaient toujours rien de la grève de St-Denis.

La C.G.T. avait, il faut le dire, des moyens de pression considérables :

— 1. le bureau d'aide sociale de la commune a donné 12.000 F alors que l'ensemble des collectes ne rapporta que 10.000 F ;

— 2. la municipalité (entre les mains du P.C.) faisait servir un repas par jour et le Comité d'Entreprise Jeumont Schneider a distribué de la nourriture aux grévistes (2).

L'Union Locale a menacé de couper les vivres au moins une fois, quand les grévistes ne voulaient pas suivre ses recommandations de présenter des contre-propositions au patron et voulaient maintenir leurs revendications de 1 F de l'heure pour tous.

LES MENSUELS

reprennent le travail 5 jours avant les ouvriers sans avoir rien obtenu, ce qui a plutôt démoralisé les ouvriers les moins combattifs. Dans les négociations les représentants des mensuels étaient majoritaires, contribuant ainsi à l'isolement des représentants des ouvriers. Leur participation plus ou moins active à la grève aidait ainsi les desseins de l'Union Locale C.G.T.

LA FIN DE LA GREVE

Les ouvriers reprennent le travail le 5 février après n'avoir obtenu que 0,50 F au lieu de 1 F et satisfaction sur les bleus et les chaussures. En fait, les ouvriers ont eu l'impression d'avoir 0,70 F d'augmentation, car les 0,50 se cumulaient avec une augmentation prévue de toutes façons.

Le soir du jeudi 4 février, les ouvriers présents dans l'usine acceptent cette augmentation de 0,50 F, ce qui est confirmé par une A.G. le lendemain matin. Après la reprise, les ouvriers ont pris conscience de leur force et semblent satisfaits des résultats. D'après les ouvriers eux-mêmes, l'ambiance est bonne et cordiale ; et les A.G. continuent à se tenir régulièrement.

(2) Les camarades du C.A. se sont aussi placés sur le terrain syndical et non sur celui de la lutte des ouvriers eux-mêmes lorsqu'ils ont accepté la discussion avec le représentant de l'Union Locale, c'est-à-dire un quelconque bonze syndical, au lieu de chercher à garder le contact uniquement avec les ouvriers en grève. Les camarades du C.A. qui jusqu'à présent se sont abstenus de tenir des discussions idéologiques, sont prêts à défendre ce point de vue avec (ou contre) les spécialistes théoriciens.

RENAULT (Billancourt)

COMMENT LA C.G.T. TIENT UNE USINE (2-71)

Dans un trust de la taille de la R.N.U.R. (90.000 salariés en France, dont 35.000 à Billancourt), il est facile de trouver des faits quotidiens, de les isoler, et de les brandir comme les drapeaux de la révolte ouvrière permanente.

C'est constamment qu'il y a des débrayages dans les ateliers, que des incidents violents opposent un ouvrier ou un groupe d'ouvriers à un cadre (les nouvelles générations de maîtrise venant des écoles, étant de moins en moins capables d'avoir le contact et étant imbues de leur supériorité technique) ; le cloisonnement de l'usine fait que ces luttes sont mal connues, et celui qui les découvre pour la première fois, croit souvent tomber dans une période exceptionnelle. Les syndicats, pris dans leur politique contractuelle, évitent d'en parler au moment où elles se déroulent, sauf pour les nécessités de leur propagande. Ils sont particulièrement attentifs à canaliser celle qui leur paraît aller trop loin.

De toute façon, ils ne mentionnent ces luttes qu'après leur déroulement, sauf si leur extension ou leur prolongement les fait connaître directement à l'ensemble des ouvriers de l'usine. Car à ce moment là, cela ferait ressortir aux yeux de tous les carences syndicales.

L'action des groupes, en révélant aux ouvriers eux-mêmes et à l'extérieur de l'usine, l'existence de cette lutte quotidienne, assume, dans la période actuelle, un rôle évident. Elle rompt le monopole de la C.G.T. et du parti, elle tend à faire sortir les luttes du cadre étroit de l'atelier, du département ou de l'usine, pour les rattacher à un plan plus général, politique (celui d'une transformation totale de la société) ; elle tend à montrer à chaque travailleur que ce qu'il fait n'est pas un élément isolé, mais est aussi vécu et fait par d'autres, d'où un certain rôle objectif dans l'unification des luttes ; par la violence de la répression des syndicats contre ce courant, cette action montre, tou-

jours objectivement, que la lutte de classe passe obligatoirement par une lutte acharnée contre les appareils syndicaux. Mais cette même action, lorsqu'elle clarifie ainsi des faits isolés, les détache de la vie quotidienne du travailleur dans l'entreprise alors qu'ils ne sont que l'autre face du travail dans l'usine capitaliste. De plus, dans la mesure où elle devient une action de propagande revendiquée et souvent d'une manière inexacte ou démesurée par quelques militants, elle déforme et détruit l'autonomie des luttes quotidiennes et des luttes plus importantes, tout autant que le carcan que le syndicat tente constamment d'imposer à toutes les luttes.

A l'opposé, mais avec un résultat identique, l'action des syndicats entretient la désillusion que tout est finalement monopolisé, récupéré par les organisations, et que tout est toujours à recommencer. On est bien près de dire alors que les ouvriers sont incapables de faire quoi que ce soit et de dépasser le stade de la petite démarche revendicative, d'adopter une position de repli en attendant que les événements « les fassent devenir conscients ». Cette attitude constitue une balance à l'action des groupes qui entretiennent un autre mythe celui d'une combativité ouvrière permanente : la moindre lutte d'atelier déboucherait sur la grève générale si les verrous syndicaux sautaient ; là, au contraire, le travailleur serait au seuil de la conscience révolutionnaire, qui ne demanderait qu'à venir au grand jour, n'était le rôle néfaste joué par les « dirigeants traités ».

Le mythe de l'ouvrier abruti par sa condition et aliéné par la société de consommation, est aussi faux que le mythe de l'ouvrier conscient nanti d'une combativité permanente. La C.G.T. a beau jeu d'exploiter sous l'accusation d'aventurisme les échecs des activistes (auxquels elle contribue d'ailleurs, dévoilant par là son rôle dans la répression capitaliste) en exploitant ainsi cette rupture entre l'action d'un groupe et celui de la lutte de classe. Les groupuscules, de leur côté, ont beau jeu de montrer que les travailleurs luttent effectivement contre leurs conditions dans des cas précis, avec des méthodes qui leur sont propres et qui n'ont rien à voir avec les palabres des dirigeants syndicaux autour des tapis verts de la direction (la plupart des groupuscules n'en tirent que des méthodes et des tactiques, sans voir la rupture fondamentale avec le mode d'organisation qu'est le syndicat et le parti, car cela est contraire à leurs théories politiques).

L'ouvrier est à la fois l'un et l'autre et les organisations qui essaient d'édifier un système sur une petite

partie de la lutte des travailleurs expriment bien sûr une réalité de cette lutte mais ne l'expriment pas du tout lorsqu'ils généralisent en vue d'une récupération au profit de leur organisation et de leur tactique du moment. La lutte de classe existe avec des formes diverses liées étroitement aux structures de la production et aux rapports de force précis au moment où elle se déroule. Elle ne suit pas une ligne continue de lutte dans laquelle l'expérience de la lutte précédente servirait de plate-forme de départ pour la suite. Elle est intimement liée à la vie du travailleur et à tout l'environnement du travail : dans les mêmes conditions d'exploitation, la lutte d'un ouvrier noir, portugais, ou algérien, dans un atelier de l'usine, ne sera pas identique à celle d'un ouvrier français ; ceci sauf circonstances exceptionnelles. On peut donc trouver dans les luttes des éléments apparemment contradictoires : c'est que suivant cet ensemble de conditions, elles se modèleront en une acceptation provisoire de certaines règles et un retour au stade élémentaire du démerdage individuel, ou bien prendront la forme d'une opposition brutale et collective à telle ou telle condition particulière de l'exploitation.

Alternativement, l'ouvrier pourra donc sembler faire confiance à la temporisation et à la médiation syndicale, ou à l'élément « révolutionnaire » et violent. Tout ceci explique qu'on peut trouver dans le comportement de l'ouvrier, dans la lutte de classe, des éléments apparemment contradictoires, dont chacun peut se servir pour son réformisme, ou son action minoritaire, pour glorifier, ou pour désespérer. Il est juste que, par exemple, un débrayage d'atelier peut être suivi d'un accroissement des cadences pour rattraper la production perdue ; ceci n'est contradictoire qu'en apparence, car l'intérêt de l'ouvrier est jugé par lui-même dans l'ensemble de ses conditions sur le plan du travail et non pas d'après une sorte de morale diffuse qui permettrait de décider de l'extérieur si chaque action est bonne ou mauvaise. La lutte n'est pas ce que nous pouvons concevoir dans notre tête, mais ce qui se déroule au moment où on en parle. Ce n'est pas un jugement que nous devons essayer de formuler, mais tenter de comprendre et d'analyser ce qui se passe, pour le relier à des phénomènes beaucoup plus généraux, d'abord dans ses relations avec le capitalisme moderne et ses méthodes d'exploitation, ensuite dans le cheminement de l'avenir sous des formes très diverses qui doivent percer effectivement à travers la canalisation ou la récupération de tel ou tel aspect des luttes par les appareils de toutes sortes.

La grève de la sellerie (département 74)

Cette grève paraît être le type même de lutte spontanée sur les conditions mêmes du travail. Elle éclate le vendredi 22 janvier, au sujet de la paie qui vient d'être faite dans un atelier, qui compte presque uniquement des ouvriers émigrés et s'étend peu à peu à toute cette chaîne de fabrication, jusqu'à toucher près de 3.000 ouvriers. Elle dure encore le lundi 25 janvier 71.

A ce moment là, elle se heurte à une double offensive, suivant les deux visages de la répression dans l'entreprise :

— de la part de la direction : deux ouvriers sont licenciés, 14 sont mis à pied pendant 3 jours ; des bruits courent dans les autres ateliers que du matériel a été détruit ;

— de la part des syndicats : aucune information n'a été donnée dans l'usine, sauf par un tract C.F.D.T. ; tout ceci accredit les bruits les plus fantaisistes (que la C.G.T. n'est d'ailleurs pas la dernière à colporter, reprenant son assimilation entre toute action ouvrière autonome et celle des gauchistes « casseurs ») ; d'autre part, alors que rien n'est fait à ce moment, les syndicats commencent à lancer le mot d'ordre d'une grève d'une demi-journée pour le 29 janvier. On ne sait pas exactement si cette grève d'une demi-journée constitue un contre-feu par rapport à l'action précise, mais ce qui est certain, c'est que la grève cesse sous toutes ces pressions diverses le mardi 26 janvier et que le jour de la grève générale dans l'usine (le vendredi suivant), les ateliers de sellerie ne débrayeront pas.

La grève du 29 janvier

Il est bien évident, par conséquent, que cette grève lancée à un moment où des discussions sur les salaires ont lieu avec la direction de la R.N.U.R., est destinée à endiguer une certaine pression diffuse de la base, qui a pu se manifester précisément dans la grève du département 74 ; il y a là un potentiel de combativité qui risque de déborder sur des actions localisées mais dures ; le fait que les syndicats aient réussi à endiguer la lutte du département 74, qu'ils aient réussi à maintenir dans leurs limites la grève du 29-1-71, ne permet pas d'affirmer que d'autres mouvements identiques ne se reproduiront pas à brève échéance. Une concession que la C.G.T. paraît faire précisément à cette autonomie des luttes, est l'inclusion dans ses revendications de salaires d'une demande d'augmentation uniforme de 0.50 F de l'heure ; sans doute cela est purement démagogique et ne sera pas appliqué, mais cette démagogie n'est utilisée que pour répondre à une certaine action de la base, sinon, pourquoi changeraient-ils leurs revendications traditionnelles en pourcentage.

Cependant, il ne faut pas se méprendre sur les possibilités d'une extension des luttes, car il est clair que si la grève du département 74 avait dû s'étendre, ce ne sont pas les contre-feux syndicaux qui auraient empêché de le faire : on doit donc conclure que l'emprise de tout l'appareil répressif, la situation du rapport des forces dans l'usine, ne permet pas aux ouvriers d'envisager de développer un mouvement d'une manière autonome. Direction patronale et direction syndicale sont très attentives à maintenir un cloisonnement en satisfaisant un certain nombre de revendications partielles ; en d'autres termes, elles disposent encore d'une certaine marge de réformisme qui, maniée habilement, permet d'éviter toute manifestation un peu importante des luttes quotidiennes de l'usine. D'une part on vante les « victoires » sur des détails qui ne laissent pas indifférents certaines catégories limitées. D'autre part, on souffle l'inquiétude devant une crise possible (lettre de Dreyfus lors des réductions d'horaires à la Division Machines Agricoles au Mans).

La grève du 29 se déroule selon les schémas habituels, avec tous les artifices possibles ; elle n'est suivie que par environ 50 % des ouvriers, et moins dans les usines de province qu'à Billancourt : quelles que soient les explications qu'on peut donner à ce fait, elles peuvent se résumer dans un seul : la grève ne répond pas aux préoccupations profondes des ouvriers. Citons seulement quelques exemples de la position de la C.G.T. :

— « le comité exécutif du syndicat C.G.T. se réunit

Les discussions sur les salaires

Pendant tout ce temps, les discussions se poursuivent avec la Direction. Elles auront finalement duré 5 semaines et la « pression des travailleurs » c'est officiellement ces 4 heures de grève. Qui peut affirmer qu'après ce débrayage, la direction a concédé autre chose que ce qu'elle s'était fixée. Les dirigeants économiques et politiques se sont mis d'accord pour les 6 % d'augmentation annuelle : les accords Renault 1971 respectent bien ce taux. Syndicats et direction jouent au marchand de tapis sur des détails. Même la revendication de 0,50 F pour les OS qui paraît satisfaite, en réalité cela représente au bout de l'année, avec les 2,40 % attribués aux OS — 125 —. Quant à la hiérarchie, elle reste bien intacte.

ce soir. Il décidera en toute démocratie, selon la volonté du personnel, de l'action à mener... L'appel à briser le matériel, la lutte contre les chefs, ne peuvent qu'aider le pouvoir et le patronat » (tract C.G.T. du 27-1-71). « Adhérer en masse, c'est aussi une action » (tract C.G.T. du 2-2-71).

Un point particulier mérite d'être signalé car il permet de montrer la tactique actuelle de la C.G.T.-F.O., organisation plus que minoritaire à Billancourt. peut pratiquer une démagogie qui ne lui coûte rien : elle propose que le rassemblement dans l'Île Seguin soit utilisé pour décider de la revendication des 200 F uniformes pour tous, par mois, et de la bataille à mener pour obtenir satisfaction. La C.G.T., qui contrôle avec la C.F.D.T. le rassemblement dans l'Île, le 29-1 au matin, évitera bien sûr qu'un tel sujet soit discuté, et même y répond par un tract du 2-2-71 :

« EN CE QUI NOUS CONCERNE, nous nous sommes expliqués sur notre conception de l'indispensable unité des travailleurs et sur le rôle de l'avant-garde ouvrière qui doit nécessairement gagner à la lutte, la masse du personnel.

OR, si pour la première fois plusieurs usines de la firme ont puissamment débrayé pour une plate-forme commune, les 90.000 travailleurs de Renault ne sont pas encore tous dans l'action.

Nous ne pensons pas que ce matin il soit sérieux de mettre en discussion une grève illimitée des travailleurs de BILLANCOURT. La grève, surtout illimitée, n'est pas un jouet, elle est l'arme ultime dans la lutte et nécessite des éléments favorables d'unité sur le plan national, car ce ne sont pas les 35.000 ouvriers de Billancourt qui mettront seuls le Pouvoir en échec dans une épreuve de force d'une telle envergure.

Nous tenons à réaffirmer notre position : Nous ne sommes contre aucune forme de lutte, y compris la grève illimitée. Cependant, toute grève doit être l'objet d'une large consultation et nous faisons confiance aux travailleurs pour apprécier la forme de lutte la plus efficace dans une période donnée.

En ce qui nous concerne, nous nous rendons à la réunion avec la Direction en vue d'avoir des discussions constructives sur tous les points et aboutir à des résultats importants, conformément aux exigences exprimées lors des luttes dans les Usines RENAULT. »

Le retour à 40 heures, la préretraite à 60 ans, personne n'est contre bien sûr, mais c'est la carotte. Pour le présent, il n'y a rien sur les conditions de travail. Pourtant l'usine devient de plus en plus un invraisemblable foutoir : les machines les unes sur les autres, aucune aération (certains locaux n'ont pas de fenêtre, par exemple aux Fonderies et aux Forges).

L'accord signé comporte :

SALAIRES :

— un rattrapage dégressif de 2,40 % pour l'OS (catégorie 125) à 0,40 % (professionnel, catégorie 125) ;

— une augmentation de 6 % appliquée par paliers en 71 ;

— 2 % si l'indice des 259 articles augmente de plus de 5%.

HORAIRE :

40 heures en 1973... 30 ou 40 minutes de moins au 1er septembre, selon que l'on fait 44 h ou 44 h 40.

MENSUALISATION :

accélérée : 8 ans au lieu de 10 (pour OS et P1), 2 ans au lieu de 3 (pour P2 et autres) en mars 71. Un an pour tous en juillet 73.

PRE-RETRAITE :

à 60 ans - discussion en 72.

La C.G.T. seule, se paie le luxe, avant de signer, d'une consultation avec des tracts délirants sur le « recul » de la direction. Les résultats ne doivent pas faire illusion : ils illustrent seulement son pouvoir de répression dans l'usine.

**

Actionnariat

(voir I.C.O. n° 101-102, janvier-février 1971)

Elections pour désigner les administrateurs représentant les salariés actionnaires. Mais ils ne sont pas tous égaux. Chaque électeur dispose de 10 voix par action entière de 100 NF et de 1 voix par dixième d'action. Or, l'attribution est hiérarchisée suivant un système complexe : pour moins de 10 ans d'ancienneté un OS au coefficient 140 aura touché 8,6 actions et disposera de 86 voix ; un professionnel au coefficient 225 aura 10 actions et 100 voix. Et ainsi de suite. Mais ça ne passionne personne : 15.000 votants sur 44.000 inscrits...

Quelques réflexions

« Nous souhaitons que cette période de transition dans votre vie et d'adaptation dans votre métier, vous soient aussi aisées et agréables que possible ».

(Préface de P. Dreyfus, P.D.G. de la R.N.U.R. à une brochure remise à tous les salariés de la Régie avec le titre : « Bienvenue à la Régie »).

**

« Le métro, comparé à la plupart des ateliers, peut être considéré comme un palace car l'hiver il y fait chaud ».

(D. Mothé, P3 et responsable syndical C.G.D.T.-Renault, dans Esprit, janvier 71, p. 104)

**

« Le vrai patron de la Régie est le secrétaire de la section syndicale de la C.G.T.-Renault, Aimé Halbeher »

Cette déclaration de J. Frémoutier, journaliste, auteur d'un livre sur Renault « La forteresse ouvrière », à Europe 1, a soulevé une vague de protestations et même de sanctions (retrait de la publicité) de la part de la direction. Pourtant le journaliste en question avait apporté ses preuves : la direction — y compris Dreyfus — lui a refusé continuellement toute entrée dans l'usine ; mais par la C.G.T., il a pu s'y promener tant qu'il a voulu. Quand on sait le zèle et la rapidité avec lesquels la bureaucratie C.G.T. parvient à localiser dans l'usine le moindre mao — ou baptisé tel — et à le vider ou le faire vider (au besoin en provoquant une grève d'atelier sur laquelle fonceront tous les gauchistes), on peut croire qu'Halbeher est le vrai patron à la Régie ! « Toi on ne te perd pas de vue » déclare un délégué C.G.T. d'atelier à un copain, « tu n'es jamais d'accord et tu critique toujours... ».

Mais ce pouvoir de la C.G.T., ce n'est que le pouvoir du flic dans la société. Le pouvoir économique, le pouvoir social, c'est toujours la même classe capitaliste — représentée par Dreyfus qui le détient —. C'est le seul pouvoir réel. La C.G.T., comme les autres syndicats ne sont que des organes de ce pouvoir. Sur certains points, elle peut paraître pouvoir en faire plus que Dreyfus, mais ce ne sont que des détails, même si l'est évident que ce pouvoir (concedé ou toléré, c'est pareil) d'un syndicat s'est considérablement renforcé depuis Mai 68 (tout comme on a augmenté les effectifs de la police).

**

Sylvain succède, comme secrétaire général C.G.T.-Renault, à Halbeher PROMU A D'AUTRES FONCTIONS (déclaration concernant la nomination de Halbeher à la Fédération de la Métallurgie C.G.T.). On fait carrière dans une bureaucratie comme dans l'autre.

TOUT ne rectifie pas

DE CAMARADES DE PARIS : la lettre qui suit a été adressée comme rectificatif à la rédaction de TOUT, laquelle n'a pas jugé bon de la publier.

« Dans l'article sur Raton et Munch (TOUT n° 2), vous présentez Marinus Van der Lubbe comme un « provocateur qui mit le feu au Reichstag, payé par les Nazis ». Même Brecht, et c'est tout dire, ne le présente pas comme cela ! Marinus Van der Lubbe était un anarchiste hollandais, qui disait être lié au groupe des communistes internationalistes de Hollande (G.I.K.)

oppositionnel au P.C. dès 1923, sur la base du communisme de conseils.

« Van der Lubbe a revendiqué la pleine responsabilité de son acte et a toujours prétendu avoir agi de lui-même et seul, dans le but de soulever les masses par un acte exemplaire. Sa parole, quoi qu'on puisse penser de son action, vaut bien celle des flics nazis ou staliniens. »

A. G. F. (Assurances Générales de France)

L'adaptation des conseils syndicaux aux nécessités capitalistes modernes
 Un épisode d'une offensive générale patronale et syndicale
 L'élimination ou la mise au pas des résistances
 Deux licenciements pour « manquements caractérisés à la discipline »

Un fait divers de quatre lignes qui n'a même pas eu les honneurs de la presse : deux licenciements pour « agitation » ; parler aujourd'hui de tous les cas semblables, cela remplirait les journaux, car c'est la grande purge de mai 68. Comme la répression dans la rue, mais c'est beaucoup moins voyant. Les syndicats et le P.S.U. protestent, dans la presse. Dans la réalité des boîtes, ils aident les dirigeants au grand nettoyage par des moyens aussi subtils que divers. Une victime, de choix celui qui méconnaîtrait la force de répression des syndicats (notamment la C.G.T., à la mesure de son expérience stalinienne et de sa force légale). Une répression pas seulement verbale et physique, mais avant tout économique.

LE FAIT DIVERS :

Fin décembre 70, premières escarmouches d'une grande offensive sur les salaires (trop complexe à expliquer). Pour conserver un avantage acquis, une centaine d'employés font le siège d'un comité d'entreprise et l'envahissent. Cris hostiles, injures, au bord de la violence ; pourtant la majorité sont de vieux employés, devenus méchants justement parce qu'on touche à ce qu'ils croyaient éternel : la sécurité de leur situation « privilégiée » d'employés d'assurance. Ça ne va pas plus loin : la séance est suspendue, la direction se retire, discussion avec les délégués. Sans résultat : la séance reprendra et les petits avantages seront balayés comme le veut la direction. Parmi les manifestants, il y a des syndiqués (dont deux délégués F.O.), des non-syndiqués ; aucun n'a été plus « actif » que d'autres. La répression tombe : première charrette de 12, réduite à 5, puis à 2. Sur intervention des syndicats. Les deux « têtes » : un de Lutte Ouvrière, et un du Comité de Liaison A.G.F. (1). Après beaucoup de palabres, d'agitation sporadique, de pressions intérieures et extérieures (cinq cars de C.R.S. mobilisés toute une journée aux portes de la boîte lorsque se tient le conseil de discipline), de grandes manœuvres syndicales, la révocation (sans indemnités) demandée par la direction devient un licenciement (avec indemnités). Un but est atteint dont on ne saurait dire qui est le plus satisfait de la direction, ou des syndicats, qui en a été réellement l'artisan.

LE CONTEXTE PATRONAL ET SYNDICAL DE L'ENTREPRISE :

Le prétexte (attaque sur les salaires) ou son aboutissement (désorganiser et faire peur en tombant deux têtes), le but à atteindre est le même : accroître l'efficacité pour accroître le profit.

Laissons la parole à la section C.F.D.T. des A.G.F. (tract diffusé en janvier 71, après les licenciements, à l'occasion des élections au Comité d'Entreprise) :

(1) Voir I.C.O. n° 97-98, septembre-octobre 70, p. 22 et n° 100, décembre 70, p. 31.

« depuis quelques mois, un nombre croissant de salariés des A.G.F. prend conscience de la situation réelle dans laquelle est plongée leur entreprise. La désignation d'un nouveau président a aidé à cette prise de conscience collective. Chacun sait maintenant que le groupe des A.G.F. va être dirigé C'est peut-être une inquiétude pour une minorité, mais certainement un soulagement et une « sécurisation » pour la grande majorité.

« la situation que nous connaissions encore ces derniers mois se caractérisait par les phénomènes et réalités suivantes :

- toute une population traumatisée par deux concentrations successives,
 - un appareil de direction désemparé,
 - des cadres désorientés,
 - des agents de maîtrise et des employés résignés ou révoltés devant un avenir incertain et précaire,
 - des producteurs salariés inquiets sur le sort qui leur sera réservé après étude approfondie des coûts de production des différents réseaux,
 - des agents généraux perplexes sur les politiques commerciales et soucieux de la qualité de la gestion administrative,
 - un secteur « informatique » qui ne rend pas encore tous les services indispensables à toute entreprise moderne, dotée déjà d'un nouvel et coûteux équipement électronique,
 - des investissements immobiliers considérables, réalisés ou en perspective (Front de Seine - Reims - Favart - St-Marc - maisons des A.G.F.) et difficilement compatibles avec les moyens actuels des A.G.F.
 - une décentralisation administrative sur le centre national de gestion de Reims qui ne laisse qu'amertume et désarroi dans les services parisiens en voie de résorption,
 - des résultats techniques et financiers préoccupants en ce qui concerne les A.G.F.-I.A.R.T.,
 - des frais généraux élevés sur le plan du groupe, le plaçant dans la ligne de mire du ministère de tutelle avec une surveillance accrue de la Direction des Assurances, à la grande satisfaction des « managers » d'autres groupes des secteurs privés et nationalisés.
- « personne à l'exception peut-être d'une minorité d'inconscients, ne pouvait demeurer indifférent et insensible à cette dégradation. Il est bon de se rappeler que les A.G.F. font vivre ou aident à vivre plus de 10.000 familles et leur sort serait assurément plus difficile si les A.G.F. perdaient leur indépendance en passant sous le contrôle d'un autre groupe nationalisé, financièrement plus puissant. »

C'est aussi la position de toutes les directions syndicales. On passe sur les détails, mais il est bien évident que pour ce « redressement » les employés doivent donner plus de travail et recevoir moins de salaires. Depuis des années, les A.G.F. sont une boîte « dure », pour les patrons et les syndicats s'entend (1), les salaires sont plus élevés que dans les autres boîtes d'assurances, les cadences de travail sont moins élevées. Mai 68 a laissé une marque profonde. Un rapport de force que les syndicats et direction n'arrivent pas à réduire. Un président réputé à poigne, U.D.R., ancien ministre gaulliste s'y casse les dents : cela va du bloc uni qui s'oppose ouvertement à certaines transformations, à une opposition quotidienne aussi latente que diversifiée. Les syndicats ne peuvent rien récupérer, ils sont aux prises avec des oppositions extérieures et intérieures. Par deux fois en 1970, des actions qu'ils tentent pour canaliser les jeunes, les ont débordés : en février un conseil d'administration est assiégé toute une matinée ; en juin ce sont les délégués syndicaux eux-mêmes qui sont violemment pris à partie. A ce moment, il y a une mutation importante, pour la première fois une assemblée générale se tient dans l'entreprise malgré l'opposition tant verbale que physique de la direction et des syndicats. La manifestation de janvier 1971 est aussi une « grève sauvage », c'est-à-dire hors des voies revendicatives légales, une auto-organisation des travailleurs embryonnaire.

Entre temps, la situation économique générale s'est dégradée, rendant plus urgent le « redressement » de la boîte. Ce qui était déjà difficilement tolérable, devient intolérable. Un nouveau président a été désigné pour prendre en main la situation. Les syndicats l'aideront, renforçant en même temps leur pouvoir. Tous ont le même intérêt à trouver des employés dociles. Comme toujours l'offensive (elle n'est pas particulière aux A.G.F.) débute par une période de creux économique. (L'une des premières déclarations du président sera : qu'il y a 1.000 employés de trop - sur 4 à 5.000 dans toute la France). Et comme toujours, ce sont les « têtes », les meneurs qui sont visés : les dirigeants patronaux et syndicaux ne peuvent concevoir qu'un certain stade de développement économique et technique crée, aux A.G.F., comme ailleurs, le même type de conflit, et que ce conflit réapparaîtra, sous une forme ou sous une autre, même si d'autres têtes tombaient.

L'AUTONOMIE DE LA LUTTE LE PROBLEME DU MANDAT SYNDICAL QUI REPRESENTE QUI ?

Ainsi, à deux reprises en l'espace de six mois, il y a eu opposition violente entre des délégués « régulièrement mandatés » et des groupes importants de travailleurs de l'entreprise. C'est là le problème essentiel, et pas les licenciements en eux-mêmes.

Les délégués syndicaux, de qui tiennent-ils leur pouvoir ? Aux élections de délégués du Comité d'Entreprise (février 71), environ la moitié des employés se sont abstenus pour des motifs divers. La loi sur le « représentant syndical d'entreprise » a accentué la dépendance des sections syndicales par rapport au syndicat : c'est l'officialisation de la « tête syndicale », homme de l'appareil qui contrôle étroitement les délégués de base, qui discute directement avec la direction.

Pour une bonne part des employés, un délégué n'est plus leur représentant, mais un fonctionnaire auquel on a recours dans des cas bien précis, comme le caissier, le correspondant de Sécurité Sociale, ou le médecin du travail. Dans la mesure où il s'occupe des conditions de travail, c'est à lui qu'on va réclamer, comme au cadre ou au chef du personnel : violemment s'il reste sourd.

Le « mandat syndical » est défendu en tant que tel avec d'autant plus de véhémence qu'il est attaqué par les travailleurs parce qu'il est vidé de tout contenu. C'est le dialogue de sourds. Dans les incidents de janvier, et dans les palabres des conseils de discipline, c'était au centre des débats et ouvertement. Ce qu'amena des prises de position aussi précises que significatives : un délégué déclara devant 100 employés qu'à partir du moment où il avait été élu, il pouvait décider seul sans avoir de comptes à rendre à personne. Le président de la boîte défendit lui aussi la notion de mandat syndical lors de démarches pour faire rapporter les licenciements. Quelques jours plus tard, il reprit ce même thème dans une assemblée de cadres, précisant que le fonctionnement — bon ou mauvais — des syndicats ne l'intéressait pas (1).

Il était clair pour tout le monde pourtant que tout s'était développé à partir d'une carence totale — d'information, de consultation, de défense des employés — de la part des délégués. C'est-à-dire d'une conception diamétralement opposée à celle du « mandat syndical ». On trouve ici affirmé dans une lutte mineure le même courant d'autonomie qui apparaît ailleurs sous des formes diverses : que les délégués soient sous le contrôle total des travailleurs. Il est aussi intéressant de noter que dans la mesure où les délégués se dérobent, l'action tendant à leur imposer cette volonté commune débouche sur le dialogue direct avec les dirigeants de l'entreprise. Tout ceci n'est pas clairement perçu par ceux-là mêmes qui ont participé à cette action. Ce qu'ils souhaitaient c'est seulement être informés et consultés. Mais alors même que toutes les preuves de leur carence étaient éclatantes, ils s'enfermaient dans leur pouvoir légal se coupant encore plus de la base, et rejoignant encore plus la direction. Cette attitude, conforme à l'évolution globale des structures de l'entreprise, se concentrant et se modernisant, acculait alors les employés à agir autrement, pour trouver le contact et dire ce qu'ils avaient à dire : d'où l'invasion du comité pour se trouver devant un représentant de la direction, lequel refusait le débat, et pour cause. Les délégués seuls ont le droit de parler à la direction, dans les formes.

Cette situation qui conduit à l'autonomie des luttes, aucun remède ne peut y être appliqué ; au contraire, le renforcement de l'autorité patronale et syndicale à travers l'affirmation du mandat syndical, de la solennité d'une institution comme le comité d'entreprise (sanctionnée d'une peine de licenciement pour ceux qui ne respectent pas cette solennité) accroît encore plus le fossé et la carence des syndicats en regard de ce qu'attendent les travailleurs pour la défense de leurs intérêts.

La peur causée par les sanctions et les menaces, n'aura d'autres résultats que de donner d'autres formes à cette autonomie qui, dans ce cas, s'est exprimée ouvertement.

(1) Voir *Socialisme ou Barbarie* n° 7, août-septembre 50. La grève aux Assurances Générales Vie p. 103 ; n° 20 décembre 56 Une expérience d'organisation ouvrière : le Conseil du Personnel des A.G.VIE et divers articles dans I.C.O.

(1) Sans qu'on puisse préciser si c'est une méconnaissance des nécessités de l'entreprise moderne et l'affirmation de son autorité absolue (une des contradictions du capitalisme avancé).

UN EPISODE DANS LA LONGUE LUTTE DES TRAVAILLEURS :

Pour la direction, comme nous venons de le dire, ces licenciements étaient une nécessité économique et politique (au sens politique de l'entreprise). Encore que ce ne fut peut-être pas une chose aussi simple dans cette boîte nationalisée où les rivalités de clans capitalistes tiennent une place importante.

Pour les syndicats, des conflits profonds s'y développèrent, qui ne faisaient d'ailleurs que prolonger des conflits antérieurs entre la base (en renouvellement constant par le passage de jeunes) et les appareils.

Officiellement, c'est-à-dire sur le papier, la position des syndicats fut de dénoncer en même temps « l'activité antisyndicale » des licenciés, et de déclarer, la ligne d'après « qu'ils les défendraient quand même ». Pour C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., leur tract se terminait par :

« par ailleurs, soucieux de ne pas aggraver et compliquer la situation actuelle, nous attirons l'attention de l'ensemble de nos collègues sur les conséquences que risquerait d'entraîner leur participation à des actions qui n'émaneraient pas de nos Organisations syndicales... »

(tract du 14-1-71)

Les actions des syndicats ne risquaient pas d'avoir des conséquences : elles n'existaient pas.

Pour la C.G.T., « les faits de ces derniers jours ne peuvent que servir la direction ». Ainsi, licenciés ou pas, les sanctionnés seront des agents du patronat.

Au delà du papier et des mises en garde contre tout mouvement « aventuriste », dans la coulisse une double action y répondait, pression des cadres assortie de menaces contre les employés appelés individuellement par leurs chefs, bruit que tout s'arrangeait, et qu'une grève ferait tout capoter. En réalité, les syndicats œuvraient puissamment pour que les licenciements deviennent effectifs : c'est eux-mêmes qui avaient demandé des têtes il y a plusieurs mois (1), voire depuis longtemps. Ils n'attendaient que l'occasion, et comme pour la direction, elle s'offrait : services mutuellement rendus, dans un intérêt commun. Toutes les manœuvres qui ont précédé les deux licenciements (exclusion d'autres employés ou de délégués syndicaux de la liste) aboutissaient à éviter à tout prix aux syndicats d'avoir à s'engager dans une action quelconque qui aurait

(1) Par exemple en septembre 70 : « l'on verra bien à ce moment là si les complaisances, voir les protections, pour ne pas dire l'immunité dont bénéficie en haut lieu le troubleur X... (c'est un des licenciés) lui seront toujours acquises » (flash A.G.F. - bulletin d'entreprise de la section C.F.D.T.).

aussi joué pour les deux têtes en question. Il y a longtemps qu'objectivement ou consciemment, les dirigeants syndicaux jouent le rôle de flics dans les boîtes.

De fait il ne se passe pas grand'chose dans l'entreprise, en dehors d'une grande effervescence dans les bureaux (discussions, affiches, papillons, rassemblements, aux appareils de boissons). Cela ne débouche pas sur une lutte ouverte. On peut épiloguer. Qu'aurait-elle donné ? (voir l'exemple de Ferodo). Finalement, les licenciés renoncèrent à appeler à une action de solidarité qui n'aurait été qu'un baroud d'honneur, et aurait conduit inévitablement à des sanctions identiques contre d'autres employés.

Déjà la C.G.T., sous prétexte de campagne électorale aux élections du comité d'entreprise, dénonçait *nommément* deux autres têtes. Une lutte ne faisait que commencer et il valait mieux pour tous ne pas s'engager sur le terrain choisi par la direction.

Le résultat immédiat fut des scissions nouvelles au sein des syndicats, suite à des débats violents dans ce qui reste des sections syndicales d'entreprise. La C.G.T. exclut, administrativement et ouvertement, de ses listes électorales et contre le vote majoritaire d'une section, deux délégués pas dans la ligne du P.C. La C.F.D.T. fit déposer par un jeune son mandat syndical. F.O. mit sur la touche d'une manière plus feutrée les délégués qui avaient été associés à cette action. Ainsi pour les appareils, tout se traduit par une affirmation encore plus nette et plus ouverte du pouvoir bureaucratique et du rejet de tout contrôle de la base. C'est dans la pratique, la concrétisation de ce que nous disions au sujet du mandat syndical.

Quant à la direction, elle commence à franchir l'étape suivante : la pression sur les salaires (les syndicats commencent un pilonnage sur une révolution totale du système de rémunération qui vient de faire l'objet d'accords avec la Fédération patronale) et la réorganisation de la boîte (des bruits persistants de licenciements et de suppression de toutes les branches non rentables). C'est sur ces points que s'affronteront dans les années qui viennent, employés d'un côté, syndicats et direction de l'autre. Nul doute que le même type de conflit réapparaîtra avec l'affirmation du même courant autonome. Ce que les forces répressives de l'entreprise pensaient éliminer avec deux licenciements.

**

Une réflexion d'un employé

« Je donnerai cher pour revoir la gueule de B. (1) quand nous sommes entrés dans la salle du comité : vert de peur. Comme si on allait le lyncher... »

(1) Vice président du groupe A.G.F. qui présidait la séance du comité d'entreprise.

IRLANDE

DES BOURGEOISIES AU PIED DU MUR

Le texte qui suit a été écrit avant les événements de ces derniers jours en Irlande du Nord. Un camarade qui y réside essaie de faire comprendre ce qui est en jeu dans ces luttes, celles d'aujourd'hui et celles de 1969 (voir I.C.O. n° 86, octobre 1969, p. 14). Nous avons alors souligné, comme le fait ce camarade, l'importance des problèmes économiques (I.C.O. n° 88, décembre 1969, p. 13) par delà l'apparence des conflits politiques et religieux.

Inutile de s'étendre sur les bagarres hebdomadaires dans les quartiers pauvres de Belfast et de Derry, les journaux ne parlent que de ça. Mais dans aucun de ceux que j'ai lus je n'ai trouvé l'analyse sérieuse des troubles de 68-69. On se contente de faire allusion à l'antagonisme séculaire entre Catholiques et Protestants.

Tâchons donc d'être plus précis.

Au début des années 60, l'Irlande du Nord devient de moins en moins viable en tant qu'entité économique. L'Etat d'Irlande du Nord avait été créé pour protéger un certain nombre d'industries (chantiers navals, textile, chemiserie...) qui maintenant périclitent. L'Irlande du Nord avait besoin d'un second souffle, et entre autre du marché que représente l'Irlande du Sud (1). O'Neill, la grande illusion réformatrice, commencera à se rapprocher de Dublin, et signera, en 1966, le « Anglo Irish Free Trade Agreement » ; lequel représente le premier pas vers l'intégration économique des deux Irlandes entre elles, et avec l'Angleterre.

Dans le Sud, la dépression économique était aussi très grave ; après une tentative d'indépendance économique menée par De Valera durant les années 30, la bourgeoisie d'Irlande, du Sud renonce et décide au contraire d'attirer les investissements étrangers, qui lui apparaissent comme le seul moyen de réduire le chômage et l'émigration. Bien sûr, l'Angleterre contrôle déjà la plus grande partie de la vie économique de l'Irlande du Sud, mais les dirigeants de Dublin recherchent un accord commercial, de sorte que l'accès au marché anglais attire les investisseurs étrangers.

Londres, enfin, ne fait pas opposition à de tels desseins, qui lui ouvriraient encore plus largement l'Irlande du Sud — ses débouchés commerciaux, sa main-d'œuvre bon marché.

Mais...

Mais les protestants pauvres du Nord, élevés dans la bigoterie et la haine des catholiques — du Nord et du Sud — ne veulent pas entendre parler d'une intégration avec le Sud, où leur situation serait encore pire (les protestations sociales sont plus élevées au Nord qu'au Sud, et par ailleurs, les protestants du Nord, grâce à la discrimination, souffrent un peu moins du chômage, des mauvaises conditions de logement et de l'émigration que leurs semblables catholiques, du Nord et du Sud). Et ils commencent à prendre en grippe

O'Neill, qu'ils jugent trop amical avec les catholiques et avec Dublin. Paisley jouera un grand rôle dans ce mouvement populaire teinté de fascisme, d'opposition de droite à un gouvernement de droite

Mais les catholiques d'Irlande du Nord, au début de 68, commencent à trouver qu'O'Neill va un peu trop lentement dans ces réformes du statut des catholiques qu'il a promises ; à partir d'août 68, ils se mettent à manifester pour lui faire comprendre qu'il doit s'activer (nombreuses marches pour les Civils Rights).

O'Neill, bien sûr, n'avait pas ainsi flatté les catholiques pour leurs beaux yeux, mais pour permettre le rapprochement avec Dublin. Car un premier ministre de Dublin ne pouvait pas se permettre de négocier avec les Orangistes de Belfast si ceux-ci continuaient tranquillement leur politique sectaire et discriminatoire. L'opinion publique du Sud, traditionnellement catholique et républicaine, aurait eu tôt fait de se méfier de lui. Il fallait donc que Lemass et Lynch, les deux derniers Premiers Ministres de Dublin, puissent dire : « Vous voyez, le Nord se libéralise ; ils deviennent gentils avec les catholiques, on va pouvoir devenir copains avec eux, et peut-être même réunifier notre chère île ». Londres, par ailleurs, dont dépend Belfast et à qui les protestants du Nord veulent rester fidèles (« loyalistes »), ne pouvait s'entendre avec Dublin sans que Belfast aussi amorce un rapprochement équivalent. D'où les manœuvres d'O'Neill. Le malheur est qu'il ne pouvait pas satisfaire les catholiques sans mettre fin à la discrimination et à la bigoterie officielle, sur lesquelles repose la hiérarchie orangiste, elle-même principal pilier politique de l'Etat d'Irlande du Nord. O'Neill est donc obligé de « faire semblant », ce dont bientôt la classe ouvrière catholique ne se contente plus.

C'est dans cette atmosphère qu'éclatent les premières émeutes de l'été 68. O'Neill ne peut rien faire d'autre que de réprimer les manifestations pour les Civil Rights — puisqu'il ne peut pas satisfaire les revendications, ni faire croire aux protestants qu'il est indulgent avec les « fauteurs de troubles » catholiques, traditionnels boucs émissaires.

Pourtant, sous la pression populaire catholique, sous la pression de Londres, et aussi sous la pression d'une partie de la bourgeoisie « moderniste » (celle qui est la plus intéressée au rapprochement avec Dublin), O'Neill et son successeur Chichester-Clark sont obligés d'accorder des réformes, quite à faire attendre pour leur application (ce qui est encore le cas aujourd'hui). Alors les travailleurs protestants réalisent combien ils ont été dupés par les bourgeois protestants qui mènent l'Alliance orangiste. L'échec de l'invasion par la police du quartier de Bogside met le feu aux poudres. Le

(1) Dans tout le commerce extérieur de l'Irlande du Nord, seuls 8 % des échanges se font avec le Sud (chiffre de 68 ou de 69).

soir même commence le pogromme de Belfast : les protestants pauvres envahissent le quartier ouvrier catholique de Falls et le mettent à sac (août 69). Deux mois plus tard, ils s'attaquent à la police qu'ils croyaient être leur amie et qui maintenant les tient à l'œil, exactement comme dans les quartiers catholiques.

Voilà. Aujourd'hui, la situation est tendue, tout le monde est dans l'expectative. Les bourgeoisies des deux Irlandes sont incapables d'améliorer le sort de leurs classes ouvrières, qui souffrent énormément de la crise économique chronique, ce qui constitue une première et importante contradiction. La seconde est qu'elles sont également incapables de se rapprocher l'une de l'autre sans provoquer la colère des travailleurs, qu'elles ont justement endoctrinés, pendant deux générations, à refuser ce rapprochement. Au Nord, il est impossible de satisfaire les catholiques sans que les protestants se révoltent, et au Sud, il est impossible de se rapprocher du Nord avant que les catholiques aient obtenu ne serait-ce qu'un semblant de satisfaction.

Les libéraux protestants, avec l'appui de Londres, et les Nationalistes catholiques, avec l'appui de Dublin, essaient de récupérer les ouvriers des deux clans en espérant que les haines religieuses qu'ils ont eux-mêmes créées vont s'apaiser avec le temps.

Quelques groupes socialistes essaient d'amener la classe ouvrière à dépasser les fausses alternatives imposées par la bourgeoisie, ce qui — vu comme un étranger peut voir — me paraît pratiquement impossible pour le moment. Cinquante ans de tradition sectaire ont peu à peu construit une société telle qu'on se demande où les deux classes ouvrières pourraient se rencontrer. Pas dans leur quartier, pas au bistrot, pas à l'école, pas à l'usine (quand les patrons ne font pas eux-mêmes la ségrégation à la porte des usines, il arrive que les ouvriers la fassent eux-mêmes !) et bien sûr pas à l'église ! Alors ? Dans une misère encore plus profonde, si la crise économique s'aggrave, ce qui n'est pas à exclure ? Peut-être, mais dans ce cas le risque de fascisation des ouvriers protestants est grand.

PROGRAMME POLITIQUE DE PEOPLE'S DEMOCRACY

(adopté à une assemblée du groupe le 29 novembre 70)

People's Democracy est le seul groupe d'extrême gauche tant soit peu important à Belfast. La simple lecture de son programme permet de comprendre que les idées politiques sont le produit direct de la société dans laquelle elles tentent de s'appliquer. Le système social « socialiste » présenté par People's Democracy imagine le monde peuplé de prolétaires d'industries de base et de petits fermiers comme toute l'Irlande. D'où cette république de travailleurs et de petits paysans étatisant l'industrie, le crédit et le commerce comme préservant la petite propriété. Les bases mêmes d'un capitalisme d'Etat, comme dans la Russie de 1917 avec le léninisme, comme dans l'Espagne révolutionnaire de 1936 avec le même léninisme allié à l'anarchisme de gouvernement, comme dans la Chine de Mao avec le marxisme léninisme. Pris sur un exemple local et connu, en 1971, la similitude ne manque pas d'être saisissante, tant il est vrai que les mêmes structures économiques et sociales entraînent les mêmes conceptions politiques.

BUTS

Le but de People's Democracy est l'établissement, en Irlande et dans tout le monde d'un système social socialiste. La première étape vers cet objectif est l'établissement, dans les 32 (1) comtés d'Irlande, d'une République des Travailleurs et de petits paysans. Mais, puisque le socialisme intégral ne peut pas être établi dans un seul pays, aussi longtemps que les grandes puissances impérialistes, comme les U.S.A., demeurent capitalistes, P.D. est prêt à coopérer avec les socialistes de tous les pays, et à les aider par tous les moyens.

Croyant qu'aujourd'hui, les deux parties de l'Irlande souffrent des maux conjugués du capitalisme et de l'impérialisme, P.D. revendique fermement le retrait d'Irlande des troupes britanniques et du contrôle économique anglo-américain. Et P.D. est fermement décidé à briser l'empire étouffant des capitalistes locaux sur les Irlandais.

La République des Travailleurs sera une société dans laquelle toutes les ressources naturelles, toutes industries majeures et institutions financières seront propriétés publiques, et collectivement dirigées par ceux qui y travaillent, en utilisant leurs produits. Elle garantira à chaque citoyen un logement, un gagne pain et un travail, plus des services médicaux et d'enseignements appropriés. Elle encouragera le développement

des activités culturelles et mettra fin à la tyrannie du commerce sur la culture et les arts. Croyant que le progrès ne peut jaillir que de la liberté de pensée et du droit de remettre en question l'ordre établi, la République des Travailleurs garantira aussi à tous les citoyens la liberté de pensée et de propagande religieuse et politique. Elle n'assurera à aucun groupe religieux une position spéciale ou des privilèges. La République des Travailleurs sera fondée sur le respect mutuel des différentes tendances culturelles de l'Irlande, et travaillera à créer une communauté unifiée à partir de la synthèse de ce qu'il y a de mieux dans chaque tradition, plutôt que par la destruction d'une tradition culturelle par une autre.

La République des Travailleurs sera une société totalement démocratique, dans laquelle les fonctions gouvernementales seront partagées entre des représentants élus, sur une base territoriale par tous les citoyens âgés de plus de 18 ans, et des délégués de conseils d'ouvriers, de fermiers et d'exploitants propriétaires. Tous les représentants publics seront révocables et rééligibles par leurs électeurs. Le pouvoir de décision sera autant que possible transféré du centre aux conseils d'usines locaux, associations de fermiers et coopératives d'exploitants propriétaires.

METHODES DE REALISATION

P.D. pense que la République des Travailleurs ne peut être réalisée qu'avec le consentement de la majorité du peuple Irlandais. P.D. espère gagner ce support en construisant une organisation politique de

(1) L'Irlande est composée de 32 comtés. 28 en Irlande du Sud et 6 en Irlande du Nord.

masse à travers toute l'Irlande, travaillant pour l'établissement de la République des Travailleurs, et totalement opposée aux deux conservatismes Orange et Vert (2); aussi bien qu'au travaillisme fantôme. Cette organisation travaillera à l'amélioration immédiate des conditions de vie de la classe ouvrière et des petits paysans. Mais constamment, elle s'efforcera de montrer que seule une société socialiste peut, en dernière instance, libérer les travailleurs de la pauvreté et du besoin et leur donner l'occasion de développer leur personnalité au maximum.

Pour réaliser ses objectifs, P.D. utilisera, suivant les cas, des moyens parlementaires ou extraparlimentaires. Par ailleurs, reconnaissant que les patrons cupides et les puissances exploitatrices impérialistes abandonnent rarement leurs gains mal acquis sans bataille, reconnaissant que la loi, la police et les troupes impérialistes défendent constamment les exploités, P.D. ne sera pas intimidé par la menace de la force et reconnaît qu'un certain degré de contre violence peut être nécessaire pour mener à terme les désirs des gens.

Tout en étant fort désireux de favoriser la conscience et l'activité politiques chez les travailleurs, P.D. reconnaît qu'une activité éparpillée et sans direction ne renversera pas les forces hautement organisées du capitalisme et de l'impérialisme. Un mouvement politique bien organisé, avec une stratégie claire, un mouvement dont les membres ont une solide compréhension de la théorie socialiste, telle est la meilleure arme de la classe ouvrière dans le combat pour le socialisme.

EXIGENCES IMMEDIATES

P.D. pense que les mesures suivantes sont nécessaires dans l'immédiat, à la fois pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et pour jeter les bases de la République des Travailleurs, en arrachant le contrôle de l'économie aux profiteurs et exploités. Quelques-unes de ces mesures pourraient être prises par un gouvernement capitaliste, mais d'autres ne pourraient l'être que par un gouvernement socialiste. P.D. fera campagne pour l'exécution de ce programme, à la fois en harcelant le gouvernement existant et en gagnant le soutien du public, nécessaire pour que le socialisme arrive au pouvoir. Ces mesures peuvent s'appliquer aux 26 comtés comme aux 6 comtés.

1. Nationalisation ou constitution en coopératives de toutes les mines, pêcheries « de l'intérieur » (3), forêts et autres ressources naturelles, incluant les grands domaines.

2. Nationalisation de toutes les banques, compagnies d'assurance et institutions financières.

3. Nationalisation ou constitution en coopératives de toutes les entreprises ou exploitations agricoles employant plus de 25 personnes.

(2) *Conservatisme Orange (Ordre Orangiste) : conservateurs protestants d'Irlande du Nord.*
Conservatisme vert : conservateurs d'Irlande du Sud

(3) *Pêcheries de « l'intérieur » désigne les pêcheries en lacs ou rivières. La plus importante d'entre elles est celle du Lough Neagh (anguilles) qui appartient maintenant à des capitalistes anglais et étrangers après que ceux-ci aient exproprié quasiment manu militari les pêcheurs riverains. Cette « appropriation » n'a pris fin que très récemment.*

4. Constitution en coopératives ou prise en main par les conseils de travailleurs de toutes les ressources ou industries nationalisées.

5. Interdiction d'exporter des profits, provenant de toute partie d'Irlande.

6. Publication annuelle et détaillée des comptes de toutes les entreprises demeurées privées, incluant les salaires de tous les membres de l'entreprise.

7. Un salaire minimum de 20 Livres par semaine pour tous les travailleurs à plein temps. Le travail garanti ou une allocation de chômage équivalente au salaire complet pour tous. Une limite supérieure de salaire pour tous les travailleurs.

8. Une limite supérieure pour toutes les exploitations agricoles privées. Encouragement des coopératives de petits producteurs (entreprises privées ou exploitants agricoles) par une redistribution des allocations et subventions, et par un programme d'éducation au travail collectif.

9. Investissement national et municipal massif dans les nouvelles industries tenant compte des besoins collectifs et des problèmes d'environnement aussi bien que des nécessités économiques.

10. Abolition de toute rente foncière et interdiction des propriétaires non-résidents.

11. Impossibilité de posséder plus d'une résidence. Priorité aux « Commissions de logement » pour toute résidence non occupée. Pouvoir aux « commissions de logement » d'ordonner le partage ou la réallocation des habitations exceptionnellement grandes.

12. Prestation d'un service de santé général et gratuit i.e. : abolition des « prescriptions charges (4), etc... et pension complète pour les malades. Pas de traitement préférentiel pour aucun membre des services de santé.

13. Organisation des écoles sur une base « compréhensive » et « co-éducatif » (5), avec intégration religieuse. Création de nouvelles écoles par l'Etat et contrôle de toutes les écoles par les comités de direction, les représentants des parents, des étudiants, des professeurs et des autorités locales.

14. Création de jardins d'enfants pour tous et d'espaces verts suffisants, de piscines et de terrains de jeux. Aménagement généralisé de centres communautaires, et accroissement des allocations pour les activités culturelles. Suppression de la publicité commerciale à la télévision et à la radio.

15. Abolition du « Special Powers Act » (N.I.) et du « Offences against the State Act » (République), du « Criminal Justice Act » (N.I.), du « Public Order

(4) *Depuis récemment, chaque produit pharmaceutique peut être obtenu sur ordonnance du médecin pour le prix forfaitaire de 2/6 (1,70 F). Auparavant ils étaient tous gratuits.*

(5) *Comprehensive et co-éducatif. i.e. écoles mixtes ouvertes à tous sans sélection.*

Act » (N.I.) (6), et de toutes les autres lois répressives. Sévère mise hors-la-loi de toute discrimination en fonction de la religion, de la couleur ou du sexe dans toutes les sphères d'activité, publiques ou privées.

16. Garanties de liberté et d'égalité pour les croyances politiques et religieuses, et abolition de toutes les lois et ordonnances qui donnent une position particulière à n'importe quelle opinion politique ou religieuse, par exemple de la section de la Constitution des 26 comtés qui donne une position spéciale à l'Eglise Catholique et de la loi, en Irlande du Nord, qui prévoit un serment d'allégeance pour la plupart des emplois publics. Pas d'appui légal à aucun code moral d'aucune secte, par ex. : fin de l'interdiction des contraceptifs et du divorce dans les 26 comtés et des lois restrictives sur le repos dominical en Irlande du Nord (7).

17. Etablissement d'un Conseil National (comprenant les 32 comtés) de délégués de groupes de commerçants, d'associations de fermiers et d'associations ou de coopératives d'exploitants propriétaires. Ce conseil développerait la solidarité entre les groupes exploités de la Société, et organiserait un soutien massif pendant les grèves et les périodes d'agitation. Ce conseil cherche-

-
- (6) *Special powers act* : passé en 1922 par les Unionistes, cet acte donne au ministre de l'intérieur le pouvoir de faire absolument ce qu'il veut.
Offences against the state act : passé en 1939, utilisé jusqu'en 1945, puis réadopté en 1956 et 1962, va être rétabli ; permet l'internement dans des camps « spéciaux » (Irlande du Sud).
Criminal Justice Act : équivalent du *Special Powers Act*, mais dirigé contre les syndicats.
Public Order Act : mesures contre les syndicats. Répression des manifestations. Passé à Pâques 1970.
 (7) Fermeture obligatoire de tous les « pubs », magasins, cinémas, théâtres le dimanche.

rait à étendre son contrôle à tous les domaines de la vie économique.

18. Constitution d'une assemblée de représentants élus à la fois par le Nord et par le Sud dès qu'une majorité se mettrait d'accord sur ce point, et remplacement par une nouvelle assemblée des deux assemblées actuelles séparées de Stormont et de Leinster House (8). Le rôle de cette nouvelle assemblée est de coordonner et non de diriger le travail des « Conseils de Travailleurs Démocratiques ».

19. Retrait des « Government of Ireland Acts » (9) et rupture des liens entre l'Irlande et l'Angleterre.

20. Retrait immédiat de toutes les troupes britanniques d'Irlande du Nord.

21. Dissolution des R.U.C., U.D.R. et Garda Siochana (10). Organisation d'une Force de Défense Civique sous le contrôle de représentants locaux élus et de délégués des organisations de travailleurs. Refus de réembaucher dans la Force de Défense Civique tous les officiers des R.U.C. et Garda Siochana, et tous les membres de la Patrouille Spéciale de R.U.C. (groupe spécialisé pour réprimer les émeutes).

22. Pas de participation à la C.E.E., ni à aucune alliance militaire existante.

-
- (8) *Stormont* : Parlement d'Irlande du Nord.
Leinster House : Gouvernement d'Irlande du Sud.
 (9) *Government of Ireland Acts* : constitution d'Irlande du Nord (considérée comme un état, différent des comtés anglais).
 (10) *R.U.C.* : Police d'Irlande du Nord.
U.D.R. : remplace les *Bc Specials* (protestants).
 16 % de catholiques sous le contrôle de l'armée britannique, garde les frontières, recherche les armes, etc...
Garda Siochana : Police d'Irlande du Sud.

ITALIE

CRITIQUE D'UN GROUPE ITALIEN : LE MANIFESTO

Ce texte d'un camarade belge sur le groupe Manifesto, complète ce que nous avons déjà publié sur les groupes italiens formés récemment en marge des organisations traditionnelles marxistes ou anarchistes : *Potere Operaio* (n° 99, novembre 1970, p. 5) et *Lotta Continua* (n° 100, décembre 1970, p. 5). Pour l'essentiel, il constitue une analyse critique des « Thèses » de cette organisation.

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL OU L'ECLECTISME ERIGE EN METHODE POLITIQUE
 (Critique d'un groupe italien, LE MANIFESTO)

Vers la fin de 1969, un groupe d'intellectuels est expulsé du Parti Communiste Italien (P.C.I.) par le Comité Central à cause des âpres critiques qu'ils avaient faites à la politique du parti (« son révisionnisme »). Certains d'entre eux, députés du P.C.I., sont restés au Parlement en tant que membres d'un groupe dissident. En alliance avec le Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (P.S.I.U.P.), ils ont participé aux manœuvres d'obstruction parlementaire à l'ensemble des lois qui visent à récupérer ce que la

bourgeoisie a perdu pendant l'automne chaud de 69 (les « decretone »).

Octobre-novembre 70 fut la période faste du Manifesto : publication des Thèses, leur présentation à l'université de Rome et la grande participation des étudiants et des groupuscules à cette présentation, les discussions que la plupart des groupuscules ont entamées sur les Thèses et la formation de noyaux de militants à Rome (par secteur géographique, et non par usines, écoles, bureaux, etc...). Il faut préciser que le Manifesto

to a savamment orchestré le battage publicitaire autour des Thèses, dont la rédaction était entourée de grands mystères et la publication annoncée comme un grand évènement.

A la même époque, l'intérêt pour le Manifesto commençait à se développer de plus en plus parmi les élèves de l'enseignement secondaire. D'ailleurs, le Manifesto est avant tout un *groupe d'intellectuels*, tant par son recrutement (universitaires, cadres du P.C.I., enseignants...) que par son langage inaccessible à qui n'a pas profité de l'éducation bourgeoise.

Dans le cadre de plusieurs manifestations ou actions sur les usines ou l'université, le Manifesto s'est lié à d'autres groupes, tels Potere Operaio, Lotta Continua, le Comité Communiste Marxiste-Léniniste, le groupe Avant-Garde Ouvrière, etc...

En octobre 70, quelque 80 militants du P.C.I. ont quitté le parti pour rejoindre le Manifesto. On peut supposer qu'ils seront les cadres dirigeants du futur parti, par l'expérience de manipulation des militants qu'ils ont acquise au P.C.I. Notons dès maintenant que les leaders du Manifesto sont des hommes du parti qui n'ont pas fait une critique de l'existence même du P.C.I. ni de leur propre existence au sein de celui-ci (1).

(1) Comparer avec Marty ou Djilas, critiqué par Y. Bourdet dans le n° 24 de Socialisme ou Barbarie.

LES THESES

Les thèses se composent d'une analyse générale de la situation actuelle du capitalisme et du communisme dans les pays occidentaux et d'une série de propositions conséquentes à cette analyse. De plus, une section entière est consacrée plus particulièrement à la situation italienne.

L'objectif général est l'unification politique des forces qui, au cours des dernières années ont été amenées à critiquer les partis réformistes (en Italie) et l'U.R. S.S. (au niveau mondial). Il faut, pour cela, un « choix volontaire », un « saut qualitatif », car « il est de plus en plus évident que les choses, laissées à leur spontanéité, ne vont pas dans la direction souhaitable » (Préface 1). Là, on est prévenu : le Manifesto connaît cette direction et va faire rentrer les brebis spontanées au bercail. Pudiquement, cette prise en main se fera théoriquement (il ne s'agit pas de s'imposer aux mouvements de la base ! - Préface 3) : une analyse et une recherche sont nécessaires pour les « grands problèmes de stratégie », ainsi qu'une recherche sur l'organisation. Les voilà, les penseurs dont nous avions besoin !

Le Manifesto déclare ouvertement son intention de rassembler tout le monde : ils s'adressent « aux militants du P.C.I. et du P.S.I.U.P. qui ne se cachent plus le choix parlementaire et réformiste de ces partis (...), à ceux qui, dans les organisations syndicales et dans

Toutes proportions gardées et sans rapprochements historiques faciles, il n'est pas inutile de rapprocher le rôle du Manifesto à l'égard d'un P.C.I. qui se « social-démocratise » de plus en plus, de celui des partis communistes européens vers les années 20 à l'égard de la social-démocratie de l'époque.

D'autre part, comme on le verra ci-dessous, les Thèses du Manifesto se caractérisent par une ligne politique extrêmement vague ou floue, ou plutôt comme une vaste salade de prises de positions souvent contradictoires (2). Leur éclectisme s'explique à deux niveaux, dans la situation italienne. En premier lieu, la juxtaposition des thèses de Potere Operaio, trotskystes, maoïstes ou autres, se justifie par le désir de rassembler le plus grand nombre de gens possible, de même que l'absence totale de critiques, jointe à une certaine complaisance opportuniste, à l'égard du mouvement étudiant.

Par ailleurs, cet éclectisme dépend dans une moindre mesure de la situation économique-politique de l'Italie, tiraillée entre trois pôles divergents : le capitalisme avancé du Nord, le sous-développement du Sud, et la bureaucratie romaine — résultat de la contradiction entre le Nord et le Sud.

(2) Dans l'exposé ci-dessous, nous ne passerons pas notre temps à relever tous les emprunts à d'autres sectes idéologiques ou à des mouvements, ni toutes les contradictions internes qui apparaissent clairement d'une thèse à l'autre.

le monde catholique (!), ont... acquis une conscience anti-capitaliste (...), aux nouveaux groupes de la gauche extra-parlementaire (...) qui aujourd'hui se replient sur eux-mêmes en une logique qui les sépare du grand corps du mouvement de masse » (Préface 3). Tout ça sans vouloir imposer quoi que ce soit, mais comme proposition de réflexion commune. Un Front Populaire nouvelle vague, quoi !

D'ailleurs, ils ne s'en cachent que peu : leur objectif immédiat est de « recueillir sur une base organique, d'une façon organisée, un nombre de forces suffisantes pour pousser un processus » (Préf. 5) de formation d'un parti (Préf. 6).

Que le parti soit à faire, cela semble avoir peu d'importance, car, dès maintenant, il faut commencer à « s'engager sur le terrain des luttes ouvrières où une avant-garde, même limitée, si organisée et forte, peut orienter les luttes pour empêcher la restauration du pouvoir patronal (bonne nouvelle : c'est faute d'avant-gardes que les patrons reprennent le pouvoir !) ; (...) sur le terrain de la maison, de la santé..., de l'école (soutien au mouvement étudiant)... et enfin de la lutte anti-impérialiste (Préf. 7). Nous voudrions savoir ce que ces beaux projets contiennent de différent par rapport à toutes les espèces et sous-espèces du léninisme qui se sont succédées en 50 ans. Ils veulent rassembler tous les « autres » qui ont fui les partis sans en saisir les raisons fondamentales.

L'analyse générale de la gauche italienne et européenne

Les thèses critiquent ici le réformisme social-démocrate du P.C.I. et la stratégie frontiste, avec principalement des arguments d'ordre historique : ces lignes politiques, bien qu'elles aient connu le succès, ne correspondent plus à la réalité moderne (définie plutôt sommairement comme la décadence révisionniste de l'U.R.S.S. et le développement du capitalisme italien).

Un double fondement objectif est attribué au « révisionnisme moderne », tant en occident qu'en U.R.S.S. : l'échec de la révolution en occident dans les années 20 (TH. 18) et les modifications du capitalisme qui s'en sont suivies (TH. 19). Il faut donc reconstruire les

méthodes révolutionnaires : « le schéma classique de la révolution comme intervention d'une minorité consciente qui s'insère dans une situation de désagrégation de la société et qui utilise les revendications élémentaires des masses pour s'emparer du pouvoir d'Etat, ce schéma devient impraticable. Une telle crise ne vient pas, ou même si elle commence à se dessiner, la majorité est si incertaine sur l'alternative et si profondément conditionnée qu'elle se retire sur des positions modérées et par suite la neutralise » (TH. 22). On voit revenir ici les bons vieux schémas élitistes concernant l'aliénation des masses : voilà de quoi plaire aux intellectuels-« conscients »-qui-réveilleront-le-prolétariat.

Pour un nouvel internationalisme

Le sujet se résume en quelques mots : la Russie a dégénéré, il faut suivre la Chine, guide international.

Pourquoi la Russie a-t-elle dégénéré ? D'une part, à cause des limites historiques de la révolution d'octobre (TH. 26). Mais on se borne ici à constater la nécessaire orientation vers le « socialisme en un seul pays », en relation avec l'échec des révolutions occidentales, et on n'effleure pas même les conditions objectives dans lesquelles se trouvait la Russie de 17. Que celle-ci n'ait pu connaître un développement socialiste, mais seulement un capitalisme d'Etat, à cause du développement des forces de production, le problème n'est pas envisagé. A plus forte raison ne l'est-il pas pour la Chine (le Manifesto sait-il que, sur 500 millions de Chinois, il y avait, en 1949, seulement un million d'ouvriers ?). D'autre part, la dégénérescence est implicitement mise sur le compte des dirigeants et des décisions prises (TH. 29). « La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive (...) parcourt... une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité, qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité » (Marx-Engels, Idéologie allemande) : pas plus que la majorité des groupuscules, le Manifesto ne saisit ces éléments de base du marxisme. On pourrait d'ailleurs ici leur recommander la lecture de la première partie de l'Idéologie Allemande.

Le même schéma volontariste est appliqué à la Chine. Avec des sources qui ne dépassent pas Pékin-Information et les belles déclarations d'intentions des dirigeants chinois, on décide d'autorité que la Chine refuse les « deux étapes » dans la construction du socialisme (TH. 47) (3), qu'elle ne veut pas la guerre contre les impérialistes, ni son développement comme Etat parmi d'autres (TH. 49), et autres gentillesse qui n'ont rien à voir avec une analyse de la situation chinoise.

Les Thèses jettent aussi quelques fleurs aux tiers-mondisme (TH. 34, 35, 53) : elles reconnaissent l'indisociabilité des phénomènes qui se déroulent dans les pays développés et dans les pays sous-développés, mais c'est pour leur donner la même dimension historique — la révolution socialiste. Une fois de plus, mouvements révolutionnaires et état des forces de production n'ont apparemment aucun rapport.

On accorde donc plus d'importance que le tiers-mondisme traditionnel au capitalisme avancé, en se défendant cependant de faire de l'euro-centrisme. Toutefois, c'est l'italo-centrisme qui se substitue à l'euro-centrisme : sur la base d'on ne sait quelle géniale analyse, le mouvement révolutionnaire en Italie se voit attribuer un rôle de catalyseur en face de l'Europe.

Internationalisme, Chine, italo-centrisme — thèse, antithèse, synthèse, telle est la dialectique appliquée par des esprits dont la perspective ne dépasse pas les sept collines de Rome. Pas question de donner à l'internationalisme sa véritable dimension — un lien *matériel et objectif* plus ou moins étroit entre classes exploitées par des appareils économiques plus ou moins semblables, et non les professions de foi subjectives entre des dirigeants ou des sectes toujours distincts de ces classes et de leur existence matérielle.

(3) *Ce qui est donné comme modèle à suivre aux pays à capitalisme avancé. Même s'il est vrai que le socialisme est un processus unique, on ne peut manquer d'être étonné de voir calquer la révolution en Occident sur l'expérience chinoise (ou plutôt sur une estimation de celle-ci).*

Actualité du communisme

Le capitalisme a maintenant développé les contradictions qui provoqueront sa chute et créé les conditions matérielles d'avènement de son successeur — le communisme. Le prolétariat et son parti (? !) (TH. 71) sont à présent mûrs pour créer le communisme. Tout ne repose plus que sur un choix ou un effort à faire en ce sens (TH. 76-77).

Nous sommes heureux d'avoir à notre disposition des prophètes en matière de chute du capitalisme. Non que nous n'envisageons pas l'éventualité et sa proxi-

mité, mais, simplement, nous sommes moins sûrs de nous. Mais, d'autre part, ces prophètes ont du communisme — la libération de l'homme — une vue plutôt courte. Comment ose-t-on encore prétendre concilier parti — autorité, directivisme — et libération absolue de l'être humain. Comment ne pas voir que le parti, l'avant-garde sont des choses qui seront dépassées, rendues inexistantes par la révolution, la vraie. Enfin, les conditions de la révolution sont à nouveau rendues indépendantes de sa réalisation, et le saut logique entre

les deux est opéré par une volonté abstraite qui arrive bien à point ; malheureusement pas pour résoudre la contradiction.

Nous n'entrerons pas dans le détail des contradictions du capitalisme évoquées par le Manifesto. Relevons-en une seule, dans la mesure où elle nous paraît sujette à caution : « les nouveaux besoins que le système sollicite réclament une rupture des rapports de production capitalistes et en créent les conditions » (TH. 7). En d'autres termes, le capitalisme créerait de nouveaux besoins (c'est-à-dire des éléments subjectifs) qu'il serait incapable de satisfaire

Ce rapport entre l'existence matérielle des individus et le système où ils vivent, c'est toute la notion de paupérisation. Celle-ci peut être de deux types : absolue ou relative. La première, telle que conçue par Marx, ne correspond pas à la réalité empirique : il est évi-

dent que, dans l'absolu, le prolétariat n'est pas devenu plus misérable. La paupérisation relative, quant à elle, peut-être envisagée sous deux aspects Subjectif tout d'abord, en tant que les exploités, qui ont des besoins, devraient ressentir un écart croissant entre leur niveau de vie et celui de la classe des exploités ; or, on est forcé de se rendre compte que ces niveaux de vie se rapprochent de plus en plus et que l'écart ne constitue quasiment plus un sujet de mécontentement mettant en danger le système. L'aspect objectif de la paupérisation relative — c'est là la véritable contradiction ; mais celle-ci réside entre les conditions de vie du prolétariat (englobant bien plus que les besoins ou le niveau de vie) et les possibilités offertes par le système, c'est-à-dire le développement des forces de production, l'accumulation croissante du capital (et non les sommes dépensées par le capitalisme pour vivre, pourcentage assez peu important par rapport à l'ensemble de la plus-value)

Une (nouvelle ?) ligne politique

Trois points la déterminent en général, trois points interdépendants qui sont érigés en ligne à suivre et en mots d'ordre à imposer de l'extérieur à la classe. Bref, un programme dans un sens on ne peut plus traditionnel :

- 1) la lutte contre la division capitaliste et la conception capitaliste du travail.
- 2) la lutte pour l'égalité : mettre à la place d'une hiérarchie des revenus et de pouvoir une différenciation des individus qui naît de l'égalité des conditions sociales comme libre expression de soi.
- 3) la lutte pour la gestion sociale contre l'état politique et la démocratie parlementaire (TH. 79).

Comme tant d'autres programmes qui se sont succédés depuis le XIX^{ème} siècle, il s'agit de décisions prises abstraitement par une minorité et devant être superposées (de gré ou de force ?) sur la réalité. Rien de tout cela n'évoque une réalité objective issue du mouvement réel de la lutte de classes. La question n'est pas de voir si un mot d'ordre est appliqué à bon ou à mauvais escient, mais bien de remettre en question la notion même de mot d'ordre. La classe ouvrière en lutte est parfaitement capable, en fonction des circonstances particulières, de se forger *concrètement* une ligne d'action, et ce sans qu'on vienne lui apprendre ce qu'elle doit faire ou ne pas faire.

Dans ces trois points, on peut constater plusieurs concessions aux théories politiques de POTERE OPERAIO. De même, les opinions exprimées par les Thèses sur les Conseils Ouvriers ne sont rien moins qu'une concession *verbale* aux ouvriers du Nord de l'Italie et à l'autonomie qu'ils ont su donner à certaines de leurs luttes.

La confusion dans les passages des Thèses consacrés aux Conseils (TH. 83-88, 95-100) donne une idée exacte des problèmes qui se posent à une avant-garde, une élite intellectuelle, face à un phénomène propre : l'autonomie des luttes, qui crève les yeux, que même un idiot de naissance ne peut pas nier, mais qui heurte tous les clichés léninistes. En fait, les rares passages clairs ne dépassent guère, en substance, la dialectique que Lénine avait établie entre les Soviets et le parti : chacun des deux doit, en théorie contrebalancer les défections de l'autre. D'après le Manifesto, le danger principal qui réside dans les Conseils, c'est le corporatisme (TH. 98) ; le parti sera là pour réparer ce genre d'égarements. Une fois de plus, nos penseurs auraient pu s'éloigner des bords du Tibre et traverser l'Adriati-

que pour jeter un regard sur la Yougoslavie, où cette dialectique (?) a été institutionnalisée (et non abandonnée officiellement au profit du parti, comme en Russie dès 1918). L'échec yougoslave n'a pas atteint les gens de Manifesto, ni pour ce qui d'expliquer les conditions spécifiques qui ont donné naissance au corporatisme dans cette économie (soi-disant) autogérée, ni pour ce qui est de constater les avatars qui résultent fatalement de cette dialectique conseils-parti.

Notons également que les Conseils ne se voient attribuer qu'un vague rôle d'animation idéologique (TH. 84), en remède à la sclérose (TH. 98). De rôle économique, point. Quant à y voir les véritables centres de décision à tous les niveaux d'une société vraiment socialiste, il n'en est évidemment pas question : que voulez-vous qu'ils fassent, ces prolos, ce peuple, décidant tous seuls, sans nous, leur avant-garde de penseurs ?

Enfin, dès le moment où il a cantonné les Conseils dans ce rôle insignifiant, le Manifesto peut leur donner droit d'existence dans les rapports de production capitalistes et leur donner les traits d'une organisation durable de la classe ouvrière en-dehors des périodes de crise. Le rôle du parti est d'en prévenir le reflux (TH. 98). Aux yeux de nos penseurs, ce serait sans doute se montrer plus marxiste que Marx que de soutenir que les formes d'organisation autonomes que se donne la classe ouvrière pour mener ses luttes à bien, sont en fait étroitement dépendantes de l'intensité de ces luttes et qu'elles ne peuvent que perdre en vitalité si cette intensité décroît.

Pour revenir à la « nouvelle » ligne politique, l'opportunisme politique de celle-ci transparait à nouveau dans la définition la plus vague, la plus informe et la plus folklorique que l'on ait jamais donné du prolétariat depuis que celui-ci existe en tant que classe : « cette partie de la force de travail salariée qui, par sa physiologie sociale, son niveau de lutte et son degré d'organisation, s'érige contre les rapports capitalistes de production ». Et hop ! En deux temps, trois mouvements, les étudiants, les intellectuels, les techniciens, les « couches sociales brimées », les « minorités opprimées » sont rangées dans le prolétariat fourre-tout (Page 27). Ce qui n'est pas pour déplaire aux militants qui ne sont pas ouvriers, mais qui pourront ainsi se sentir « prolétaires ». On attend toujours du Manifesto une définition matérialiste du prolétariat fondée sur des rapports économiques et sociaux objectifs.

La crise italienne

Un relevé assez détaillé et complet, mais peu original, de la situation italienne : d'une part, le bourbier de contradictions où s'enfoncent le capitalisme et l'Etat. D'autre part, examen de tout ce qui est apparu de nouveau pendant les dernières années : entre autres, dans ce dernier point, les traits nouveaux des luttes ouvrières et le « caractère anti-capitaliste » du mouvement étudiant (TH. 134-8) (qui, apprend-on avec étonnement a fait faire un saut qualitatif (!) (TH. 109) aux luttes anti-capitalistes). Enfin, la crise des partis de la gauche traditionnelle, faute d'une stratégie et d'une alternative concrète au capitalisme (toujours pas d'explication matérialiste des phénomènes qui ont provoqué l'intégration de ces partis).

La critique des syndicats italiens (TH. 180-182) reste assez vague, probablement pour les mêmes raisons d'opportunisme qui président à la destinée des Thèses : elles reconnaissent leur bureaucratisation, leur rôle dans la situation italienne actuelle, et même leur position écartelée entre le patronat et la base, entre la collaboration et la représentativité. Mais cela ne va pas jusqu'à expliciter le rôle des syndicats en tant que structures nécessairement et définitivement intégrées au système. Rien ne nous indique si le Manifesto partage le volontarisme trotskyste et les théories sur la « dégénérescence » des syndicats-organisations-naturel-

les-de-la-classe-ouvrière et les « bons » et « mauvais » dirigeants. Une phrase seulement, très ambiguë : « la seule négation permanente de l'institutionnalisation bureaucratique du syndicat (est) la dialectique conseilliste » (TH. 182). Quant à savoir si, selon nos penseurs, conseils et syndicats doivent se compléter ou s'opposer objectivement... ?

De même pour la critique des groupuscules (TH. 198). Des raisons objectives sont invoquées, à l'échelle de l'Occident tout entier, pour affirmer leur fragmentation, leur dogmatisme et leur activisme. Mais pas un mot sur le contenu de ces raisons objectives ! ! ! Et, évidemment, pas la moindre corrélation entre le niveau atteint par le capitalisme et celui des groupuscules. Par contre, on abonde sur les raisons dites subjectives : principalement, une incapacité de s'organiser, de tenir compte de ses propres limites (d'analyse, de cadres, d'expérience, de liaisons avec la base) et le fait d'opérer avec des minorités exclues ou marginales.

Et le tout se termine dans l'apothéose que l'on attendait : « Camarades des groupuscules, ce qu'il vous manquait, le Manifesto vous l'offre ! ».

LOTTA CONTINUA ET IL MANIFESTO

Débat sur les délégués entre les deux organisations

Dans le numéro de mars-avril 1970 du Manifesto, un article est consacré au rôle des délégués ouvriers dans les luttes de « l'automne chaud » italien de 1969.

Au cours de ces luttes, on a pu remarquer de nouveaux aspects : l'apparition des délégués ouvriers et les premières formes d'unification en comités de base et conseils d'usine.

Le Manifesto, qui voit dans ces événements un véritable « début », rapporte l'avis de Lotta Continua en le situant comme « critique de gauche », par rapport à celle des syndicats, la « critique de droite ». Le débat se base sur deux points principaux :

1) Lotta Continua affirme que la conception des délégués est opportuniste et que son origine sociale réside dans « l'aristocratie ouvrière ». Le Manifesto répond en jugeant cette critique comme un résidu de vieux schémas léninistes, car dans les usines modernes les ouvriers sont strictement subordonnés au despotisme de l'organisation et de la rationalité.

2) D'après Lotta Continua, la fonction des délégués doit être extérieure à l'usine (dans laquelle « nous sommes tous des délégués ») et il s'agit d'une fonction de liaison avec d'autres boîtes, les quartiers et les écoles. Le délégué dans l'usine est un compromis.

Le Manifesto critique cette position comme abstraite et intellectuelle : il y a tout un processus d'acquisition

de conscience qui doit se faire et pour lequel certains moyens de lutte ont une fonction historique qui dépend du degré de développement du capitalisme, et par conséquent de l'autonomie des luttes.

Dans le fond, le Manifesto accuse Lotta Continua d'anarchisme et de purisme. Le seul point d'accord entre les deux semble être la nécessité d'une organisation générale, hors des institutions évidemment, mais capable de centraliser les volontés de la base, et qui doit être la projection d'une unité stable et organique à l'intérieur de l'usine faute de quoi les délégués finiront par former « l'avant-garde » séparée de la base.

La dernière accusation du Manifesto à Lotta Continua, c'est que le journal de ceux-ci ne présente pas de recherches sur les processus économiques, ni d'analyses concrètes sur les classes sociales et les structures réelles du pouvoir.

On voit déjà se dessiner ici les prises de position caractéristiques des futures Thèses du Manifesto, peut-être avec plus de précision que l'on en trouvera dans celles-ci, à cause de l'éclectisme opportuniste qui les caractérise.

En tous cas, au delà des détails du débat, qui peuvent quand même renseigner sur les positions réciproques de ces deux groupes italiens, il faut remarquer que la seule chose qui les unit, c'est la croyance dans l'organisation, cheval de bataille de tous les groupuscules issus d'un certain type de situation économique-historique.

ESPAGNE

LUTTE CHEZ CHRYSLER-BARREIROS - Mai-Juin 1970

Ce texte complète les informations diverses parues dans le n° 101-102 - janvier-février 1971- page 14.

NOTES D'I.C.O.

La lutte des travailleurs espagnols dans les grandes usines métallurgiques et autres, est liée au développement industriel et à leur dimension. Elle prend souvent des caractères identiques dans l'une ou l'autre. C'est pour cela que nous voulons faire connaître ce récit, qui est, à des variantes locales près, ce qui s'est déroulé partout dans la région de Madrid pendant l'année 1970. Surtout lors du premier semestre. Il a été publié par « Lucha Obrera » de Madrid (juillet 1970), journal clandestin de l'Union Syndicale Ouvrière (U.S.O.). L'U.S.O. est une organisation d'origine chrétienne, aujourd'hui laïque (tendance gauche C.F.D.T.).

Ce texte est intéressant dans la mesure où il montre que les luttes en Espagne se déroulent dans des conditions identiques à ce que nous pouvons connaître ici en France ; et ceci malgré le régime franquiste qui, formellement, est différent de notre « démocratie ».

Cependant, le récit lui-même est limité dans ce qu'il peut nous apporter du point de vue de l'organisation de la lutte elle-même par les ouvriers qui y ont pris part ; en dehors des faits, on ne sait rien de l'orientation autonome du mouvement et du rôle qu'ont pu y jouer les « organisations » clandestines. Celles-ci espèrent, à travers ces luttes, gagner leur « reconnaissance » (c'est-à-dire jouer un rôle semblable à celui des centrales syndicales en France par exemple).

**

Dans le texte, nous traduisons « Jurado » par Comité d'Entreprise (C.E.), organisme étant, comme en France, plus près des intérêts des patrons que de ceux des travailleurs. Les délégués du personnel sont appelés « enlacs ». Les tâches des « jurados » sont semblables à celles des C.E. (cantine, sécurité, mutuelle, allocations familiales, etc...). En outre, ils mènent les négociations pour les salaires, et ils sont souvent contestés par les travailleurs qui ne se considèrent pas représentés par des organismes que la loi franquiste définit ainsi : « entités d'harmonie sociale et qu'en aucun cas devront porter atteinte aux fonctions de la direction d'Entreprise ».

Par ailleurs, lorsqu'on parle de Convention Collective, il s'agit d'un accord limité à l'entreprise.

**

Plus de 4.000 travailleurs de CHRYSLER-BARREIROS ont mené une lutte de deux semaines contre la convention collective imposée par la Direction et son fidèle comité d'Entreprise.

Pendant les mois de janvier et février, alors que se « négociait » cette convention, des milliers de travailleurs approuvaient et signaient, entre autres, les re-

vendications suivantes :

- salaire minimum de 350 pesetas par jour
- semaine de 42 heures
- droit de réunion dans l'entreprise
- réintégration des travailleurs licenciés pour faits de lutte
- durée d'un an de la convention
- consultation des ouvriers à travers les délégués élus par eux.

Au mois de mai, la direction et le C.E. (manœuvré par la direction) signent la convention dans le silence le plus total et n'en informent pas les travailleurs, écartant du même coup toutes les revendications.

Le bruit court officieusement que la convention n'accorde qu'une ridicule augmentation de salaire de 8 % pour deux ans et la semaine de 51 heures, la plus longue semaine qui figure jusqu'à présent dans une convention collective.

Vers le 20 mai, un tract fait son apparition dans l'entreprise, où on appelle la formation d'Assemblées pour demander des comptes aux membres du C.E. au sujet de la convention.

Le 21 mai, 500 travailleurs de la section SIMCA décident, de leur propre initiative, de sortir dans la cour à l'heure du casse-croûte et interrogent les « enlacs » ; comme ceux-ci ne sont pas au courant, on les presse d'obtenir des renseignements pour le lendemain. Comme ils restent muets, les travailleurs continuent à sortir dans la cour trois jours de suite.

Le troisième jour, la direction décide de réunir les « enlacs » pour les informer de façon très sommaire et confuse sur la convention. De même le bulletin de l'entreprise paraît avec 9 jours de retard, mais il ne dit rien de concret.

Devant ce manque d'information et ce despotisme de la part de l'Entreprise et de son Comité, qui ne souffle mot non plus, l'action s'étend et le 28 les travailleurs sont 4.000 dans la cour à l'heure du casse-croûte, réclamant une information. Le 30, à la même heure, un travailleur lit le projet de convention proposé et signé par les travailleurs, adressé en temps voulu au C.E. On décide de refuser la convention et le C.E. vendu.

Le même jour, l'entreprise annonce qu'on peut manger son casse-croûte dans la cour, mais à condition de ne pas interrompre le trafic, ni de jeter des papiers.

Ces jours-là, deux nouveaux tracts sont distribués dans l'entreprise, appelant à l'action. Le 1er et le 2 juin,

on sort à nouveau dans la cour, et le 2 devant le bureau du personnel, on crie : NON à la Convention ! le C.E. dehors ! NOVO dehors ! (1).

Du coup, ce jour-là, l'entreprise annonce qu'il est interdit de sortir dans la cour pour le casse-croûte sous peine de sanctions. En réponse à cela, les travailleurs décident de ne pas prendre les cars de l'entreprise à la sortie du travail à 15 h 15, et se regroupent dans l'usine à la porte des moteurs, en criant comme le matin ; ils ne partent chez eux qu'une heure plus tard.

Le 3 juin, mêmes actions, et à 16 h 45, après la sortie, alors que tous les travailleurs sont réunis, la police entre dans l'usine. Un commandant s'adresse aux ouvriers en les prévenant qu'il va les faire évacuer. Les travailleurs demandent qui il est et ils exigent que le C.E. vienne le leur dire. Le commandant va chercher le C.E. mais revient sans lui, et donne 5 minutes de délai pour sortir. A la même heure que la veille, les ouvriers partent chez eux.

Le même jour, à l'équipe de l'après-midi, on convoque le bureau du personnel l'ouvrier qui le 30 avait le projet de convention des ouvriers. A 17 h, les travailleurs se mettent en grève jusqu'à ce que l'ouvrier convoqué revienne. A 18 h, il revient et le travail reprend. Le lendemain court le bruit que cet ouvrier est licencié, ainsi qu'un autre de la section GISA qui se trouve dans la même situation.

Le 4 juin, les mêmes actions ont lieu, la police entre dans l'usine et les travailleurs refusent de partir. La police fait usage de la force et réussit à déloger les travailleurs. Ce jour-là, 5 ou 6 travailleurs de chaque section reçoivent chez eux des lettres recommandées express, leur annonçant un jour de sanction pour être sorti dans la cour au casse-croûte (2).

Le 5, les ouvriers se retrouvent cependant dans la cour pour le casse-croûte, malgré les sanctions, et on donne les lettres de sanction aux « enlacs » les plus sûrs pour qu'ils les portent au Syndicat. NOVO l'apprend et propose aux « enlacs » de retirer toutes les sanctions et de réintégrer les licenciés, à condition que cessent toutes les actions.

CONCLUSIONS : L'action réalisée pendant 13 jours dans l'usine, est la plus longue qui ait eu lieu dans cette entreprise ces dernières années.

Grâce à cette lutte, la combativité des travailleurs a augmenté et une unité s'est créée, qui s'était rompue lors des dernières sanctions imposées à 500 travailleurs en février-mars de cette année.

La force des travailleurs a fait céder l'entreprise, réintégrant les licenciés et levant les sanctions, fait qui ne s'était jamais vu dans cette entreprise.

Rien n'a été perdu, puisque la Convention était signée avant le début du conflit, et on a gagné sur un terrain dont l'entreprise était maîtresse depuis longtemps.

Les travailleurs de BARREIROS ont franchi un pas important qui les prépare à de nouvelles luttes contre le capitalisme qui les écrase. La convention signée dans le dos et contre les travailleurs sera l'objet de luttes encore plus vigoureuses dans l'avenir.

L'UNION fait la force !

(2) La tactique de la lettre a été utilisée plusieurs fois par l'entreprise, tant pour diviser les ouvriers, que pour leur créer une pression dans le milieu familial.

(1) NOVO, chef du service social de l'entreprise et Président du C.E., est l'homme des licenciements et des sanctions. C'est lui aussi qui appelle la police pour imposer le « calme ». Il a mérité cette haute fonction à son poste antérieur comme Président de la Section Sociale du Syndicat des Métaux de Madrid, poste occupé maintenant par BANALES. Il a donc été le représentant des métallos de Madrid. Il a été et continue à être un exemple au service du capitalisme.

ISRAËL

La lutte de classes contre la guerre

Suite à des articles publiés dans des numéros d'ICO, nous donnons ci-après des extraits d'un article paru dans « Le Monde » du 29-12-70. Comme dans d'autres domaines, les conflits autour des nationalismes, du racisme, etc... dissimulent la réalité de la lutte de classe. En quelque sorte, cet article constitue le pendant de ce que nous avons pu écrire sur la Jordanie (n° 99 - novembre 1970)

Israël connaît depuis quelque temps une vague de grèves qui s'est étendue à tous les secteurs : professeurs de lycée, employés de l'aviation civile, de l'électricité, des postes, des ports, etc. La guerre n'a pas freiné les revendications sociales, mais il semble que depuis le cessez-le-feu instauré le 7 août 1970, ces revendications s'expriment avec beaucoup plus d'insistance. Ainsi, les professeurs de lycée n'avaient pas osé faire la grève pendant la guerre d'usure. Depuis, 7.000 d'entre eux auxquels se sont joints pendant quelques jours les 1.500

professeurs des écoles professionnelles et agricoles) ont suspendu leurs cours pendant six semaines et ne les ont repris qu'à la mi-décembre, après que la plupart de leurs revendications eurent été satisfaites.

De 86.000 en 1966, le nombre des grévistes était tombé à 25.000 pendant l'année de la guerre de 1967, pour remonter à 42.000 en 1968, avec 101 grèves, et 73.000 jours de travail perdus. La courbe remonte encore en 1969 avec 114 grèves, 44.500 grévistes et 102.000 jours de travail perdus. Pendant les neuf premiers mois de 1970 les

chiffres sont respectivement de 127 grèves, 73.000 grévistes et 172.000 jours de grève, soit une augmentation de 41 % par rapport à la même époque de l'année précédente.

Dans les trois quarts des cas, les revendications portaient sur les salaires. On notait aussi une tendance générale à ne pas accepter que le poids de la grève retombe en grande partie sur les salariés, tandis que les capitalistes, les grands entrepreneurs et les grands commerçants ne participaient pas à cet effort conformément à leurs possibilités. Il est intéressant de signaler que plus de la moitié des grèves cette année ont touché le secteur public et gouvernemental, un tiers le secteur privé et 10 % les entreprises de la Histadrout, la grande confédération syndicale.

Les milieux industriels ont cherché le moyen de limiter le droit de grève quitte à se réclamer des lois d'urgence pour y parvenir. Le président du Comité du travail des entreprises économiques privées, M. Moshé Lévi, a déclaré à plusieurs reprises qu'il fallait interdire les grèves qui ont submergé le pays parce qu'elles constituent « un grave sabotage de l'effort de guerre ».

Le Gahal — droite nationaliste — mène depuis des années une campagne en faveur de l'arbitrage obligatoire dans les services vitaux et de la médiation préalable dans les autres services pour prévenir les grèves. Dans les milieux gouvernementaux également, il existe des courants favorables à la limitation du droit de grève. Au mois de juillet dernier, le ministre du travail M. Joseph Almogui, a proposé au gouvernement, à la Histadrout et aux employeurs de respecter une « trêve » pendant laquelle il n'y aurait ni grève, ni augmentation de salaires, des prix et des impôts.

Le gouvernement a semble-t-il renoncé à proposer des lois limitant le droit de grève après avoir constaté que ce n'était pas un moyen efficace : un texte adopté l'année dernière par la Knesset et préconisant un préavis de deux semaines n'a pas donné les résultats espérés.

LA POSITION DE LA HISTADROUT

La grande confédération générale des travailleurs, la Histadrout, s'est opposée de son côté à la limitation légale du droit à la grève, mais elle ne s'est pas toujours rangée du côté des grévistes. Plus de la moitié des arrêts de travail, cette année, n'étaient ni approuvés, ni soutenus par elle. La Histadrout, qui célèbre en décembre son cinquantième anniversaire et compte plus d'un million de membres (plus d'un tiers de la population totale de l'Etat), est un syndicat unique dans son genre. Sa contribution à la création de l'Etat d'Israël est énorme, mais ce n'est pas uniquement le syndicat

des travailleurs, c'est aussi un employeur possédant d'importantes entreprises.

Les mouvements revendicatifs au sein de la centrale ont représenté 11 % du total des grèves en 1968, 6 % en 1969, 10 % en 1970.

Le pourcentage des revenus des salariés dans le revenu national ayant baissé de 10,7 % de 1967 à 1969. M. Ben Aharon a réclamé l'« égalité des sacrifices ».

Le « package deal », signé au début de 1970, entre le gouvernement, les employeurs et la Histadrout, pour préserver la stabilité des prix, des salaires et des impôts, n'a pas donné les résultats espérés. Au mois d'août, le gouvernement a augmenté les taxes et quelques impôts et a annulé les subsides accordés à certaines productions de base pour récupérer 440 millions de livres israéliennes destinées aux besoins de la guerre. La Histadrout a essayé de freiner la vague de hausse des prix, sans précédent, depuis cinq ans, mais sans succès apparent.

Maintenant, la lutte se concentre sur le montant de l'indemnité de vie chère qui sera accordée aux salariés à partir de janvier 1971. Il faut s'attendre aussi à des revendications concernant des nouveaux accords de travail dans les différents secteurs. Une hausse nominale des salaires de 10 à 11 % a bien eu lieu cette année, mais elle a été en partie annulée par l'augmentation des impôts et la montée des prix.

Le malaise social en Israël est certain et la guerre ne peut le dissimuler que pour une période limitée. En 1966, il y avait le fameux ralentissement économique qui a entraîné le chômage et même l'émigration. La guerre a provoqué un développement accéléré et un essor économique, dus surtout aux commandes de l'armée et du ministère de la défense à l'industrie locale. L'activité économique a été, en outre, soutenue par l'importation et l'investissement des capitaux de l'étranger.

Au gouvernement, certains se soucient déjà de l'avenir de l'économie israélienne quand la paix sera rétablie. Une équipe comprenant les meilleurs experts économiques du ministère des finances et de la Banque d'Israël siège actuellement pour examiner les mesures à prendre. Il faudra s'attendre, cependant, à l'intensification des revendications en vue de l'amélioration du niveau de vie des travailleurs et de l'augmentation de leur part dans le revenu national. M. Ben Aharon l'a déjà prévu avant son accession au poste de secrétaire général de la Histadrout, il y a un an, en déclarant que « les quatre années à venir doivent être marquées par une lutte sociale très intense dans la société israélienne ».

Les Groupes et la Lutte dans les entreprises

(voir ICO 97-98 - sept.Oct. 70- P. 28
ICO 100- déc. 70 - P. 29 - titre omis)

LA POSITION DES TROTSKYSTES

Malgré la guerre ouverte entre A.J.S. et le groupe Ligue Communiste L.O., il n'y a pas de différence fondamentale dans leur position à l'égard des syndicats : ces organisations sont seulement rivales dans la même perspective. L'A.J.S. est plus ancienne dans ce travail de noyautage, et essaie de regrouper ses militants syndicaux dans des groupes, les Comités d'Alliance Ouvrière (C.A.O.), distincts des noyaux politiques.

Au contraire, l'action de L.O. et de la Ligue Communiste (comme d'ailleurs celle du P.S.U.) vise comme le P.C. à créer des cellules politiques d'entreprise. Le sens de leur propagande est nettement défini par ces extraits de Renault Rouge du 7-12 dernier :

« Une condition essentielle de l'efficacité de la riposte ouvrière, c'est que les organisations syndicales assurent réellement la défense des intérêts des travailleurs et soient capables d'organiser les luttes. Cela suppose que les syndicats formulent des revendications et proposent des formes de lutte correspondant aux aspirations des travailleurs, et donc un FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUE DU SYNDICAT. Car c'est seulement si chacun peut exprimer ses positions que l'ensemble des syndiqués pourra choisir les revendications et les formes d'action les mieux adaptées et les plus efficaces, et se décider en connaissance de cause. »

Mais ceci ne suffit pas. Dans une organisation de travailleurs telle que le syndicat, pour que son fonctionnement soit réellement démocratique, chaque syndiqué doit pouvoir se regrouper avec d'autres ayant les mêmes opinions que lui, pour faire valoir celles-ci devant l'ensemble des syndiqués qui en seront seuls juges : Le droit pour les syndiqués de s'organiser en tendance sur la base d'idées communes est lié à des garanties du fonctionnement démocratique de l'organisation syndicale.

C'est ce qu'a expliqué Gilbert HERNOT, militant de la Ligue Communiste, au cours du meeting.

Aujourd'hui les révolutionnaires de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière se battent dans la C.G.T. : - pour empêcher que la fraction P.C.F. n'impose bureaucratiquement sa ligne à l'ensemble du syndicat et n'exclue tous ceux qui, comme Gilbert HERNOT lui-même, sont en désaccord avec cette ligne ; - pour permettre que les révolutionnaires qui militent dans les syndicats soient reconnus comme les représentants de courants du mouvement ouvrier et aient le droit de s'exprimer comme tels.

Alors que les méthodes bureaucratiques de la fraction P.C.F. affaiblissent la C.G.T. en rejetant des militants et en écœurant de nombreux travailleurs, seul un fonctionnement démocratique peut permettre le renforcement du syndicat, puisque les travailleurs sauront qu'ils peuvent exprimer et défendre librement et efficacement leurs opinions. »

Cette conception c'est celle qui est poursuivie inlassablement depuis des dizaines d'années par les trotskystes, et dans beaucoup d'endroits, ils se trouvent exclus des appareils syndicaux (pas seulement ceux de la C.G.T. d'ailleurs) qui sont solidement tenus en mains par les bureaucraties syndicales ; d'un autre côté, ils se retrouvent complètement isolés des travailleurs qui la plupart du temps ne comprennent ni le vocabulaire déversé en toute occasion, ni cette obstination à défendre la C.G.T., alors que les dirigeants de la C.G.T. les accusent de tous les crimes et les pourchassent de toutes les manières possibles et imaginables.

Le paradoxe de cette situation, c'est que ces groupes d'entreprise se trouvent, dans la mesure où ils veulent garder un contact avec le réel, contraints d'adopter dans les faits, des pratiques contraires aux principes qu'ils affirment par ailleurs. C'est ainsi que la division traditionnelle entre le politique et le syndical s'efface parce que les cellules d'entreprise de ces groupuscules ne peuvent pas être en même temps des organes de noyautage des syndicats en raison de l'obstruction des appareils. Les maoïstes ont su s'adapter à cette situation tout en n'abandonnant pas pour autant l'arrière pensée d'agir d'un point de vue tactique en vue de la construction future d'une organisation politique. Mais leurs actions présentes soulignent la disparition de la division entre la politique et le syndicat, et le fait que l'essentiel de la politique se déroule maintenant au niveau même de l'entreprise dans l'action des travailleurs sous toutes ses formes. C'est ce qui explique le succès des maoïstes et la stagnation de tous les groupes qui se réclament des divisions traditionnelles entre l'action politique et l'action syndicale.

LE REVERS DE LA MEDAILLE

Depuis juillet 68, la Régie a investi plus de 250 milliards d'A.F. Elle investit dans tous les pays du monde ; aujourd'hui elle a même des projets de construction d'usines en Inde et en Egypte.

Mais, pour payer ces investissements, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. La Régie doit emprunter, elle doit faire appel au capital privé, aux banques. Aujourd'hui le taux d'intérêt est très élevé : pour régler les intérêts, la direction doit faire des économies, c'est-à-dire diminuer les frais de main-d'œuvre.

En définitive, qui paie les investissements ? Les travailleurs. En 1960, les salaires représentaient 30 % du budget de la Régie ; en 1970, ils ne représentent plus que 25 %.

Les salaires

Depuis le début de l'année, le coût de la vie a augmenté d'au moins 7 %. D'ici la fin de l'année, le gouvernement nous promet de nouvelles hausses de prix : lait, P.T.T., transports, etc...

La direction, appliquant très fidèlement les accords Renault de mars 70 (« les meilleurs depuis 20 ans », comme disait Halbeher !...), nous a accordé 6 % d'augmentation de salaires, 6 % contre 7 % de hausse des prix : notre pouvoir d'achat a diminué.

La Direction rencontrera les organisations syndicales au début de 71. On peut être persuadé qu'il n'y aura pas d'amélioration de ses propositions. Il est vrai qu'après nous avoir si généreusement accordé des actions, la direction ne peut guère nous donner d'autres avantages !...

« LA CAUSE REVOLUTIONNAIRE demande quand même plus de sérieux »

C'est la conclusion d'un article du Combat Syndicaliste, organe de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) du 7 février 1971 — n° 637 - 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris — qu'un camarade nous a envoyé avec ce commentaire : « Il est vraiment dommage que votre journal s'enferme dans des querelles complètement connes ; j'espère voir la réponse publiée dans le prochain I.C.O. »

Reproduisons d'abord l'article du Combat Syndicaliste

Un camarade nous fait part de sa surprise, en lisant dans I.C.O. un article relatant des actions menées dans l'assurance et où il remarquait, à propos du G.A.M.F. une relation des faits qui lui semblait erronée.

Après avoir lu à notre tout cet article, c'est avec étonnement que nous y avons appris :

« On s'est ainsi retrouvé avec des camarades du G.A.M.F. qui, influencés par le marxisme-léninisme, se sont trouvés en juin dernier à la tête de la section C.G.T. de la boîte, dans une grève générale qui aboutit rapidement à des concessions substantielles avec la direction ; mais trois mois plus tard ils se retrouvaient pratiquement exclus de la C.G.T. et, plus ou moins déçus par le marxisme-léninisme, amorçaient un regroupement sous l'étiquette C.N.T., lui-même éphémère... »

Rien n'est plus faux, et afin de rétablir la vérité, il nous paraît juste de préciser ici :

- que la grève a eu lieu en mai 1970 et non en juin ;
- que nous n'avons pas conduit cette grève ; mais que nous avons su développer des idées qui étaient justes et qui ont été reprises par une grande partie du personnel (1).
- que nous n'avons été à la tête de la section C.G.T. de la boîte, celle-ci étant toujours aux mains du P.«C.»F.
- qu'en ce qui concerne notre groupe, si quelques camarades sont « influencés par le marxisme-léninisme, ils sont loin de représenter la majorité. De plus ils ne semblent pas avoir changé de position ; ce qui nous empêche pas d'entretenir d'excellents rapports avec eux ; n'en déplaise aux amateurs de querelles de chapelles (dont semblent friands certains camarades d'ICO que nous connaissons).

- qu'enfin pour nous la « solution » C.N.T. ne nous paraît pas éphémère, mais le syndicalisme-révolution-

naire nous semble plus que jamais capable de remédier à la carence des syndicats et partis réformistes.

La hausse du coût de la vie touche d'abord les bas salaires. C'est pourquoi nous luttons pour le relèvement des bas salaires et pour une augmentation uniforme de 200 F. Cette revendication d'augmentation égale pour tous est de plus en plus populaire. On a même vu des cadres syndiqués C.G.T. se prononcer en sa faveur.

Notre but n'est pas d'engager la polémique avec I.C.O. (nous avons mieux à faire) mais nous déplorons, surtout après avoir rencontré des camarades participant à I.C.O. et leur avoir expliqué ce que nous faisons dans notre boîte, que ce journal dont le titre est « Informations et Correspondances Ouvrières », puisse à ce point déformer la vérité.

La cause révolutionnaire demande quand même plus de sérieux.

Quelques précisions sur les faits :

— SUR LA DATE DE LA GREVE : (groupe d'Assurances Mutuelles de France du 22-5-70 au 3-6-70 d'après le récit chronologique écrit par un camarade de cette boîte). Reconnaissons que cela valait la peine d'un rectificatif pour dire que la grève s'était déroulée en mai et non en juin.

— QUI A CONDUIT CETTE GREVE ? On ne comprend pas pourquoi l'article en question fait rectifier que les intéressés n'ont pas conduit cette grève, alors que le texte d'I.C.O. n'en parle pas, et dit simplement : « ...des camarades... se sont trouvés à la tête de la section C.G.T. de la boîte dans une grève à... ».

— Il est indéniable qu'au cours de cette lutte, les syndicats se sont trouvés débordés, et qu'au sein de la C.G.T., les membres du P.C.F. sont passés au second plan et qu'au contraire, les autres cégétistes, dont un marxiste-léniniste ont dit effectivement ce qu'attendaient les employés et ce qu'ils voulaient faire.

— La section C.N.T. constituée au G.A.M.F. comprend, ainsi que l'écho du Combat Syndicaliste le confirme, des camarades marxistes-léninistes ; on n'y voit aucun inconvénient mais — et ce n'est pas une querelle de chapelle — on ne peut que relever la contradiction (qui à notre avis n'est qu'apparente) entre l'anarcho-syndicalisme de la C.N.T. et le léninisme affirmé d'un maoïste.

La contradiction n'est qu'apparente à notre avis, et nullement fondamentale ; c'est d'ailleurs ce que la mise au point souligne en rappelant en quelques lignes que :

« la solution C.N.T. ne nous paraît pas éphémère, mais le syndicalisme révolutionnaire nous semble plus que jamais capable de remédier à la carence des syndicats et partis réformistes ».

Contrairement à ce que peut penser le correspondant dont nous citons les quelques lignes ci-dessus, nous sommes partisans d'engager une polémique, et nous

(1) Sic - Voir note plus loin sur l'utilisation de ce terme.

ne pensons pas qu'il s'agisse d'une querelle complètement conne. Nous estimons précisément que c'est ce que nous avons de mieux à faire. Les accrochages sur des points de détail peuvent apparaître effectivement très cons, et si on s'attache à ce détail, mais ils sont le plus souvent révélateurs de divergences infiniment plus profondes et souvent fondamentales.

Avant de nous expliquer sur ce point, nous pensons seulement relever ce qui, à notre avis, manque dans l'article du Combat Syndicaliste. D'une part, il n'est fait nullement référence au n° d'I.C.O. qui contient l'article incriminé, et il n'est pas donné l'adresse d'I.C.O. D'autre part, l'omission de deux paragraphes qui précédaient le paragraphe critiqué qui donnaient pourtant tout le sens de ce qui y était dit. Reproduisons ici ces deux paragraphes :

L'intérêt majeur de la diffusion du tract imprimé fut de révéler l'existence, dans d'autres boîtes, de noyaux identiques à ceux regroupés dans le comité de liaison A.G.F., noyaux informels ou formels, aussi fluctuants que celui-ci et soumis aux mêmes débats d'influence entre groupes ou syndicats, aux mêmes contradictions, aux mêmes confrontations.

Ceci est la confirmation qu'il n'y a jamais de situation particulière dans la lutte de classe, mais que ce qui se passe dans une boîte se retrouve au même moment, avec des formes diverses, dans les autres boîtes. Cependant, la diversité des situations particulières dues aux différences dans la dimension des boîtes et dans les techniques utilisées, fait que ces noyaux peuvent exprimer la lutte à des niveaux différents. D'autre part, les orientations politiques peuvent être dues autant à ces niveaux distincts, qu'au hasard des circonstances, à la présence de tel ou tel militant d'une organisation. Les étiquettes et les positions exprimées peuvent alors recouvrir des situations semblables.

Que soulignaient donc ces passages qui étaient une tentative d'analyse de la réalité sociale dans le milieu des employés d'assurances, relativement à l'action de groupes minoritaires. Que la lutte de classe, dans la mesure où les syndicats l'empêchaient de prendre sa dimension, voyait se développer des noyaux formels ou informels, le plus souvent éphémères. Qu'au hasard de l'engagement politique de tels ou tels, ces noyaux paraissent influencés par Lutte Ouvrière, par la Ligue Communiste, par le P.S.U., par le M.L., par la C.N.T., ou par tout autre groupe. Mais que cela recouvrait en réalité des situations semblables. Les différences réelles étaient dues non à des divergences politiques, mais à la dimension des boîtes et aux techniques mises en œuvre (automation par exemple), c'est-à-dire que les militants des organisations susvisées ne faisaient qu'exprimer, derrière le vocabulaire propre de leur groupe, non des idées politiques, mais le contenu d'une lutte déterminée par une situation objective. Au contraire, dans la mesure où ces groupes essayaient de se transformer en organes de lutte permanents, ils retombaient rapidement à des dimensions très restreintes et n'exprimaient plus alors que la propagande propre de leurs organisations.

C'est précisément cette situation contradictoire que nous relevons dans l'article du Combat Syndicaliste :

d'un côté, il est dit qu'au cours d'une grève, les camarades en question « ont su développer des idées qui étaient justes et qui ont été reprises par une grande partie du personnel », et d'autre part, que le « syndicalisme révolutionnaire semble plus que jamais capable de remédier à la carence des syndicats et partis réformistes ». Si ces camarades ont énoncé des idées reprises par une grande partie des employés (1), ce n'est pas parce que les idées étaient « justes » d'une manière abstraite, mais parce qu'elles étaient aussi les idées de l'ensemble des employés à ce moment ; dans la lutte de classe, une idée n'est pas juste en fonction d'une théorie quelconque (anarcho-syndicalisme, marxisme-léninisme ou autre) mais parce qu'elle correspond à la même perception, à la même analyse de la réalité, celle des militants intéressés et celle de l'ensemble des travailleurs. Et ce n'est pas parce qu'au cours d'une grève, on a pu dire ce qui correspondait exactement à la volonté des travailleurs en lutte, que l'on peut être autorisé à dire que tout le système, auquel on adhère par ailleurs (en l'occurrence le syndicalisme révolutionnaire) correspond à la volonté profonde de ces mêmes travailleurs.

A travers cette querelle, c'est tout le problème de l'autonomie des luttes qui se trouve posé. La mise au point du Combat Syndicaliste visait précisément non à rectifier des points de détail, mais finalement à affirmer leur foi dans le syndicalisme révolutionnaire. C'est sur ce point que nous pensons qu'il n'y a pas de divergences fondamentales et que, comme ils l'indiquent eux-mêmes, leurs positions syndicales ne les empêchent pas d'entretenir d'excellents rapports avec des marxistes-léninistes (comme d'autres anarcho-syndicalistes peuvent entretenir avec d'autres léninistes des rapports très confraternels).

Si nous insistons sur ces points, c'est pour marquer que pour nous la « cause révolutionnaire » évoquée n'est pas identique à ce que peuvent ainsi avoir en commun le syndicalisme révolutionnaire ou le marxisme-léninisme. Pour bien situer ce problème, nous n'évoquerons que brièvement les affrontements passés entre les léninistes et les conseils de la révolution russe, entre l'anarchisme officiel de la F.A.I. et de la C.N.T. et les collectivités espagnoles jusqu'en mai 37 et celles moins connues entre les maoïstes et les ouvriers à travers toutes les vicissitudes de la révolution culturelle, c'est-à-dire des affrontements entre des appareils divers et le mouvement autonome des producteurs dans la création d'un monde nouveau. Nous espérons, contrairement au Combat Syndicaliste, que notre but est d'engager la polémique et nous nous réjouissons que des camarades aient cru bon précisément de partir d'un rectificatif de détail pour nous donner l'occasion d'engager un tel débat.

(1) Nous n'employons jamais, comme le fait l'article du Combat Syndicaliste, le terme « personnel » pour parler des travailleurs d'une boîte. C'est un langage qu'emploient les dirigeants patronaux, les cadres et les tracts syndicaux, et qui exprime bien un certain rapport de domination.

CATERPILLAR-FRANCE

(Matériel de Travaux Publics, Grenoble et banlieue)

Dans le n° 100 d'I.C.O., décembre 1970, nous avons donné le texte d'un tract à l'occasion d'une grève dans cette entreprise, extrait d'un bulletin local (Informations Ouvrières Grenobloises).

Un camarade de Grenoble, dans une lettre, déclare que dans ces luttes « les maoïstes ont joué un grand rôle. A Cater, à part les syndicats, il y a les maos et les M.L. de ligne rouge... et ce sont les maos et les M.L. qui ont provoqué ces luttes » (souligné par nous et sans commentaire).

Une brochure vient d'être publiée sous le titre « *Un an de travail politique pour le développement des luttes des travailleurs de Caterpillar* », au nom du groupe Caterpillar P.S.U. (prix 2 F) — peut-être obtenu aux Cahiers de Mai.

Nous reviendrons sur ce texte. Dans une lettre au camarade d'Informations Ouvrières Grenobloises, nous avons posé la question importante des rapports entre le groupe et les luttes dans l'entreprise considérée. Il nous semblait en effet, qu'à travers la création d'un syndicat ouvrier révolutionnaire (dont seul un article du Nouvel Observateur avait fait état) c'est toute une conception du rôle des militants et des groupes « révolutionnaires » dans la lutte, qui se trouvait affirmée ; les quelques lignes du camarade cité ci-dessus, et le titre de la brochure confirment bien cette même position.

Si la diffusion de tels textes invite effectivement à l'établissement de liaisons, il nous paraît beaucoup plus important que de ces liaisons sortent des discussions, sans aucune arrière pensée sur le thème des rapports entre la lutte de classe et les organisations, c'est-à-dire sur le rôle de l'organisation et du groupe.

A notre avis, la croyance dans le parti ou dans toute autre forme d'organisation similaire (syndicats par exemple) constitue aujourd'hui le frein le plus puissant à la capacité d'action de la classe ouvrière. Celle-ci ne pourra s'affirmer et vaincre qu'à condition de prendre elle-même en mains son destin. Le rôle des groupes doit être avant tout un rôle de clarification dans des cellules de travail, des cercles d'études et de discussions, qui se forment d'eux-mêmes et qui cherchent leur voie. Toute avant-garde, quel que soit son titre, qui cheche conformément à un programme, à diriger et à régenter les masses au moyen d'une « organisation révolutionnaire » se révèle un facteur réactionnaire. L'échec de toutes les organisations, partis, et syndicats et de toutes les tentatives conscientes d'en recréer d'autres « plus révolutionnaires » a une cause générale : la contradiction fondamentale existant entre l'émancipation des travailleurs et la réduction à néant de leur activité de masse par un nouveau pouvoir ouvrier.

ACTION DIRECTE DES P.T.T. (24-11-70)

Nous avons reçu de camarades de Nice une demande d'insertion du texte suivant, et le premier bulletin de novembre publié sous ce titre, dont nous donnons à la suite quelques extraits :

Nous sommes un groupe de travailleurs des P.T.T. de Nice qui venons de sortir un journal ronéoté : « Action directe P.T.T. », d'information, de diffusion et d'expression libre.

Ce journal a pour but de favoriser l'union des travailleurs à la base et dans l'action, et agir dans le sens d'une plus grande autonomie des luttes, de l'autogestion de ces luttes par les travailleurs eux-mêmes, au moyen d'assemblées générales où les revendications et les modalités d'action seront définies par la base. « Action directe P.T.T. » est le journal des travailleurs en lutte.

Nous demandons à tous les camarades des P.T.T., lecteurs d'I.C.O., de prendre contact avec nous : Action directe P.T.T., Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie, Marseille 1er.

Le rôle de « Action directe P.T.T. » qui est d'information, de diffusion, d'expression libre, s'élargira par des contacts permanents, à tous les niveaux et dans tous les secteurs ouvriers et intellectuels (voir article sur la

rentrée scolaire), par l'organisation de réunions où l'on pourra discuter librement et en toute franchise, et par des prises de position directes lors des conflits (nous agirons dans le sens d'une plus grande autonomie des luttes, de l'autogestion des luttes par les travailleurs, au moyen d'Assemblées générales du personnel où les revendications et les moyens d'action seront définis par la base).

« Action directe P.T.T. » est le journal de tous les travailleurs en lutte !

Ce bulletin, fait par des travailleurs qui ont compris que la seule façon de sortir les travailleurs du merdier dans lequel ils se trouvent est de s'unir à la base, de confronter les points de vue et d'agir d'une façon directe, c'est-à-dire sans compromissions d'aucune sorte, tire ses ressources, non pas du gouvernement, comme les syndicats, mais des travailleurs qui se sont réunis autour de ce lien que forme « Action directe P.T.T. ».

Il y avait une autre façon de diffuser, c'était par le moyen d'un journal imprimé, donc vendu par conséquent. Nous rejetons cette manière de faire, car nous ne sommes pas des commerçants. Pour nous, l'expression c'est quelque chose qui ne se vend pas. Nous ne sommes pas des politiciens, nous ne vendons rien ; nous sommes des travailleurs...

UN CAMARADE BELGE DE LIEGE demande s'il est possible d'établir des liaisons avec les boîtes françaises suivantes :

A. — BOITES RECEVANT DES ENGRAIS LIQUIDES ET DE L'ACIDE PHOSPHORIQUE FABRIQUES A PRAYON :

Usine SECO, à Ribecourt, près de Compiègne
une boîte à Saint-Avoid (Lorraine)
une boîte à Bruly.

Prayon reçoit de l'acide sulfurique de Dusseldorf.

B. — BOITES FRANÇAISES FAISANT PARTIE DU GROUPE COCKERILL :

1. ACIERS ET LAMINOIRS DE REHON (Meurthe et Moselle) — Aciérie et Laminoirs de Beator S.A., à Beator (Aisne) — Prolifroid S.A., à Paris. Usine à Bailleul-sur-Thérain (Oise) — Tubes de la Providence S.A. Usines à Lexy (M. et Moselle) et Fresnoy-le-Grand (Aisne).

2. ACIERS ET LAMINOIRS DE HAUTMONT (Nord)
Accord de fabrication avec Vallourec — Société de Forgeage de Rive-de-Gier (Loire) — Société Ardennaise de Forge à Charleville — Etablissements Dellis, Riquaire et Cie, à Ferrière-la-Grande (Nord).

3. PRINCIPALES FILIALES DU GROUPE COCKERILL : Galvameuse, à Contrisson (?) — Société Ardennaise de Refendage « Socaref », à Givet — Société des Mines de Fer de Rochonvillers, à Algrange (Moselle) — Mines d'Amermont-Dommary, à Boulogny (Meuse).

4. SOCIETES COMMERCIALES : Jacques Marchand et Cie, Ivry-sur-Seine — Interacier à Paris — Etablissements Alfred Chaillous, à Nantes — Lille-Aciers, à Lille — Produits d'Usines Métallurgiques P.U.M. Station Service Acier, à Reims.

Règlementation de la distribution des tracts

Certains journaux ont parlé de cet arrêté préfectoral pris dans le Bas-Rhin ; en voici le texte complet suivi d'un commentaire fait par le président de la Ligue des Droits de l'Homme de Starsbourg.

Nous pensons que ces deux textes sont suffisamment convaincants pour se passer de commentaires.

PAR ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 8-1-1971 :

1) Dans le périmètre de la Communauté Urbaine de Strasbourg, ainsi que dans les autres communes de plus de 2.000 habitants, il est interdit de distribuer, à titre gratuit ou payant, des journaux, des brochures, affiches, tracts, prospectus, dessins, photographies, ainsi que tous objets quelconques servant de support publicitaire aux abords des édifices du culte, des établissements d'enseignement, des bâtiments administratifs, des terrains de sport et piscines, des expositions, des salles de spectacle, des fêtes et réunions publiques, des grandes usines.

La même interdiction s'applique à l'intérieur et aux abords des gares et marchés.

2) Dans l'ensemble du département, il est interdit aux colporteurs ou distributeurs des articles visés à l'alinéa précédent :

- a) de se réunir en groupes sur les voies, places et promenades publiques ou ouvertes à la circulation du public ;
- b) d'y stationner ou d'y procéder à leurs opérations dans des conditions gênant le passage ;
- c) d'y provoquer, même non intentionnellement, des rassemblements quelconques ;
- d) d'y déposer ou jeter des écrits sur le sol ;

e) de distribuer les objets ou écrits énoncés au premier alinéa à partir d'un véhicule quelconque en stationnement.

Dans son organe d'information, la C.I.R., sous la plume d'un de ses membres éminents, le sieur Baudif, président de la Ligue des droits de l'homme de Strasbourg, semble satisfaite cependant de cet arrêté. Le rédacteur conclut en effet : « Certes, il est de plus en plus difficile dans les temps actuels de faire régner l'ordre dans les cités. Les nombreuses manifestations de paysans, de commerçants, d'étudiants, gauchistes ou non, entraînent inévitablement des mesures préventives. Mais je ne voudrais pas, pour ma part, que les différents syndicats soient mis dans l'impossibilité de faire parvenir le moindre tract à leurs adhérents. Il faut donc que le libellé des deux nouveaux articles soit étudié avec attention par toutes les organisations et qu'elles prennent leurs précautions (sic !) pour ne pas être mises inutilement en défaut. Maintenant, si les rues et places d'une ville comme Strasbourg doivent être rendues plus propres par l'absence de tous ces tracts et prospectus non lus, jetés et piétinés, j'y trouverai une indiscutable satisfaction esthétique (on en croit pas ses yeux !). Le tout est que ce plaisir des yeux ne soit pas gâté par un déplaisir concernant nos libertés. Mais encore une fois (il insiste la crapule !), il convient de rappeler que par rapport à ce qui existait, cet arrêté constitue une amélioration indiscutable. »

Nouvelles brèves sur diverses luttes

GAUCHISME - SYNDICATS ou MANPOWER ?

Sous ce titre, le bulletin du syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne (affilié à la C.G.T.), n° 90, octobre 70, définit ce qu'est aujourd'hui ce syndicat : un bureau de placement, pour la possession duquel s'affrontent des clans politiques.

A travers ce cas particulier, on peut comprendre le rôle que prend le syndicat dans le monde capitaliste ; tous les efforts - désintéressés ou pas - pour lui donner un autre contenu, n'aboutissent qu'à renforcer l'ambiguïté fondamentale qui lui permet précisément d'assumer sa fonction capitaliste avec plus d'efficacité.

...d'une part, la progressive mise en place d'une fédération d'industrie centralisée à outrance et colonisée par les membres « d'un parti » et, d'autre part une chasse aux sorcières « gauchistes » ne font qu'éloigner du syndicalisme les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière.

Cette classe ouvrière qui, dans son ensemble — il ne faut pas l'oublier — n'est syndiquée, dans le secteur privé, qu'à 20 p. 100... Et, si dans notre fédération le pourcentage est de beaucoup supérieur à cette moyenne nationale, il faut se rappeler que c'est grâce au contrôle de l'embauche dans la presse que nous avons tant de « preneurs de cartes » !...

GAUCHISME

...Il est donc inadmissible qu'une seule tendance veuille monopoliser la direction de la fédération, des différents syndicats, ainsi que le recrutement dans certaines sections.

Il est inconcevable que ceux qui forment des « cellules communistes d'entreprise » au sein des imprimeries interdisent à d'autres tendances de s'exprimer, de se réunir sur des plates-formes, de se structurer enfin... et tout cela au nom de la « démocratie » la plus stricte !

C'est pourquoi, au sein de notre section, toutes les tendances peuvent s'exprimer, les travailleurs et les faits se chargent de donner raison aux uns et aux autres.

Mais il faut aussi préciser que nous ne sommes pas prêts à privilégier telle ou telle tendance, ni à permettre à telle tendance de noyauter notre organisation syndicale.

...Il serait d'ailleurs temps que nous participions au débat qui s'élabore dans les groupes et partis révolutionnaires sur la place du syndicat dans la société actuelle et future, sur ses structures, sa pratique et sa finalité, sur l'autogestion et le contrôle ouvrier, sur les rapports parti-syndicat, sur la bureaucratie... car nous sommes partie prenante dans le processus révolutionnaire et la nécessaire transformation des structures de la société.

SYNDICAT

Le syndicat n'est pas la seule forme d'organisation que s'est donnée le prolétariat. Le syndicat a corres-

pondu à une période de luttes sociales et au développement de l'industrialisation et du capitalisme...

Il a amené d'autres rapports sociaux plus « humains » entre exploités et exploités. Mais il est resté relativement figé face aux transformations technologiques de la société et au niveau de conscience de plus en plus élevé de la classe ouvrière, qui se saisit de sa force et de ses capacités d'autonomie.

...Il faut se battre pour changer les rapports dirigeants-dirigés ; il faut avoir prise sur notre travail, son contenu ; il faut prendre en main la gestion de nos entreprises afin d'aboutir à la disparition du salariat (ex-article premier des statuts de notre C.G.T.).

Le travail n'est aliénant que lorsqu'on n'a pas de prise sur l'objet fabriqué, que l'on est des robots, des machines. Notre objet fabriqué c'est la chose imprimée, qui peut véhiculer la bonne et la mauvaise parole, le mensonge comme la vérité (l'approche de la « vérité » plutôt), mais qui aux mains des classes possédantes participe directement à l'asservissement, à l'aliénation, au bourrage de crânes des classes exploitées par la fausse information, l'information déformée ou dirigée, l'interprétation tendancieuse ou la non-information, et ce sous le couvert d'une prétendue objectivité, d'une liberté de la presse et de l'information...

« MANPOWER »

En ce qui nous concerne plus particulièrement, nous ne sommes pas uniquement un syndicat-organisme de défense des travailleurs, mais aussi un bureau de placement.

Nous sommes en quelque sorte un bureau intérimaire, un « Manpower » au petit pied, puisque, indépendamment des places fixes, nous devons fournir des correcteurs au jour le jour à des journaux dont la pagination fluctue quotidiennement ; et ce, sans avoir les moyens de « Manpower » : nous n'avons pas de standardiste, pas de dactylo, pas de permanent... et pas d'ordinateur. La plupart du temps, les « rouleurs » et « suiveurs » travaillent en dehors de la permanence, sans nous le faire savoir et nous faisons de la corde raide pour pourvoir les équipes.

Ce placement nous oblige à consacrer une grande partie de notre temps et de notre énergie à un travail de téléphoniste, de grappe-papier au détriment des tâches purement syndicales...

LA GESTION OUVRIERE A LA C.F.D.T.

LES PERSPECTIVES DE LA C.F.D.T. : extrait de « Notre Lutte chez Renault », bulletin du syndicat C.F.D.T. Renault, n° 305 du 6-11-70 :

« LA PERSPECTIVE DE LA C.F.D.T. : La C.F.D.T. conteste le type de civilisation actuelle, (le régime capitaliste) néglige des droits fondamentaux des travailleurs.

La C.F.D.T. lutte pour aboutir à une Société Socialiste Démocratique.

Seule cette société assurera à chaque travailleur la possibilité de construire librement sa personnalité à travers les rapports sociaux, les structures économiques, ainsi que le type de production et de consommation. Cette société repose notamment sur l'autogestion.

L'ENTREPRISE AUTOGEREE : C'est la gestion des Entreprises par les travailleurs.

Ainsi donc par exemple ; le C.E. décidera des moyens à mettre en œuvre pour obtenir la production au mieux des intérêts des travailleurs tels que l'embauche, la réduction des horaires et de la vie de travail, l'amélioration des conditions de travail et des cadences, la répartition des investissements.

L'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité, de justice, de liberté chez les travailleurs, elle est de nature à créer un type nouveau de rapport ...sociaux basés sur l'égalité et la solidarité effectives.

C'est sur ces bases que les travailleurs de l'Entreprise doivent devenir maîtres du produit de leur travail. Le C.E. dans l'autogestion c'est donc le moyen pour les travailleurs :

- de leur donner ainsi qu'à leurs élus la responsabilité des décisions essentielles de la politique générale de l'entreprise ;

- d'avoir le pouvoir de nommer et de contrôler les dirigeants de l'entreprise.

Ce renversement des fondements de l'autorité et du système de décisions permet aux travailleurs :

- d'être mieux concernés par l'activité de l'ensemble de l'entreprise ;

- de retrouver et d'acquiescer par la libre et responsable

insertion dans l'entreprise, la maîtrise sur la nature et la destination de leur travail ;

- d'assumer ainsi leurs responsabilités dans la réalisation d'un cadre de vie répondant à leurs aspirations, à leurs besoins et leurs activités, tant individuelles que collectives ».

Pour permettre de mieux comprendre ces proclamations ambiguës qui mélangent habilement gestion par les syndicats et gestion par les ouvriers, citons seulement ces deux autres phrases extraites du même bulletin :

« ...Malgré les lacunes et les insuffisances de la législation, les comités d'entreprise, 25 ans après, représentent un outil vivant de la promotion sociale et culturelle pour les travailleurs »... (souligné dans le texte) « ...un comité d'entreprise a pouvoir économique, pour la C.F.D.T. c'est permettre aux travailleurs de devenir des hommes plus libres, et plus responsables dans la vie économique et sociale, c'est cela aussi le socialisme démocratique »...

Faut-il faire d'autres commentaires ?

UNE CONQUETE OUVRIERE DU C.E.

En 1954, la création des Comités d'Entreprise a permis à la classe ouvrière de faire faire un bon en avant à de nombreuses activités sociales et culturelles de l'entreprise, avec certes, des moyens accrus mais surtout dans une perspective nouvelle et avec une gestion des travailleurs.

LES ATTRIBUTIONS DU C.E.

Elles s'exercent dans deux domaines, l'économique, le social.

Economique : Le rôle du C.E. est celui d'un organisme de consultation. Il doit être obligatoirement consulté par la Direction sur un certain nombre de points concernant le Personnel, l'emploi, les conditions de travail, la formation professionnelle. Il est informé des questions concernant l'organisation, la gestion et la marche de la Régie.

Le C.E. reçoit l'information que veut bien lui donner la Direction, si le C.E. peut donner son avis, il ne dispose d'aucun pouvoir.

Social : Le rôle du C.E. est plus important puisque la loi lui donne des pouvoirs de gestion des services sociaux.

Encore un accident mortel à la S.A.E. !

Mardi, un accident grave (un de plus !) est arrivé au chantier de la Porte de Choisy : un camarade algérien est mort, écrasé par une grue, alors que le grutier était gravement atteint. Il est peut-être mort : les travailleurs n'ont pas le droit de le savoir.

POURQUOI CET ACCIDENT ?

Parce que le patron, la S.A.S., pour faire le plus de profits possibles, ne tient absolument pas compte des conditions de sécurité : par exemple, si la grue s'est cassée et a provoqué l'accident, c'est parce qu'on lui avait mis une benne trois fois trop grande pour ce type de grue. En plus, elle n'avait pas le dispositif de sécurité obligatoire qui arrête la grue dès qu'il y a danger.

Théoriquement, il doit y avoir une enquête « officielle » sur les causes et conséquences de l'accident, mais les travailleurs ne sauront jamais le résultat ; le patron préfère étouffer l'affaire.

NOUS DEVONS EXIGER DE CONNAITRE TOUTE LA VERITE SUR LES ACCIDENTS QUI ARRIVENT DANS LES CHANTIERS, ET EN PARTICULIER QUE DES SANCTIONS SOIENT PRISES CONTRE LA S.A.E. !

Parce que la S.A.E. se moque particulièrement des conditions de sécurité des travailleurs, parce que toutes les semaines des accidents ont lieu dans ces chantiers parce que les conditions de sécurité ne sont pas respectées : encore ces jours-ci des morts à Villesis en Paris, à Sartrouville, un camarade portugais tué il

y a un certain temps à Aulnay-sous-Bois, un camarade italien enfoncé par un vide-ordures parce qu'il était obligé de travailler dans l'obscurité, etc...

Mauvais matériel, rarement des rampes de sécurité, heures de travail dans l'obscurité, journées de travail trop longues, la fatigue facilitant les accidents : *La S.A.E. se fiche complètement des conditions de sécurité des travailleurs !*

EXIGEONS QUE LES CONDITIONS DE SECURITE SOIENT RESPECTEES PAR LE PATRON ! EXIGEONS LA CREATION D'UNE EQUIPE PERMANENTE DE SECURITE, NE FAISANT QUE CELA SUR LES CHANTIERS (cela a été obtenu, après lutte des travailleurs, dans d'autres chantiers).

Nous devons également exiger que soient faits des cours de sécurité pour les travailleurs, *pour prévenir les accidents* (et non de « secoursime » pour aider les blessés, quand il est donc trop tard). Que l'entreprise nous fasse étudier les cours de sécurité A.P.A.S.

GREVE à l'Ecole Normale Supérieure contre la répression

Depuis 4 jours, les élèves de l'Ens-Ulm sont en grève. Cours, séminaires, usage des bibliothèques, etc... sont systématiquement interrompus.

Cette action est une riposte à des mesures arbitraires prises par Guichard et Chaban pour instaurer à l'école, avec l'appui de sa direction, un contrôle plus efficace sur l'activité des élèves, par l'intermédiaire de textes d'une redoutable ambiguïté.

Ces textes concernent :

1) le « programme d'études », par quoi on peut considérer qu'un échec *quelconque* à des épreuves universitaires constitue une faute passible de sanctions graves allant jusqu'à l'exclusion ;

2) « l'atteinte au bon renom », passible des mêmes sanctions, qui veut tout dire et ne rien dire, donc très probablement ce que veut le pouvoir.

En outre, ces décrets accroissent l'arbitraire directorial,

- en faisant de celui-ci l'unique juge et responsable en matière de « programme d'études » ;

- en lui permettant de déférer devant le conseil de discipline ceux dont il estimera que la conduite nuit au « bon renom de l'Ecole ».

DES COPAINS DE BOITE DISCUTENT

Ce qui suit est extrait du compte rendu d'une des réunions régulières de copains de diverses boîtes de la région parisienne au cours desquelles ils tentent d'aborder leurs problèmes présents et d'exprimer leurs préoccupations.

(Un camarade) est d'ailleurs amené très vite à parler de sa situation de boîte : en gros, en tant que délégué syndical, il a été l'objet d'une provocation, sous forme de 2 baffes données en plein atelier, par le chouchou de son supérieur direct. Notre copain n'a pas répondu. Réaction des gars ? Certains proposaient un débrayage auquel notre pote s'est opposé, vu que c'était « un truc personnel... ». Le copain conclut : « Compte tenu de ces réactions et aussi de celle

Camarades,

Que vous soyez français, italien, portugais, arabe, espagnol, etc..., les patrons ne se préoccupent pas : ils tuent le stravaillleurs pour faire plus de profits. C'est pour cela que nous devons être *tous unis* contre ces assassinats.

Déjà tous les chantiers de la Porte de Choisy ont fait spontanément une journée d'arrêt de travail pour protester contre le dernier accident : il y a longtemps que ce n'était pas arrivé à la S.A.E. ! Mais il faut continuer, pour imposer surtout nos revendications sur la sécurité : pour cela il faut discuter entre nous de ce tract et des conditions de travail et voir si nous pouvons nous réunir pour décider de comment continuer la lutte.

Camarade, fais circuler ce tract !

(1-71 - Tract signé : des travailleurs de la S.A.E.)

Le sens de ces mesures est clair.

Elles font partie de la série des attaques délibérées du pouvoir contre les militants politiques particulièrement nombreux à l'Université et dans l'enseignement secondaire. Elles sont en effet conçues de telle sorte que leur application permettra de frapper, au moment où les autorités le jugeront opportun, les seuls militants politiques, plus facilement encore qu'en 69 à l'ENS-Ulm (vidage de 3 boycotteurs de l'Aggreg), ou récemment dans « l'affaire Victorri » (militant impliqué dans le procès Hénin-Liétard).

Elles frappent aussi dans les lycées, où les libertés politiques, conquises en mai, sont arrachées une à une et les militants exclus en bloc, à l'Université, où le pouvoir utilise alternativement la participation réformatrice et les appariteurs musclés pour mettre au pas le mouvement étudiant ; plus près de nous encore à l'X où la direction militaire étouffe toute activité politique (cf. affaire Postel-Vinay) ; dans toutes les grandes écoles, chasses gardées du pouvoir : E.N.A., H.E.C., etc... *Partout, c'est la même répression.*

C'est contre elle que luttent les élèves de l'ENS.

**A BAS L'ORDRE DISCIPLINAIRE
TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION POLITIQUE.**

(1-71 - tract diffusé par les élèves de l'Ecole Normale Supérieure)

des cocos qui voudraient bien me faire virer mais qui perdent un peu pied actuellement dans la boîte, le boulot qu'on a à faire n'est pas facile. Toujours cette contradiction : ou on « milite » en dehors de l'usine (organisation politique, etc...) ou, dans la boîte, on accepte le boulot quotidien, syndicats, etc... ».

— Le problème, c'est la pratique...

— Pour moi, l'essentiel est là : ou le quotidien ou la Révolution.

— Difficile de généraliser. Ça dépend de la boîte où on est.

— S'il y a différents syndicats, le contexte est également différent. Ça divise les mecs. Mais pas d'accord avec une « différence » des boîtes en tant que telles.

— Quand je disais : ça dépend de la boîte, je voulais parler par exemple du syndicat : il est bien connu que plus la boîte est petite, plus le syndicat a de mal à s'implanter, c'est ça qui a créé des différences dans les boîtes...

— On s'en sort facilement en disant : « application aux circonstances locales, etc ». Bon, ça ne résout pas du tout notre problème : il y a la révolution, le quotidien aussi donc le réformisme. Doit-on s'y intégrer ou pas en attendant ?

— Je veux répondre à ça précisément. Bien sûr, les situations locales sont différentes et il faut toujours faire une adaptation des luttes, mais pour nous, il serait, il est nécessaire d'avoir une position *cohérente* au niveau de l'évaluation globale des problèmes. Oui, on donne parfois une position cohérente localement, à certains moments. En mai 68, par exemple, dans ma boîte d'électronique, on a tenu des assemblées générales où venaient syndiqués et non-syndiqués. On pouvait agir dans un certain sens. Mais ça n'a pas pu durer.

— Sur le problème du réformisme et de l'application de nos idées, je veux dire qu'actuellement, si on n'est pas lié au syndicat, on n'est pas « armé » question réglementation, ce qui est aussi nécessaire si on ne veut pas être complètement paumé pour certaines questions pratiques dans son boulot. Prenons mon milieu, l'Education Nationale, où j'étais seul l'année dernière et où nous sommes 5 engagés syndicalement maintenant. Et bien on agit dans notre sens : démocratie, libre expression, pas de bureaucratie, etc. Effet sur les gars ? On paraît pinailleurs, coupeurs de cheveux en 4, on allonge les réunions, ça fait perdre du temps. D'autre part, il est utile, je le répète, d'avoir des informations que le syndicat est souvent seul à posséder et à transmettre. Comment les avoir sans s'intégrer ? Voilà la question...

— D'accord avec toi. C'est vrai que si on participe à un organisme officiel on a des informations (conseil d'administration de ma boîte par exemple), mais je veux revenir à mon idée. Toutes les positions qu'on peut avoir sont vaines sans la perspective d'une vision plus générale et plus lointaine. Nous avons posé ici, des méchants problèmes : entre autres comment attaquer les syndicats, ou les remplacer ? Faut-il les remplacer, etc... On sera paumés tant qu'on n'aura pas défini de ligne générale, avant d'attaquer les cas particuliers comme nous le faisons trop souvent.

— Les conditions de travail, le temps de travail sont à voir maintenant ou après (la Révolution) ? J'ai peur qu'on tombe entre deux choix limitatifs : ou préparation d'un travail politique ou l'étude des textes syndicaux. Les deux ne sont-ils pas un peu imbriqués ? Est-il absolument nécessaire d'avoir une théorie du syndicalisme, une ligne, comme le propose le copain ? Je crois plutôt qu'au lieu de partir de la théorie pour l'appliquer aux faits, il faut partir des faits, pour aboutir à une ébauche de la compréhension de ces faits, à renforcer ensuite théoriquement. Voir aussi si nos idées sont en concordance avec la pratique que nous

voulons, non ? Notre connaissance des faits (pratique syndicale, etc...) est-elle suffisante pour effectuer ce saut vers la théorie ? A ça aussi, nous devons répondre.

— Il y a *dualisme* : nos objectifs révolutionnaires (changer le monde, changer la vie...) sont confrontés à la réalité quotidienne (syndicats, réformisme). Vivre dans cette société, c'est faire des compromis. Le problème est d'en faire le moins possible. Et puisque nous devons tenir compte des réalités, le problème est aussi de ne pas se laisser absorber par les tâches concrètes, au boulot et au syndicat, comme le font trop de révolutionnaires, de copains finalement « piégés » et fonctionnalisés. C'est une question de lucidité.

— Je ne nie pas le dualisme, mais c'est bien beau de dire qu'on doit toujours garder en tête l'esprit révolutionnaire, etc... Ce dualisme, cette contradiction inévitable subsiste où qu'on soit. Aussi, pour moi, le problème est de la dépasser. Et on le dépassera, j'y reviens, si on a une vue théorique d'ensemble, avec adaptation aux conditions locales, d'accord. Pour en venir au point pratique soulevé tout à l'heure, d'accord pour l'étude du temps de travail, c'est un bon exemple. Comment faire aussi pour le réduire : il faut proposer des méthodes différentes, des méthodes révolutionnaires. Oui, le réformisme est souvent le lot des révolutionnaires, mais ça reste dans les limites du cadre de travail. Révolutionnaires, c'est autre chose. Etre révolutionnaire, c'est dégager un type de comportement, nous servant de guide dans notre action.

— Oui, mais nous ne répondons pas à certaines questions. Exemple : détruire les syndicats, bon, mais quoi mettre à la place ? Pour ma part, je ne veux plus faire de telles affirmations tant que je ne peux pas répondre. En fait de problème, puisque nous participons souvent aux syndicats, je vois plutôt la possibilité de lutte qu'on peut y mener, de l'intérieur. Ce qui m'intéresse donc c'est comment remplacer les syndicats ou comment préparer certaines structures, ou pré-structures, où c'est possible.

— Ce qui me gêne, c'est que quand on parle de ligne à dégager, etc, on s'exprime en élite. Il y a ce qu'on veut, il y a les autres au boulot, auxquels on transmettra la bonne parole, non ? On ne déboulonnera pas les syndicats par notre propre volonté.

— Je voudrais répondre au copain qui a parlé avant toi. Puisque nous avons vu que syndicat = service public, je trouve que ta formulation de lutte à l'intérieur est un peu irréaliste. Le syndicat est un service public c'est tout, et ça s'utilise comme tel.

— On parle « conseillistes », c'est valable sur le plan de la théorie, c'est tout. Mais je veux répondre au sujet de l'élite. Ben oui, nous sommes une élite, ou, si on n'aime pas le mot, des mecs *différents*, du fait déjà de se réunir !

— Oui, d'accord, mais on peut oublier les autres, et simplement apporter notre vérité, il faut faire gaffe.

— Faire gaffe ! Pas d'accord. Nos « vérités » seront examinées, à notre boulot. Faut pas faire de complexe à examiner la ou les vérités : on répercute ce qu'on a appris. Le principal, c'est de s'exprimer en termes compréhensibles, par un comportement compréhensif aussi, ne pas se châtrer. C'est pourquoi je pense que beaucoup de boulot nous attend.

— Avant d'aller plus loin, ce que dit l'avant-dernier copain est vrai : les choses simples doivent être rappelées, chez nous, au cours des assemblées générales (P.T.T.) on est intervenu sur ces points de base et les

staliniens ont immédiatement « écrasé », ils n'aiment pas ça, ça prouve qu'on vise juste. Cela dit, ou, il faut être « armés » pour l'étude, aussi.

Le tract qui suit a été tiré en juillet 70. Il a été confectionné par les employés de l'hôpital de Jour de St-Quentin et ceux de Prémontré et distribué sur les centres des 2 villes. Il a été décidé de le tirer lorsque deux employés (une éducatrice et un stagiaire) ont été virés du centre hospitalier de Jour (centre de rééducation pour les petits gosses dépendant de l'hôpital psychiatrique de Prémontré). Prémontré est un village en pleine

forêt à 25 km de St-Quentin, complètement isolé, dominé par l'hôpital psychiatrique qui enferme plus de 2.000 personnes et comprenant un secteur de « désintoxication alcoolique ». Ce village n'existe que par l'hôpital. Les « malades » de cet hôpital travaillent presque gratuitement pour les boîtes environnantes (St-Gobain à quelques kilomètres). L'hôpital devient lui-même un village avec ses dépendances... Les deux employés de St-Quentin ont été virés après de nombreuses menaces associées au paternalisme et libéralisme du pont local.

PSYCHIATRIE ET CAPITALISME

(D'UN CAMARADE DE L' AISNE - 12-70)

A BAS LA POLICE PSYCHIA-TRIQUE

« Nous tenons à souligner l'utilité d'une collaboration sur le secteur avec divers travailleurs sociaux comme les commissaires de police ».

Conclusion du rapport annuel du Dr. CREPIN, Médecin-Chef à l'Hôpital psychiatrique de PRE-MONTRE, psychothérapeute au Centre de Guidance et à l'Hôpital du Jour de Saint-Quentin.

A SOISSONS

Au centre de Guidance (Centre de consultation pour enfants inadaptés), une psychologue a été renvoyée pour avoir tenu des « propos politiques ». Ce licenciement a entraîné la grève dans le Centre et une information massive faite par les grévistes auprès de la population de Soissons. Le directeur, GUEUNIER, a fermé le centre et licencié toutes les personnes qui s'étaient montrées solidaires de la psychologue renvoyée, pour tenter d'éviter le scandale. Il a même fait expulser les grévistes par les flics.

Avec les licenciements, avec les flics, ils essaient de faire taire, ils ne réussissent qu'à faire parler.

Car il faut parler des soi-disants « malades », « fous », « enfants inadaptés », qui ne sont que des gens qui en ont marre de l'école qui bourre le crâne, des H.L.M. dégueulasses, du travail à vie en usine pour tout horizon. Ils se révoltent et ils deviennent des « cas », ils ne sont plus rentables pour le patron.

« Vous appelez ça de la folie, c'est de la politique » déclare un schizophrène estampillé.

A SAINT-QUENTIN

A l'Hôpital du jour où règne aussi GUEUNIER, le bon psychiatre libéral PONSIN et son adjudant JUSTON mettent deux éducateurs à la porte. Quand les employés disent ce qu'ils pensent et n'ont pas peur du directeur, ça commence à être la panique. « Taisez-vous, sinon ça va tourner comme à Soissons ».

Vivez selon l'ordre moral, respectez le savoir des psychiatres, rendez les gosses présentables, surtout ne dérangez personne.

Maintenant, il y a ceux qui marchent dans la combine : ils travaillent encore à l'Hôpital de Jour. Il y a ceux que ne marchent pas : ils sont dehors, on les a vidés.

A PREMONTRE

On y entasse ceux qui troublent l'ordre : par exemple, un ouvrier s'est retrouvé interné parce qu'il est allé protester violemment auprès de son patron au sujet de son salaire : ça faisait dix ans qu'il était payé 120 F par mois ! « Agitation de débile », garantiront les psychiatres.

Pour sortir de l'asile, les « malades » devront fournir les preuves de leur bonne conduite et de leur adaptation au travail : accepter de travailler huit heures par jour pour 60 F par mois maximum, voilà un bon critère de guérison.

Les patrons de la région, par exemple Saint-Gobain, ne peuvent être que satisfaits d'une telle réserve de main-d'œuvre à bon marché. Une plaque de verre fabriquée par les fous est payée 36 centimes et est vendue 4 Francs.

En fait, à PREMONTRE, il y a trois catégories de « malades » :

— Les récupérables, à remettre dans le circuit de la production en les « soignant » à coups de médicaments et d'électrochocs.

— Ceux qui veulent travailler dans l'hôpital, qui font économiser beaucoup d'argent à l'administration en effectuant toutes les corvées, en travaillant comme éboueurs à 5 F par mois pour la commune. Voilà les seuls soins qu'on leur donne.

— Les irrécupérables, à peine maintenus en état de survie, laissés tout nus parce qu'ils se salissent, parqués derrière un grillage.

Des « soins » comme ça permettent en effet d'économiser 168 millions sur le dos des malades, en un an.

Quand on a la naïveté de croire que la psychiatrie pourrait être autre chose, on se fait sanctionner. Par exemple des agents ont été mutés récemment pour « mauvais esprit ». On n'engage pourtant pas n'importe qui : peu importe qu'on ait une bonne qualification professionnelle, pouvu qu'on n'ait pas certaines idées politiques. En bons collaborateurs, les flics se chargent de l'enquête préalable à l'embauche.

Pour que ça continue, pour que rien ne bouge, pour que l'ordre soit maintenu, ce sont les patrons PONSIN, CREPIN, VISIER, GUEUNIER, qui « soignent », rééduquent, normalisent, policent les gosses et les « malades » pour que les autres patrons puissent s'en servir.

DENONÇONS L'ESCROQUERIE PSYCHIATRIQUE
LIBERONS LA FOLIE !!!

IMPRIMERIE (Labeur) (janvier-février 1971) - UNE PETITE GREVE SYNDICALE

L'imprimerie est divisée, du point de vue syndical, en deux secteurs bien distincts : la presse (syndicalisation obligatoire à la C.G.T.) et le labeur (sans obligation syndicale, mais où la C.G.T. a des positions dominantes).

Le syndicat du livre C.G.T. (labeur) a lancé une action sur la revendication d'une deuxième semaine de vacances d'hiver, la presse ayant déjà cette deuxième semaine depuis le début de l'an passé.

Cette action, décidée par en haut, consiste essentiellement dans des débrayages d'une ou deux heures ; elle reste uniquement une grève catégorielle. Il n'est pas question d'envisager une solidarité de la presse avec le labeur, pas plus qu'il n'est question d'étendre à d'autres secteurs d'activité la cinquième semaine de congés payés dont bénéficie déjà la branche professionnelle du Livre (Presse et Labeur).

En regard de cette action syndicale, les attitudes sont très diverses suivant les entreprises.

Dans un atelier de photogravure (50 ouvriers, tous syndiqués) cela prend la forme classique des débrayages syndicaux, par grèves tournantes d'une heure. La journée est de 8 heures, mais certains font une heure supplémentaire par jour : pour eux, il n'y a pas de grève, mais seulement le retour normal de l'horaire. L'essentiel est de ne pas remettre en cause les accords maison. Une seule réunion a eu lieu pendant la grève. Le patron a proposé deux jours de plus de vacances et une augmentation de salaire de 1 % immédiate et 3 % échelonnés : les délégués ont accepté, et toute action a cessé.

Dans une autre entreprise, il n'y a rien de tout cela. Personne ne fait état de son appartenance aux syndicats. Les spécialistes se considèrent comme des aristocrates. Le travail se fait en équipe. Le patron refuse de recevoir quiconque en dehors des responsables. Il y a deux mois, un ouvrier a été licencié sur-le-champ, à la suite d'une engueulade, sans aucune réaction. Dans cette boîte, pas question de grève.

Ailleurs, dans une petite imprimerie (50 ouvriers), une action s'engage, alors que, comme partout, le boulot connaît un certain marasme. Cela ne facilite rien, et entraîne des attitudes diverses face aux mots d'ordre syndicaux. Dans ce contexte, peu de gars sont disposés à appliquer ce mot d'ordre catégoriel de 2 h par service.

La première semaine, on fera 2 débrayages d'une heure. Une heure avait été effectuée un peu avant à titre « d'avertissement » au syndicat patronal. Celui-ci ayant raidi son opposition (refus total d'enclancher le processus d'une deuxième semaine de congés en accordant 2 jours à prendre effectivement, mais maintenant sa proposition d'uniquement payer 2 jours, en plus du salaire), ces deux heures de grève étant décidées. La réunion qui décide de cela se déroule, comme toujours, pendant le travail, mais en présence du directeur technique (lui aussi C.G.T., mais cadre) ; il est venu avec le sourire pour dire... qu'il ne faut pas prendre trop de temps sur le travail pour des réunions. Les deux premières heures, tout le monde sort de la boîte pour aller au bistrot, ou ailleurs. Les 2 h de grève n'ayant rien donné, 3 h de grève nous sont annoncées pour la semaine suivante. Cette fois, nous tentons de donner

une dimension supplémentaire à la « grève » en organisant des réunions sur le tas. Effectivement, pendant ces 3 jours, nous réussissons 2 réunions, la 3e étant un peu moins fournie. 20 sur 40 ont discuté alors de leurs problèmes de la vie de tous les jours, d'une manière bordélique. Peut-être cela n'a pas servi à grand'chose, mais c'est bien la première fois que tout le monde a vidé ce qu'il avait sur le cœur. Ceci est quand même important, tout comme le fait, par exemple, mineur en apparence, que l'heure de débrayage ait été choisie partout, et au moment où cela emmerde le plus le patron.

Ce sont finalement toutes ces discussions que la grève a permis qui restent essentielles. On a pu mesurer — les rapports avec le patron : la demande de travail pour un samedi matin a été discutée en assemblée : est-ce que cela devait être une récupération des heures de grève, ou bien des heures supplémentaires ; à travers ces propositions, chacun a senti une forme inavouée de chantage au lock-out que beaucoup ne paraissent pas disposés à affronter ; le samedi en question, certains sont venus, ce qui a provoqué des dissensions, mais précisément, les échanges qui ont pu se faire avant, ont permis de limiter les effets de celles-ci. — les rapports avec les syndicats : cela semble la confusion totale. Les propositions patronales du début de la grève de payer 2 jours supplémentaires de congé, ont été rejetées. Il semble qu'elles aient été acceptées ailleurs. La position syndicale de ne pas tolérer des accords séparés d'entreprise, semble avoir été abandonnée à travers des accords particuliers ; chacun ressent que le syndicat n'a pas l'intention de couvrir la grève au-delà d'un certain point et que déjà des accords sont prévus dans la coulisse ; cela ne leur donne guère confiance pour continuer.

Tout ceci peut paraître bien ambigu, mais il est bien difficile dans de telles circonstances d'avoir une attitude étrangère : le repli sur soi-même, tout comme l'acte héroïque, rompt beaucoup plus sûrement la solidarité avec les autres travailleurs, et finalement vont à l'encontre de ce qu'on peut considérer comme le véritable terrain des luttes, c'est-à-dire la communication, la compréhension, la discussion, et l'affrontement de l'exploitation, à travers les nécessités et les contradictions propres de chacun. On pourra revenir plus en détail sur ces divers points qui sont finalement très importants, plus qu'il n'y paraît.

P.S. — Alors que nous nous préparions à une troisième semaine de grève, 4 heures cette fois, le patronat a soudainement (?) mis les pouces. Nous apprenons que le principe de la deuxième semaine d'hiver a été accepté, à savoir : 2 jours à prendre cette année, 2 jours en 72, pour aboutir aux 5 jours, soit 2 semaines effectives en 1973. C'est donc la « victoire » sans grande bagarre, il faut bien le dire. Pour nous (un copain d'I.C.O. et quelques gars « gauchistes » ou sympathisants de cette entreprise) l'important, répétons le, a surtout été un petit début de prise de conscience collective (réunions, discussions). Certes, nous aurions dû refuser le travail demandé le samedi matin à quelques uns, mais nous n'étions pas encore assez forts pour affronter le lock-out *cette fois*. Plutôt que de rompre notre début d'unité et de confiance, nous préférons attendre le prochain palier, celui où nous pourrions affronter le lock-out ou plus peut-être. Mais ce n'est pas à quelques uns de décider, mais à nous tous de la boîte...

Correspondance

Dans un pool dactylographique (1-71)

D'UNE CAMARADE INTERIMAIRE :

« Actuellement, je travaille comme dactylo ou secrétaire : partout la même constatation, les gens en ont marre du boulot, de leur vie de cons, c'est exprimé de plus en plus clairement. Dernièrement, dans un pool dactylographique, en fin de journée, une fille se lève et dit : « mais alors, nous ne sommes que des esclaves ?... ». C'était plutôt tragique. La mentalité des interimaire a beaucoup changé aussi depuis quelques temps : de plus en plus il s'agit de filles qui font ça parce qu'elles savent qu'elles sont exploitées et peuvent de temps à autre ne pas aller au boulot. Le sabotage est assez fréquent et spontané : courrier non posté, rapports non communiqués, etc...

Dernièrement, dans un pool dactylographique chez B.P., il s'est passé un truc très marrant : les interimaire qui étaient en majorité, 10 filles sur 15, ont bavardé toute la journée, rigolé, allées et venues incessantes pour un café ou n'importe quoi, personne ne travaillait, ou mieux personne n'y pensait plus : c'était une grève spontanée et qui n'avait même pas conscience d'être une grève, sans mot d'ordre, sans revendication, simplement c'était plus marrant de bavarder et de rigoler ensemble que de bosser ! ».

« Je ne sais pas encore comment ça a évolué les jours suivants car mon stage dans cette boîte était terminé ».

d'un camarade du Canada

Du 12-12-70 : « ...La réaction ici, tient le haut du pavé, mais il ne manque pas de voix du côté bourgeois et du côté syndicaliste pour protester contre la répression. Les gens sont plus contaminés, semble-t-il, qu'en Europe par les valeurs du système. La liberté pour eux, c'est de pouvoir gagner du fric comme ils l'entendent, et de dépenser librement (qu'ils croient !). La notion d'opposition leur est en somme inconnue. Ils admettent avec beaucoup de saine indifférence les luttes politiques au moment des élections ; puis il faut se soumettre et sans limites. C'est une sorte de jacobinisme que je ne m'attendais pas à trouver dans un pays anglo-saxon (quoiqu'on dise que la Chambre des Communes peut tout faire, sauf changer un homme en femme) et qui sert de façade idéologique à une retraite générale sur la sphère privée. Peut-être faut-il qu'un peuple goûte, comme étape nécessaire, à la social-démocratie, avant d'acquiescer un sens social de la politique ? Il y a aussi dans tous les partis, quelques individus isolés dans le grand style des libéraux d'autrefois, ils sont aidés par l'évidence que les gouvernements ont démesurément grossi l'importance du F.L.Q. N'empêche que le Parlement a voté une nouvelle mouture de la loi sur les mesures de guerre qui contient, outre l'autorisation d'arrestation et de perquisitions sans limites, quelques jolies saloperies : rétroactivité de la loi entre autres, ou l'obligation pour les avocats de réclamer le maximum prévu d'honoraires.

« Sur le plan social, il faut remarquer que le droit de grève ici est purement illusoire. L'Assemblée Nationale du Québec peut toujours voter une loi d'urgence imposant une lourde amende tant au syndicat qu'aux grévistes, comme elle l'a fait en octobre pour les médecins. Le glorieux Laporte avant de se faire zigouiller, avait utilisé cette procédure pour briser une grève de la construction. Les syndicats évidemment sont particulièrement vulnérables à cette tactique. La réplique logique serait, me semble-t-il, le sabotage et la grève perlée, mais ce n'est guère possible dans une région qui connaît un chômage considérable, et où les travailleurs sont divisés contre eux-mêmes par le nationalisme et l'immigration. A noter que proportionnellement, il y a déjà plus de travailleurs des services que de l'industrie ou des mines, qu'en Europe. C'est une masse terriblement intégrée au système, qui manque de cohésion, qui est souvent plus dispersée. C'est de l'évolu-

tion de ces employés, de ces vendeurs, de tous ces petits métiers, que dépend maintenant, à mon sens, l'évolution sociale ».

DU MEME CAMARADE (lettre du 1-2-71) :

« ...Le chômage est la préoccupation majeure ; en Ontario, le patronat en profite pour imposer le gel des salaires, ou même une diminution de 10 %. Il y a eu plusieurs affaires de ce genre qui ont toutes tournées à l'avantage du patronat. Au Québec, il y a une certaine agitation localisée autour de la fermeture prochaine de quelques petites usines. Le comité d'action est présidé par un... médecin (une récupération de ce genre a eu lieu il y a quelques temps déjà pour les comités de citoyens de Montréal). Le gouvernement ne fait pas grand-chose pour lutter contre le chômage. Il se vante d'avoir, de tous les gouvernements occidentaux, le mieux réussi sa politique de déflation. Il donne l'impression, pour le moment, de sacrifier délibérément sa popularité auprès des couches pauvres pour mieux conserver les classes moyennes (et sans doute un facteur important des services et des employés). D'après les statistiques officielles, 36 % des québécois sont en dessous du seuil de pauvreté. Il y a dix ans, il y en avait deux ou trois pour cent en plus, mais le déficit, vis à vis de ce seuil, est globalement à peu près le même. En d'autres termes, s'il y a quelques pauvres en moins, la moyenne est devenue plus pauvre encore.

« Pendant ce temps, le gouvernement du Québec stimule l'évolution du pays vers la social-démocratie. Il ne se passe pas de semaines qu'il n'invente de nouveaux moyens pour accroître les interventions de l'Etat. On parle en ce moment d'une nationalisation de l'assurance automobile. On se garde évidemment de toucher à l'assurance vie, qui est une mine de capitaux dociles, mais l'assurance automobile n'intéresse plus beaucoup les grandes sociétés, bien que pas mal de margouilins y fassent encore leur beurre. Le parti libéral actuellement au pouvoir, a la réputation d'être très lié aux grandes corporations, mais pas nécessairement aux petits privilégiés du système qui l'est prêt à sacrifier allègrement. On l'a bien vu dans l'affaire de l'assurance maladie ».

d'un camarade de Mauritanie

Janvier 1971 : « ... Dans ce pays, où deux ethnies sont en opposition permanente, il est bien difficile de faire quelque chose de bien valable. Le racisme est féroce entre les Maures (beïdanés = blancs) et les Noirs considérés par les premiers comme inférieurs et servant encore très souvent d'esclaves (les captifs). Un semblant d'unité a été donné au pays par l'Islam, mais on sait bien que l'Islam n'est pas synonyme de progrès. Pour l'instant le pouvoir est aux mains des blancs et les seuls qui travaillent vraiment sont noirs, les autres sont trop supérieurs. La position de l'Européen est mal définie, mais dans l'ensemble il soutient, par son travail, du moins, le régime en place. Il y a une parodie de « Parti du Peuple » et de syndicat, le problème est bien compliqué car personne n'est prêt à assumer de responsabilités. Le pays, deux fois grand comme la France, est un vaste désert, avec un million et demi d'âmes environ, dont le niveau de vie est assez bas, bien qu'ici on ne meure pas de faim dès qu'on a un maître. L'éducation est très peu développée et on manque de cadres ou de personnel à tous les échelons (sauf manœuvres au chômage). De ce fait les européens « coopérants » ou non, font tourner l'Administration et les entreprises privées locales mêmes, si les chefs sont des autochtones. Il y a évidemment de la corruption, mais pas plus que dans les autres états d'Afrique, paraît-il. L'effort à faire pour sortir le peuple du tribalisme et de l'esclavagisme est très grand, et le fossé avec les pays dits développés ne peut que s'accroître au rythme où vont les choses. J'ai essayé de donner une vue schématique de l'environnement humain, mais il y aurait beaucoup à dire pour expliciter cela.

Géographiquement, le pays se présente de la façon suivante : désertique au Nord (mines de fer) et semi-désertique au Sud avec une bande riveraine du fleuve Sénégal, à forte densité de population noire à vocation agricole. Le climat est chaud et sec, et en ce moment, agréable, de 10 à 18° le matin et 30° dans la journée (ici, à..., en bordure de mer). La vie de tous les jours est assez monotone ici, et comme distraction, il n'y a guère que la plage (pas très hospitalière) ; les informations viennent de France avec du retard. La colonie européenne (2.000 personnes environ) vit « paisiblement » et bourgeoisement, elle est constituée surtout de français, d'allemands, et de russes, peu d'anglo-saxons. Les chinois, assez nombreux, réalisent

beaucoup de choses ici, mais ont peu de contacts avec les habitants, si ce n'est en distribuant des Livres Rouges. Les dirigeants se méfient d'eux, tout en leur demandant de l'argent ».

DU MEME CAMARADE (20-2-71)

« Ici, beaucoup de nouveau depuis un mois. Cela a commencé par la visite de Senghor, jets de pierres et slogans anti gouvernementaux et anti français. Dès le lendemain, arrestations en masse, surtout des fonctionnaires, chefs de service et autres, et beaucoup d'enseignants. On prononce le chiffre de 400 (cela paraît vraisemblable). Beaucoup d'autres ont été suspendus pour avoir été absents le jour où une grève de soutien était décidée.

Les écoles secondaires sont fermées depuis un mois pour x temps et les élèves renvoyés en brousse, car ce sont eux qui ont commencé les grèves. La police et l'armée sillonnent la ville, surtout que les présidents se succèdent ici : Pompidou and Co, Congo Brazza, Nigéria, Lybie, etc... C'est une année électorale (mars ou avril).

Il est à noter que la très grande partie des « prévenus » est noire et la plupart appartiennent à des syndicats non officiels refusant l'allégeance au Parti du Peuple Mauritanien. Certains noirs parlent de faire un second Biafra.

Dans ce mécontentement, il semble y avoir un amalgame de mécontentement ouvrier (chômage, S.M.I.G. invariable depuis « l'indépendance », prix qui montent) dans lequel les éléments plus évolués (lycéens, fonctionnaires) se trouvent à l'avant ; mais cela recoupe la lutte raciale des noirs opprimés contre le pouvoir en majeure partie aux mains des Maures ; mais aussi intrigues d'individus voulant leur part du gâteau (ce sont peut-être ceux-là les plus efficaces actuellement). Les Chinois paraissent mener auprès des jeunes une propagande « marxiste » efficace (ils ont dans ces couches un grand prestige).

Les deux ethnies se détestent féroceement ; cela se voit dans la vie de tous les jours même entre « évolués » gouvernants. Est-ce que cela peut conduire à un affrontement ?

Notes de lecture

LE LENINISME EN QUESTION

(brochure rédigée par un groupe de camarades d'I.C.O. à la suite de discussions avec un groupe de maoïstes) (ce qui suit est une lettre reçue d'un camarade de Paris. A chacun de tenter d'y répondre)

Assez sympa le truc « Le Léninisme en question », ne serait-ce que par le titre qui lui, est peut-être mal approprié étant donné le contenu. Je veux dire : les léninistes (si toutefois ils ont accès au truc) vont-ils se sentir visés en tant que tels là-dedans ? Ceci pour dire, ce qui n'est pas nouveau qu'une critique solide du léninisme est nécessaire, bien qu'elle ait été amorcée théoriquement et pratiquement par ceux que leur propre évolution conduisait inévitablement à le faire (cf

les marginaux) ; quelques analyses en sont sorties (nombreuses études sur les conseils, je ne compte pas le G.R.C.A. « contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche » par Barrot, rééditions de Pannekoek « Lénine philosophe », un truc assez court des gars de Vincennes (Lebel) et aussi les études de l'I.S.). Elle l'a aussi été entamée dans la pratique même, ce qui a amené une merde quasi générale quant à la diffusion (au sens large) de la radicalisation des gestes quotidiens (problème de l'organisation et par là du militantisme, le plaisir, le sacrifice à la cause, etc...). Tout cela concerne plus ou moins la marginalité car un petit tour au Secours Rouge, par exemple, suffit à nous faire perdre tous nos fantasmes-illusions quant à l'im-

pact que nous avons en milieu gauchiste même (relativement intellectualisé pourtant et donc plus ou moins curé, humaniste). Une première explication du refus des gauchistes à abandonner les topos tous faits se trouve dans « le besoin de sécurité », la peur de rompre avec le milieu familial, un complexe œdipien généralisé qui castre toute tentative d'indépendance, économique en premier lieu (la dépendance économique de la plupart des étudiants révolutionnaires rend cette étiquette parfaitement incohérente). Nous accuser de psycho-sociologues fait vaguement penser aux frayeurs des bolcheviks face à Freud, à leur impuissance devant la confirmation scientifique de l'existence d'un inconscient, leur incapacité à analyser les comportements irrationnels des masses, sinon en récupérant comme le fait la bourgeoisie (cf. le livre-journal de l'Idiot sur la psychiatrie, son abhorrée conclusion sur la Chine). Il n'y a qu'à voir la gueule des nanas qui militent (je ne parle pas des intellectuelles différemment « motivées » (?) pour avoir une idée assez juste du degré de sublimation atteint grâce au militantisme, pour juger de l'efficacité du système éducatif dans son ensemble, dans sa création des faux plaisirs (coller une affiche n'est « jouissif » que dans la mesure où cela ne répond pas à l'action pour l'action). Il n'y a pas à chier, mais la gueule des militants fait penser à l'armée du salut (cf. le côté judéo-chrétien, évangéliste, ou simplement sublimatoire). Ça va jusqu'à l'héroïsme (vendre sous la neige), au fétichisme, à la déification, au fantasme, etc... et c'est aussi valable pour les marginaux même si parfois, les formes varient (la complaisance à étaler à Cronstadt, les mecs qui bandent en écoutant du free jazz ou du blues, la musique-qui-transgresse-la-culture, etc...). Il faut remarquer que tout cela est au départ motivé, simplement la réification intervient dès lors que l'idéologie dominante reprend le dessus et là où la critique de groupe cesse.

La parution de TOUT est quand même intéressante. Des mecs issus de groupuscules plus ou moins staliens sembleraient se poser les problèmes réels, c'est-à-dire LEURS problèmes sans les isoler de la pratique politique qu'ils peuvent avoir au sein d'un groupe de boîte, de fac, de quartier (A noter à propos de TOUT un canard ronéoté qui s'appelle LA FETE, distribué sur Belleville par des sympathisants V.L.R. je crois. Ecrire à l'adresse de TOUT, mais sans doute êtes-vous au courant).

A propos de récupération : les conseils commencent à faire recette (cf. le congrès trotskard de Bruxelles), toujours évidemment dans leur conception léniniste, mais alors qu'ils étaient passés sous silence auparavant. Autre truc de bon ton : la survie en communauté, on trouve ça « intéressant » chez les gauchos, mais on n'ose pas en tâter parce qu'on n'a pas rompu le lien qui nous rattache à papa, maman, et de plus on risquerait de s'isoler du prolétariat et que deviendrait-il sans avant-garde ?

En gros le schéma léniniste empêche toute vue « totalisante », laisse intact tout ce qui concerne la vie privée (famille-culfrustration, etc...), ce qui perpétue la séparation entre temps libre et vie militante ; ainsi il y aurait d'après les gauchistes des gestes de la vie quotidienne qui ne seraient pas politiques (ou pour les plus margouilleux non exploitables politiquement). Ces « gestes » sont tout simplement ceux que l'idéologie dominante qualifie elle-même d'apolitiques (encore une fois, famille, cul, loisirs, ennui personnel ou collectif, etc...). On se trouve donc plus ou moins confrontés aux rapports entre les révolutionnaires et le monde bourgeois, rapports qui s'éclaircissent rapidement par des faits concrets comme l'histoire des mecs qui ont peur de choquer les prolos en parlant un langage non cen-

suré (ou auto-censuré du moins), ou encore par le fait d'entretenir une différence entre détenus politiques et droits communs. A ce sujet, la position du Secours Rouge : nouveau temple gauchiste, est édifiante à plusieurs égards :

- 1) « les délinquants » n'ont rien à voir avec la lutte de classe
- 2) il y a des avocats bourgeois, et d'autres qui ne le sont pas
- 3) le meilleur moyen de refuser le système judiciaire c'est de l'utiliser et bien souvent en essayant de prouver qu'on n'a rien fait
- 4) on déforme toute la réalité sociale en séparant chaque maillon des institutions démocratiques : comme si le judiciaire n'était pas lié au politique lui-même subordonné à l'économique
- 5) le refus (autant que possible dissimulé par toutes sortes de prétextes) du S.R. de considérer les droits communs comme produits directs du capitalisme (associaux, « voleurs », fous, etc...) et son choix de réclamer le régime spécial aux militants et non de se solidariser avec tous les prisonniers, le ravale au rang d'allié objectif du système qui va trouver en lui (comme par ailleurs, à un autre niveau, les syndicats) un antidote nécessaire à sa perpétuation.

Dans le Secours Rouge, il faut donc voir une nouvelle institution gauchiste et prévoir des manipulations ou pressions sur les détenus eux-mêmes, un avocat reste un avocat. Ceci dit — peut-être avec les réserves émises au sujet des droits communs — y a-t-il quelque chose à retenir du S.C. déjà fortement noyauté, ou tout au moins quelque chose à faire contre la répression.

mais il semble bien que les gauchistes ont déjà prononcé leur disparition : soit qu'ils rentrent dans le giron de la social-démocratie, soit ils se radicalisent et cette radicalisation passe par la remise en cause de leur propre quotidien. Le gauchisme, qui est sans rapport direct avec la réalité historique, si ce n'est par son opportunisme, n'est pas dépassable en lui-même, ou bien dépassé, il n'est plus gauchisme. Le problème est qu'il sera encore longtemps un frein au mouvement révolutionnaire, décidé qu'il est à se faire reconnaître par la bourgeoisie, à se faire légaliser. Il est évident que, dès qu'il se situe sur le terrain de l'ennemi, son mouvement tend à son aliénation aux institutions (mais sans doute aussi des actions blanquistes style G.P. n'échappent-elles pas non plus à la récupération, le coup des tickets de métro mis à part, mais il semblerait aussi que cela ait été moins énorme qu'ils ne l'on dit).

Refuser de reprendre dès maintenant tout le pouvoir sur notre vie et en pas projeter dans le projet révolutionnaire tous les aspects quotidiens de la survie, c'est avouer tacitement son impuissance à changer la vie, et c'est aussi prolonger sa soumission à des maîtres qui n'ont changé que de noms. Tant qu'ils n'auront pas rompu au maximum avec l'organisation capitaliste de l'existence, on voit mal comment des mecs pourraient échapper à toutes les influences mystificatrices car, dans ce cas, reviennent les reminiscences religieuses et se créent les fantasmes (grossissements des faits, création de mythes prolétariens, cf. les affiches M.L. avec les prolos forces de la nature, phraséologie démesurément triomphante, etc...) (voir à propos des reminiscences religieuses la brochure « Fin de l'ère chrétienne »)

Par ailleurs, mai avait mis fin aux A.G. chiantes, on croyait bien que les meetings du genre : ô que c'est vilain la répression, c'était terminé, et ça ne l'est pas. Si l'on ne peut, dans les A.G. par exemple, mais même au sein des groupes, parler des problèmes sexuels des mecs ou de l'impérialisme masculin qui se reproduit en « milieu révolutionnaire » et de tous les autres emmerdemements journaliers, alors pourquoi faire des A.G.

et pourquoi faire des groupes ? C'est par là encore que se perpétuent toutes les séparations inventées par la société hiérarchisée.

En ce qui nous concerne sans doute, y a-t-il un boulot à faire pour se rapprocher des mecs qui tentent de fuir le gauchisme, la critique du léninisme, elle, n'est pas encore faite (décembre 1970).

A PROPOS DE TROIS LIVRES :

HOW CHILDREN FAIL (Comment échouent les enfants) par J. Holt (Dli. pub.)

LIBRES ENFANTS DE SUMMERHILL par A.S. Neil (Maspéro)

PSYCHOLOGIE ET PEDAGOGIE par J. Piaget (Denoël)

Trois livres sur l'enseignement, trois pédagogues aimant, respectant, et sachant observer les enfants, avec derrière eux plusieurs dizaines d'années d'expérience, les racontent ou essaient d'en dégager des conclusions. Un point commun entre eux (et de taille !) : tous trois n'ont eu à faire qu'à des enfants de classes moyennes ou aisées. Mais leurs préoccupations varient.

Holt, instituteur américain est, par son métier même, limité à un champ d'observation et d'activité assez étroit : sa classe de gosses de dix onze ans ; son but : essayer de tirer les gosses les moins doués de l'atmosphère angoissée ou résignée qui est le lot des cancre. Et à travers cette tentative, c'est toute la pédagogie qu'il remet en cause, tous les rapports de maître à élève, cette gentillesse affectée et paternaliste qui lui semble une contrainte morale peut-être plus pénible encore pour l'enfant que les rapports parfois brutaux, mais au moins personnels, qui régnaient autrefois et qui étaient, en un sens, plus francs.

S'il est évidemment opposé aux punitions et aux blâmes, il n'est pas non plus favorable à trop d'encouragements et de félicitations : la joie qu'a l'enfant à trouver par lui-même est manifeste ; y applaudir trop bruyamment c'est, aux yeux de l'enfant, essayer de s'en approprier un peu le mérite. Le rôle de l'instituteur est de savoir ne donner à l'enfant que des problèmes qu'il soit capable, avec un effort, de résoudre par lui-même ; le maître doit aussi respecter le mode de raisonnement de l'enfant, même s'il paraît trop compliqué et peu efficace. C'est avec des problèmes bien choisis que l'enfant arrivera, petit à petit, par lui-même, à la généralisation. Les mathématiques constituent évidemment le terrain d'élection de ces expériences, puisque c'est dans ce domaine qu'il y a le plus d'échecs.

Une autre partie du livre est intitulée : stratégie. Il ne s'agit pas de celle du maître, mais de celle des enfants : comment font-ils pour s'adapter à un milieu qui leur déplaît ou qu'ils sentent hostile, l'école, de manière à en souffrir le moins possible, et quel est le résultat sur le plan intellectuel et caractériel : perte de la curiosité, passivité, panique devant l'interrogation, considérée comme une devinette arbitraire, etc...

Sur le plan théorique, Holt n'apprend peut-être pas grand-chose qu'on ne sache déjà, mais la pédagogie n'est pas que théorie ; et l'on voit défiler au cours de la relation de ses expériences quotidiennes nombre d'exemples concrets et vivants, qui sur le plan de la pratique donnent à réfléchir. Ces exemples constituent la meilleure illustration des liaisons étroites entre les facultés de compréhension et les rapports affectifs, c'est-à-dire finalement de l'interdépendance entre les rapports sociaux et ce qu'on appelle l'intelligence.

Disons enfin qu'il n'est pas si fréquent de rencontrer un maître avouant que ce sont les mauvais élèves qui lui ont appris son métier, et qui ne cache pas son admiration devant les prodiges d'astuce dont font preuve les « mauvais élèves » pour réussir à tourner le système d'éducation.

Avec A.S. Neil, on aborde une vue un peu plus vaste du problème : directeur d'une école privée anglaise, les enfants sont internes, l'enseignement n'est pour lui qu'un aspect du problème. Ce qu'il veut, c'est pouvoir développer des « individus sains et équilibrés sur tous les plans ». Psychanalyste de formation, il met un gros accent sur l'éducation sexuelle, sur l'absence d'interdits concernant la nudité, la masturbation, etc... En revanche, il lui faut bien tenir compte des pressions sociales, et il explique à ses élèves de quinze-seize ans que les relations hétéro-sexuelles (les relations homosexuelles étant à ses yeux des déviations résultant d'une mauvaise éducation et par conséquent inimaginables dans une école comme la sienne) à l'intérieur de l'école risquent d'entraîner la fermeture de celle-ci.

Mais là ne se limitent pas ses préoccupations. Il veut former des êtres sociables, et dans ce but l'école fonctionne comme un communauté autogérée par une assemblée générale hebdomadaire où tout enfant, depuis l'âge de six ans, a droit à la parole et au vote. Parfois, l'assemblée défait une semaine les décisions prises la semaine précédente ; parfois aussi un enfant plus « difficile » que les autres, cause quelques troubles et, pendant deux ou trois jours, ce peut être l'anarchie complète. Mais tout cela n'a que peu d'importance ; l'un dans l'autre, avec de petits dégâts matériels — plus importants sans doute que dans une école ordinaire —, il règne à Summerhill un ordre souple, fait de respect mutuel et de réciprocité dans les relations. Quant aux dégâts matériels, ils ne sont pas catastrophiques ; et quelques vitres brisées de temps en temps par un joueur de ballon maladroit, des jouets ou des outils cassés par les petits ou détériorés par négligence ou mauvais usage, ne sont à ses yeux qu'un faible prix à payer pour éviter la contrainte et l'autoritarisme de l'éducation traditionnelle. Le respect de la propriété collective s'apprend petit à petit dans l'exercice de la vie collective. Que cet apprentissage passe par quelques négligences ou actes de vandalisme, par lesquels l'enfant traduit son opposition ou ses inquiétudes, est de peu d'importance à ses yeux. De toute façon, si on cherche à imposer par l'autorité ce qui doit venir d'un sentiment profond de l'enfant, on aboutit au résultat inverse de celui qu'on recherche.

Après l'éducation sexuelle et l'éducation sociale, l'enseignement. Là encore la liberté est très grande : les enfants ont toutes les possibilités. Ils disposent

d'ateliers pour le bois, le fer, la poterie, de terrains de sport, de laboratoires, et bien entendu de cours. Mais tout est facultatif. On ne dit pas à l'enfant ce qu'il doit faire — même s'il le demande, même s'il s'ennuie. Car Neil part de la conviction que l'homme sain est un être actif spontanément, que l'enfant doit trouver ce qui l'intéresse, les adultes n'étant là que pour l'aider, à sa demande, à résoudre les problèmes qu'il se pose.

Mais de même que les adultes respectent les activités des enfants, les enfants apprennent à respecter les activités des adultes et des autres enfants. A cette occasion, Neil s'élève contre l'éducation prétendument libre où l'on permet tout, absolument tout, à un enfant, nécessairement unique, pour lui « éviter des complexes », alors que l'on le rend en fait parfaitement associal, et par conséquent malheureux.

Tout cela est sympathique et sonne juste. Comme sonne juste aussi le fait que l'école ne fasse pas toujours de miracles et que, quelques fois, un enfant particulièrement « difficile », faisant preuve d'une agressivité et d'un sadisme insupportable par la collectivité à l'égard des autres enfants, doive être renvoyé. Neil avoue honnêtement ce qu'il considère comme un échec, mais se justifie en signalant que ces cas n'arrivent qu'à des enfants entrés dans son école après l'âge de douze ans, c'est-à-dire ceux dont le caractère a déjà été formé, ou déformé, par une éducation « anti-vie ».

Le plus frappant est finalement l'extraordinaire disponibilité de la part des adultes qu'exige ce genre d'éducation. Neil est en permanence à la disposition de ses élèves. On conçoit alors qu'il n'ait guère le loisir de réfléchir sur son rôle dans la société. Il en avertit le lecteur dès le début : « j'ai dû comprendre que ma destinée n'est pas de réformer la société, mais d'apporter le bonheur à un tout petit nombre d'enfants ». Soit. Mais il ne peut s'empêcher de faire un peu de « morale » pour répondre aux questions supposées d'adultes conformistes devant les méthodes d'éducation qu'il préconise. Et là (est-ce prudence ou conviction ?), il est d'une modération étonnante, utilisant les phrases type de l'instituteur laïc traditionnel de France : « la politique comme la religion est une question de choix personnel que l'enfant fait plus tard » ; ou encore : « la politique ne sauvera pas l'humanité », ou lorsqu'il prétend former à Summerhill « de bons citoyens » qui voudront transformer cette société (contre laquelle il a sans doute beaucoup de critiques, parfois violentes, à faire, mais dont il parle en bon réformiste). Le contraste est assez frappant entre l'audace de ses conceptions éducatives et la timidité de sa réflexion politique. Nécessairement individualiste (dans le bon sens du terme), il semble croire que la multiplication des efforts individuels peut suffire à résoudre des problèmes généraux. Il souhaite une généralisation de cette éducation libre — et ne pense pas que cette généralisation est un problème politique ne serait-ce déjà que pour des raisons financières —. Il n'a eu comme élèves que des enfants des classes moyennes, dont il constate qu'ils se sont bien intégrés dans la société ; on aimerait le voir se poser la question : un ouvrier élevé ainsi « librement » s'adapterait-il si bien à l'atmosphère d'usine ? Et si la réponse était : oui ! Ce serait inquiétant. Car en filigrane on voit revenir sans arrêt dans son livre l'idée suivante : donnez à l'homme une enfance heureuse et libre, où il se sente aimé et où il puisse dépenser son énergie et épuiser son agressivité et ses rêveries, et vous aurez un homme parfaitement adapté à la société. Quelle société ? Une société où justement la majorité des enfants n'est ni libre, ni heureuse, ni etc. ! ! !

Que sa tentative d'éducation « libertaire » reste ambiguë, il n'en est pas responsable, car tout effort de transformation partiel de cette société ne peut être qu'ambigu. Le reproche que l'on pourrait lui faire est de ne pas être conscient de cette ambiguïté. Il n'en reste pas moins que son expérience va beaucoup plus loin dans la libéralisation de l'éducation que tout ce qui a été fait jusqu'à présent, que cette expérience de quarante années est positive et mérite à ce double titre d'être connue.

Avec Piaget, nous passons à un autre niveau de globalisme. Ses expériences il les a décrites précédemment dans maints ouvrages. Aujourd'hui il est une autorité reconnue. Si son intuition pédagogique est incontestable, c'est aussi un scientifique : il sait poser les problèmes, rechercher un certain degré de généralité dans les solutions qu'il apporte et indiquer les limites de validité de ses conclusions. Sa préoccupation : une réforme de l'enseignement fondée sur les acquis de la recherche pédagogique, c'est-à-dire tenant compte de l'évolution intellectuelle de l'enfant avec l'âge et l'environnement. C'est en principe une œuvre de synthèse.

Il rappellera donc dans une première partie les différents stades de l'évolution intellectuelle de l'enfant et de l'adolescent.

a) jusqu'à deux ans, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition du langage, c'est le stade dit sensori-moteur,

b) de deux à sept-huit ans : apparition de la formation symbolique, le langage d'abord, le jeu symbolique, l'image mentale, le dessin, l'imitation différée,

c) entre huit et onze-douze ans on voit apparaître la « réversibilité opératoire », par exemple la compréhension du fait que si $a + b = c$, $b = c - a$; mais cette réversibilité porte sur des objets et non sur des concepts, et par conséquent opère encore de proche en proche,

d) à partir de douze ans apparaît le raisonnement formel abstrait, c'est-à-dire l'aptitude à manipuler des concepts.

Il est bien évident que ces stades ne sont pas absolus, mais dépendent autant de l'environnement culturel de l'enfant que de sa mutation biologique. Piaget insiste sur ce fait et souligne que l'expérimentation ne permet pas de dissocier ces facteurs, que l'éducation est finalement un processus de socialisation et ne peut donc être étudiée en soi indépendamment du milieu.

Une autre idée force de Piaget est que l'enfant n'apprend vraiment que par l'expérimentation personnelle, que cette expérimentation peut éventuellement devenir purement intellectuelle, passé l'âge de douze ans, mais qu'avant cet âge l'expérimentation manuelle est indispensable parce que la logique relève de la coordination générale des actions et des opérations, « parce que toute assimilation est une restructuration ou une réinvention ». Le langage est insuffisant pour transmettre la logique car il n'est en définitive que l'expression symbolique de cette coordination des actions et ne peut avoir de signification pour l'enfant que si cette coordination a déjà eu lieu pour lui sur le plan de l'expérience.

Piaget traite enfin de la vie sociale de l'enfant, et son analyse est tellement bien conduite qu'on ne peut que le citer lorsqu'il parle du rôle néfaste du principe d'autorité et de l'importance de la coopération entre enfants.

« La coopération des enfants entre eux... est la plus apte à favoriser l'échange réel de la pensée et de la discussion, c'est-à-dire toutes les conduites susceptibles d'éduquer l'esprit critique, l'objectivité et la réflexion discursive. Du point de vue moral, elle aboutit à un exercice réel des principes réels de la conduite et non pas seulement à une soumission extérieure... Elle est la morale en action, comme le travail « actif » est l'intelligence en acte ».

Partant de ces principes, Piaget fait une bonne critique de l'enseignement traditionnel, qu'il relie aux conceptions philosophiques des XVII^e et XVIII^e siècles, aux théories sur l'associationisme, etc, en bref aux conceptions mécanistes du matérialisme bourgeois — ce qui est sans doute exact mais un peu court, ces conceptions étant elles-mêmes reliées à une structure sociale —. Or, à d'autres endroits, il montre qu'il a parfaitement conscience de la relation éducation-société, et ceci en des termes dépourvus d'ambiguïté. Il fait aussi une bonne critique des techniques d'enseignement à la mode : l'audio-visuel et les « machines à apprendre ».

Quand il passe en revue les tendances actuelles de l'enseignement, on distingue mieux ses préoccupations : passionné pour l'enseignement des mathématiques, il a moins d'idées sur l'enseignement des sciences expérimentales, devient très prudent lorsqu'il parle des « humanités », et se contente de constater l'extension de l'enseignement professionnel. En bref, on a l'impression que c'est la formation de « l'élite » qui l'intéresse. Il pourra toujours rétorquer que le problème est justement d'amener le maximum d'individus au niveau le plus élevé possible. Mais c'est là qu'apparaissent les contradictions de sa position.

D'un autre côté, se fondant sur son expérience pédagogique, il prône un enseignement « actif », susceptible de développer toutes les potentialités, intellectuelles et sociales, de l'enfant. Il souligne au passage qu'enseigner des notions élémentaires à un enfant, dont la structure mentale n'est pas encore celle de l'adulte, est largement aussi difficile et important qu'enseigner des notions complexes à des adolescents, et qu'en conséquence instituteurs et professeurs devraient être formés avec le même soin et toucher le même salaire ; il fait aussi remarquer que les meilleures méthodes d'éducation sont les plus difficiles à mettre en œuvre, et que la formation de bons maîtres est d'un coût élevé.

Mais d'un autre côté, il se rend bien compte du fait que l'éducation est étroitement conditionnée par le milieu social : « Eduquer c'est adapter l'individu au milieu social ambiant ». Il pourrait alors se demander si l'adaptation à ce milieu social nécessite vraiment ce développement complet et harmonieux de tous les individus, et si cette nécessité est telle que la société soit prête à payer le prix élevé de cette éducation ! Mais non, il ne va pas jusque là. Il semble que sa pensée progresse sur deux plans parallèles, et qu'un certain « blocage » l'empêche de faire la jonction entre les deux.

La question pourtant l'effleure parfois, lorsqu'il parle des finalités contradictoires qu'une société demande à l'éducation : « il n'est pas évident, par exemple, qu'on puisse attendre des individus à former qu'ils soient à la fois des constructeurs et des novateurs, en certains domaines d'activité sociale où l'on a besoin de telles qualités, et de rigoureux conformistes en d'autres branches du savoir et de l'action ».

C'est amusant de le voir se poser cette question, alors qu'il est lui-même une si vivante et si brillante démonstration de cette possibilité !

Quelles conclusions peut-on tirer de ces trois livres ? La première, qui est évidente, est que l'enseignement de masse au niveau élevé, nécessité par l'état technologique des sociétés modernes, est un problème urgent mais non résolu, d'où la prolifération des études sur le sujet. La seconde, à en juger par le livre de Piaget et les observations de Holt, est que la solution technique du problème existe bien, mais qu'elle est coûteuse et que la société n'est pas prête à en payer le prix.

Mais en fait, le problème est plus complexe encore, si on reconnaît que l'enseignement est étroitement lié à l'éducation au sens défini par Piaget : « éduquer un enfant c'est finalement l'adapter à la société ». Car alors l'école n'est, comme facteur d'éducation, qu'un élément parmi tant d'autres, un élément dont l'importance va d'ailleurs en décroissant (comme décroît le rôle de la famille) au fur et à mesure que la société devient plus totalitaire et impose par les *mass-media* une vision d'elle-même et un contact direct avec ses réalités à un âge de plus en plus tendre. Il serait intéressant de voir, à cet égard, si, comme on le prétend souvent, le niveau de connaissances acquises dans l'enseignement primaire a réellement baissé au cours des dernières années. Car la presque totalité des enfants est scolarisée, en France au moins, depuis quelques décennies et par conséquent le problème de l'éducation de masse était résolu, à ce niveau. Pour expliquer une telle baisse putative, on a incriminé les effectifs surchargés des classes, dus au « boom des bébés » après guerre. Mais cette surcharge n'a été que temporaire, et de plus n'importe quel vieil instituteur de campagne peut témoigner que ce phénomène de surcharge n'est pas nouveau. On a incriminé également les « méthodes nouvelles », ce qui est absurde, parce que si on a trouvé le besoin de changer les méthodes, dans un pays aussi conservateur que la France, c'est que les méthodes anciennes, qui avaient prétendument « fait leurs preuves », ne donnaient plus d'aussi bons résultats. On a incriminé enfin la baisse de valeur des maîtres du primaire. Il y a là peut-être un élément d'explication (si le niveau des connaissances acquises a réellement baissé), mais en tout cas insuffisant. Pourquoi le niveau des maîtres aurait-il baissé ? Parce que la société — en France plus exactement l'Etat — a en effet estimé que l'école n'avait plus dans la formation du citoyen, la même importance qu'avant la guerre, et qu'on pouvait être moins exigeant dans le recrutement des instituteurs, et par conséquent les payer moins. Déchu de son importance par la société, l'instituteur cessait d'y croire lui-même et finissait par se contenter d'un travail purement routinier aussi fastidieux pour lui que pour ses élèves : comment les élèves auraient-ils été les seuls à croire aux vertus exemplaires d'un homme et d'un travail auxquels personne d'autre ne croyait ? Et comment le « rendement scolaire » n'en aurait-il pas été atteint ? Ainsi se traduisait dans les faits la dégradation de la fonction de l'instituteur dans l'adaptation à la société de classes. Il y a eu là finalement un certain changement des rapports entre maîtres et élèves : le maître est encore craint, car il possède un pouvoir de coercition, mais il n'est plus respecté. Cette vague d'irrespect a rapidement atteint le secondaire, puis le supérieur, avec les résultats que l'on sait.

Bien entendu, cette courte analyse ne vise pas à démontrer que si les instituteurs avaient été mieux payés, mai 68 n'aurait pas eu lieu. De toutes façons, la dévalorisation du rôle de l'instituteur était inscrite dans les faits avant d'avoir été concrétisée dans le salaire ; de même le « bachot », but ultime et fleuron du secondaire, n'est plus depuis longtemps considéré comme une fin, mais comme un moyen ; et si la licence de lettres n'a plus de « valeur » depuis des an-

nées déjà, la licence de sciences est en train de prendre le même caractère. Et ceci est vrai à l'échelle mondiale dans les pays « avancés ».

Le livre de Neil nous apporte une autre démonstration, plus évidente encore, du rôle direct de la société dans l'adaptation des individus. Ses élèves sont pensionnaires, et échappent donc largement (enfin disons beaucoup plus largement que d'autres) au conditionnement extra-scolaire. Mais déjà, il reconnaît que la forme d'éducation qu'il utilise nécessite, pour son plein succès, l'accord parfait des parents avec ses principes. Dans ces conditions il est satisfait de former des individus, non seulement équilibrés et heureux de vivre, ce qui n'est déjà pas mal, mais aussi de « bons citoyens ». Qu'est-ce à dire ? Un « bon citoyen » est celui qui accepte dans son ensemble la société telle qu'elle est, même s'il lui reconnaît des défauts et œuvre à sa réforme. Par quel miracle un enfant élevé, comme il dit, dans « l'autonomie », qui a fait très jeune l'apprentissage de la liberté et de la responsabilité, accepterait-il, en bon citoyen, une société où la grande masse des individus n'est ni libre ni « responsable » ? Comment pourrait-il supporter une organisation hiérarchisée

et autoritaire, lui qui a connu la démocratie véritable ? En toute logique son passage de l'école à la société devrait se traduire par un choc sérieux et une remise en question de cette société.

C'est donc que la société réussit à imposer ses valeurs par delà ou au travers des systèmes les plus libéraux. Cela n'est peut-être pas tout à fait exact : disons qu'un petit noyau, recruté dans la classe moyenne, en tout cas, finit toujours par se faire digérer. Il en serait peut-être autrement si cette forme d'éducation était généralisée. Mais justement, la société n'est pas prête à une telle généralisation, si elle risquait tant soit peu de contester sa forme de pouvoir. Dans l'état actuel des choses, des expériences pédagogiques comme celles de Neil, pour sympathiques et intéressantes qu'elles soient, ne sont pas autre chose que des soupapes de sécurité et des études de laboratoire que s'offre le système. Ce n'est pas une raison suffisante pour les condamner : elles ouvrent des perspectives sur des formes d'éducation anti-autoritaires, celles qu'on souhaiterait pour ses propres enfants. Mais il importe d'en bien voir les limites dans le contexte social actuel.

AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE

F. MINTZ (Bélibastre)

La révolution qui secoua l'Espagne en 36, prouva une fois de plus, que les ouvriers en lutte pour le nouvel ordre social, secrètent d'eux-mêmes leurs organisations de lutte et de gestion qui se trouvent à la base même de la société au niveau de la production.

Dans des difficultés insurmontables, les masses se lancent dans la construction de la nouvelle société. Elles réorganisent la production, luttent à la fois contre Franco et la bureaucratie républicaine. Le dynamisme est si grand que même les paysans s'organisent et nous donnent un aperçu prometteur à la difficile question agraire.

Des exemples concrets de collectivisations dans les différentes régions de l'Espagne sont étudiés dans ce livre. C'est en cela que réside son principal intérêt. Il étudie les conditions qui favorisèrent le développement de la collectivisation dans une région plus que dans une autre, de façon assez détaillée, et surtout les résultats de ce mouvement (avec les statistiques dont il dispose). La Catalogne fut une des régions où la collectivisation se développa le plus, en liaison avec une forte tradition anarchiste. De même en Aragon, le nombre de collectivisations fut important, mais ici, en liaison avec la pauvreté des paysans qui les incitait plus facilement à s'organiser en collectivités ; mais aussi ici : « La collectivisation fut imposée par la force de la part des milices recrutées parmi les anarchistes extérieurs à la région... ».

En même temps que l'étude des collectivisations proprement dites, le livre aborde l'attitude des partis et syndicats face à ce mouvement d'auto-organisation. Les partis hostiles à l'organisation autonome (P.C. en tête) manœuvrèrent habilement, semant la confusion en créant des organismes bidons, pour couler ceux mis en place par les producteurs eux-mêmes et n'hésitèrent pas à les réprimer par la force. Il montre comment aussi la C.N.T. en vint à adopter une attitude contre-révolutionnaire, comment les comités soit disant autonomes étaient entre les mains de la C.N.T. qui les freinait. « ...la C.N.T. se préoccupa davantage des alliances que des conquêtes sociales en décidant le retour au travail... » - p. 70.

Dès que la révolution atteint son point culminant, la C.N.T. et la F.A.I. ne peuvent que se retourner contre les ouvriers qui leur échappent. On légalise les collec-

tivisations, accepte le désarmement des masses, etc. Le résultat final en sera les journées de mai 37 à Barcelone, l'action lamentable des dirigeants, la capitulation devant les exigences gouvernementales, l'intervention des troupes, la défaite des ouvriers.

Il montre la complexité des problèmes posés par la coordination des comités autonomes, de la production au niveau national. Dans certains cas une rivalité s'instaurant entre les différents centres industriels, autogérés.

Tous ces aspects sont abordés avec maints exemples. Mais certains manquent à signaler.

Le livre ne dégage pas une vision d'ensemble des différents courants en présence. Les lignes directrices ne sont pas assez nettement dégagées. Elles sont trop noyées dans les détails. Il faudrait en outre analyser les raisons de l'incapacité des anarchistes à défendre toujours des positions de classe. D'une part c'est une vieille organisation ouvrière, elle a par conséquent une tendance au réformisme. D'autre part l'idéologie anarchiste est confuse, ce qui les amène à s'illusionner sur la participation au gouvernement (cf. R.I. n° 4 et Cahiers du communisme de conseil n° 7).

L'analyse de la collectivisation aurait gagné en clarté, si les courants d'autonomie réelle avaient été plus nettement dégagés.

Une autre lacune, l'analyse économique est réduite. Bien sûr, il en parle dans les régions où il étudie la collectivisation, mais sans en tirer toutes les conséquences. Ce pays avait des conditions économiques très spéciales. Une province très avancée industriellement, la Catalogne (mais à industrie très spécialisée : industrie textile), était entourée d'étendues agricoles arriérées au caractère tout à fait féodal. Dès que l'Etat se trouve affaibli et entre en décomposition, les deux problèmes suivants se trouvent posés. D'un côté un prolétariat très combattif, prêt à mettre en question tout le système capitaliste, d'un autre une masse de paysans très arriérés et très pauvres. L'évolution que suivirent les collectivisations ne sont certainement pas étrangères à cet état de fait.

Mais dans toutes ces critiques, il faut aussi tenir compte du peu de documents qui restent, concernant la question des collectivisations. C'est un livre qui gagne à être lu, vu le peu d'informations à ce sujet que nous livrent les autres.

ABONNEMENTS et EXPEDITIONS

— WILHEIM - « PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME » - Les camarades qui avaient fait l'acquisition du premier tome, peuvent se procurer le deuxième (prix : 5 F.).

Pour ceux qui n'avaient pas acquis le premier tome, il est fait une édition unique de deux tomes au prix de 10 F (s'adresser à I.C.O.).

Un camarade demande les anciens n°s d'I.C.O.

de 1 à 49 - le n° 51 - et de 53 à 74.

— I.C.O.-LIAISONS n° 2 (supplément au n° 101-102, janvier-février 1971) :

Sommaire : quelques réflexions à propos d'I.C.O. — à propos des Cahiers de mai — pour une décolonisation de la vie quotidienne — quelques brochures et publications récentes — discussion d'orientation (suite à l'éditorial du n° 97-98 - lettres diverses) — sur l'utilisation du titre I.C.O.

(cette publication ronéoté, à parution irrégulière, est adressée aux seuls abonnés d'I.C.O.).

ABONNEMENTS et EXPEDITIONS

Plusieurs camarades se sont étonnés de recevoir une circulaire assez impérative, en décembre, alors qu'ils étaient à jour de leur versement, ou qu'ils avaient des contacts directs avec I.C.O. L'envoi de cette lettre était devenu nécessaire en raison d'un nombre important de « service gratuit » d'I.C.O. depuis un certain nombre de mois, ou voir d'années, et vu l'état actuel des finances.

Le travail matériel d'I.C.O. est entièrement assumé bénévolement, par des camarades, en marge de leur travail quotidien, et au prix de difficultés dues à leurs

vicissitudes personnelles, familiales et géographiques. Il est possible que dans ce travail de mise à jour, des erreurs, ou des oublis entraînent des interruptions ou des retards dans les envois réguliers d'I.C.O. ou dans les demandes d'expéditions de brochures ou de livres. Les camarades voudront bien nous demander de rectifier les irrégularités qu'ils pourraient encore constater dans ce qui peut leur parvenir. Nous demandons aussi instamment à chacun de signaler rapidement et lisiblement les changements d'adresse.

REUNIONS ET PERMANENCES

DU GROUPE DES CAMARADES DE PARIS

Les camarades de Paris tiennent plusieurs sortes de réunions :

- chaque semaine, les lundi et jeudi de 18 à 20 h.
- les 2e et 4e samedi de chaque mois à 14 h 30 (réunions générales de discussion).

Des commissions de travail fonctionnent distinctement

- courrier (chaque lundi)
- contenu des différentes publications (mardi) ceux qui désirent y participer se renseignent aux permanences. Il est donné un compte rendu des activités de ces commissions lors de chaque réunion générale.

D'autres commissions de travail peuvent être constituées. Des réunions exceptionnelles de discussion sur

un sujet précis sont également prévues. Tout ce qui concerne ces activités sera annoncé au cours des réunions plénières et affiché dans le local où se tiennent les permanences.

Les camarades qui désirent participer à ces réunions ainsi qu'aux réunions spéciales pouvant se tenir exceptionnellement, doivent écrire à l'adresse d'I.C.O. (adresse postale exclusivement).

Les camarades de passage à Paris qui désirent prendre contact, doivent écrire au moins 8 jours à l'avance pour éviter tout retard dans la transmission des lettres, et permettre une réponse éventuelle. Aucun contact ne peut plus être pris au téléphone. Dans la mesure du possible, ces camarades peuvent prévoir ces contacts les lundis, jeudis ou samedis où se tiennent des réunions (sauf jours ou veilles de fêtes).

PUBLICATIONS

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1966 : 50 - 1968 : 74, 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro ronéoté de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, 99, 100, 101-102.

BROCHURES D.I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F).
- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).

- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA CYBERNETISATION (1 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- I.C.O.-LIAISONS n° 1 (compte rendu de la rencontre du Bessat 1969 et opinions sur cette rencontre). n° 2 (voir sommaire ci-dessous).

Textes de base disponibles

- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek).
- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS (S. Bricianer) (Editions E.D.I.).
- REPONSE A LENINE (A. Gorter).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL (en anglais - brochure de Solidarity) (ces quatre ouvrages sont disponibles à prix réduit - demander à I.C.O.) (retard dans les envois dû à la grève des postes en Grande-Bretagne).

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

Dorénavant, nous n'accepterons plus en dépôt des publications, même de groupes pouvant participer au travail d'I.C.O., sauf si l'ouvrage en question est considéré par les camarades de Paris comme un ouvrage de base sur les grandes lignes duquel ils seraient d'accord.

Les publications qui suivent sont ce qui nous reste de dépôts antérieurs (quelques exemplaires seulement, sauf pour Archinoir n° 3) ; après diffusion, ce dépôt ne sera pas renouvelé :

- L'IDIOT INTERNATIONAL - édition spéciale Nanterre partout - mars 70 (1 F).
- LE SABOTAGE (Pouget) (enveloppe timbrée à 0,50).
- ARCHINOIR n° 2 (2 F), n° 3 (2,50 F).
- PARIS MAY 68 (en anglais, brochure de Solidarity) (1 F).
- CAHIERS DE MAI - n° 1, 15 mai 68 (1 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (n° 5, 6, 7) - Les thèses sur la révolution chinoise (n° 4) sont épuisées.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :

24 F (France) - 30 F (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.